



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 17 DÉCEMBRE 1927

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17TH DECEMBER, 1927

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Québec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement.

5123

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX.

King's Printer.

Government House.

5124

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec—

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce VINGTIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-sept, et de Notre règne le dix-huitième.

Par ordre.

Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec,
L.-P. GEOFFRION.

4963—42—12

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec—

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TENTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWENTIETH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty seven and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

4964—42—12

Bills privés, Assemblée législative

Private Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 27 décembre 1927 et présentés avant le 31 janvier 1928, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 20 janvier 1928, et reçues avant le 25 janvier 1928, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 14 février 1928.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 27th December, 1927, and introduced before the 31st January, 1928; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 20th January, 1928, and received before the 25th January, 1928; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 14th February, 1928.

Québec, ce 25 octobre 1927.

Quebec, 25 October, 1927.

5081—43-11 Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

5082—43-11 L. P. GEOFFRION.

Nomination

Appointment

No 892 Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

No. 892 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Nomination d'un Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 9 décembre 1927, de nommer M. Louis Desrosiers, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Sainte-Jeanne-d'Arc, dans le comté de Matapédia. 5863

Appointment of one School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 9th of December, 1927, to appoint Mr. Louis Desrosiers, School Commissioner for the Municipality of Sainte Jeanne d'Arc, in the county of Matapédia. 5864

Lettres patentes

Letters patent

"Adanac Mines Exploration, Limited".

"Adanac Mines Exploration, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre, 1927, constituant en corporation: Jean-Paul Galipeault, étudiant, les demoiselles Marguerite Gagné, Lucienne Binet, Imelda Sasseville et Jeanne Marcoux, sténographes, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, prendre à bail, ou acquérir autrement des mines, droits et terrains miniers, et tous intérêts en iceux, et y faire des explorations, les exploiter, exercer, développer et les faire valoir, exploiter l'industrie et faire les opérations d'une compagnie minière, meunière, d'affinage et de développement;

Extraire, fondre, affiner, apprêter, amalgamer et préparer pour le marché des minerais, métaux et substances minérales de toutes sortes, et faire toutes autres opérations qui sembleront favoriser la réalisation d'aucun des objets de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, installations, machines, instruments, commodités, provisions et choses qui peuvent être utilisés en rapport avec des opérations minières ou qui sont requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1927, incorporating: Jean Paul Galipeault, student, the Misses Marguerite Gagné, Lucienne Binet, Imelda Sasseville and Jeanne Marcoux, stenographers, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase, take on lease, or otherwise acquire any mines, mining rights and land, and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn to account the same; to carry on the business and operations of a mining, milling and reduction and development company;

To quarry, smelt, refine, dress, amalgamate and prepare for market ore, metal and mineral substances of all kinds, and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the company's objects;

To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations, or required by workmen and others employed by the company;

Construire, exécuter, maintenir, améliorer, gérer, exploiter, contrôler et surveiller des chemins, routes, embranchements sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, fourneaux, moulins, usines, fabriques, entrepôts et autres travaux et commodités qui sembleront directement ou indirectement favoriser la réalisation des objets de la compagnie, et contribuer à telles opérations, les subventionner ou les aider autrement ou y prendre part;

Acheter, acquérir des parts et intérêts dans toutes autres compagnies minières, aux conditions déterminées par la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts ou capital-actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou personnes ou par cette dite personne;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

La compagnie aura le droit, relativement à toutes actions entièrement libérées de son capital, d'émettre sous son sceau des certificats au porteur (share warrants), conformément aux dispositions de la section 45 de la loi des compagnies de Québec et de ses amendements;

Le bureau de direction de la compagnie sera composé de neuf directeurs qui seraient élus à la première assemblée générale des actionnaires, sous le nom de "Adanac Mines Exploration, Limited", avec un capital total de cinq millions de piastres (\$5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

To build, execute, maintain, improve, manage, exploit, control and oversee roads, by-roads, sidings on lands owned or controlled by the company, bridges, reservoirs, water-courses, aqueducts, wharves, furnaces, mills, workshops, factories, warehouses and other works and commodities which may seem, directly or indirectly, to favour the realization of the objects of the company and to contribute to such operations, subsidize or otherwise assist or take part in the same;

To buy, acquire shares, interest in other mining companies on conditions which may be determined by the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property for the purposes of the present company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar or partly similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by such company, corporation or by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The company will have the power, with respect to any fully paid up shares of its capital, to issue, under its common seal, share warrants, according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies' Act and its amendments;

The Board of the company shall be composed of nine Directors who shall be elected at the first general meeting of the shareholders, under the name of "Adanac Mines Exploration, Limited", with a total capital stock of five million dollars (\$5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5823 ALEXANDRE DESMEULES.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,
5824 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Garage Montplaisir, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de novembre 1927, constituant en corporation: J.-Ovila Montplaisir, Leslie-H. Milar et Philippe Lafond, tous trois commerçants, de la ville de Drummondville, dans les buts suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, tracteurs mécaniques, aéroplanes, motocyclettes, bicycles, gazoline huile, moteurs, pièces d'automobiles, ustensiles, batteries, appareils électriques, fournitures, auto-véhicules de toutes sortes et de ses accessoires, en gros et en détail, et généralement exercer les fonctions de commerçants d'effets et de marchandises en général;

Acquérir et prendre en son nom, comme industrie active, les affaires et le commerce de J.-Ovila Montplaisir, à Drummondville, la totalité des biens et engagements, les propriétés mobilières et immobilières et la clientèle du dit J.-O. Montplaisir, quant à ce qui regarde et concerne son commerce actuel, dont les objets sont les mêmes que ceux ci-dessus énumérés, et donner pour prix d'achat des actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la dite Compagnie;

Exercer les fonctions de commerçants, locataires, réparateurs, garagistes et entrepreneurs d'automobiles et établissements de garages et entrepôts en rapport avec telles fonctions et transiger les affaires de garagistes en général;

Acquérir et posséder par achat, bail ou autrement, la totalité ou aucune partie des biens, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilèges, contrats, et assumer ou non les obligations et dettes d'aucune personne, société, firme, corporation ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente Compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à icelui ou qui possède des biens convenant aux objets de la présente Compagnie, et les payer totalement ou partiellement en actions libérées de la Compagnie, ou autrement, aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie, s'associer ou se fusionner avec toutes telles personnes, société, firme, corporation ou compagnie;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la Compagnie ou les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la Compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la Compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise et de l'actif de la Compagnie ou d'aucune partie d'icelle,

"Garage Montplaisir, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of November, 1927, incorporating: J. Ovila Montplaisir, Leslie H. Milar, and Philippe Lafond, all three traders, of the town of Drummondville, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, mechanical tractors, aeroplanes, motorcycles, bicycles, gasoline, oil, motors, automobile parts, utensils, batteries, electrical apparatus, supplies, auto-vehicles of every kind and the accessories thereof, wholesale and retail, and generally to carry on business as traders in wares and merchandise in general;

To acquire and take over in its own name, as a going concern, the business and trade of "J. Ovila Montplaisir", at Drummondville, the whole of the property and engagements, the movable and immovable property and good-will of the said "J. O. Montplaisir", in so far as regards its actual business, whose objects are similar to those above enumerated, and give for the purchase price thereof fully paid up and non-assessable shares of the capital-stock of the said company;

To carry on business as traders, lessees, repairers, garage-keepers and automobile warehouse-men, and to operate garage establishments and warehouses in connection with such operations and to transact business generally as garage-keepers;

To acquire and own by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the property, business, industry, good-will, assets, franchises, leases, hypothecs, licenses, powers, privileges, contracts, and assume or not the obligations and debts of any person, partnership, firm, corporation or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on, or any similar business to same, or which owns property suitable for the objects of the present company, and pay for same wholly or partly with fully paid up shares of the company or otherwise; and also to sell, lease or otherwise dispose thereof in whole or in part, to consolidate or amalgamate with any such person, partnership, firm, corporation and company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company, as

comme industrie active, pour le prix que la Compagnie trouvera convenable et particulièrement pour les actions, bons, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la Compagnie;

Emprunter des banques et des particuliers au moyen de traites, billets, connaissements, mandats et autres effets de commerce négociables ou transférables, de toute façon jugée convenable, sous le nom de "Garage Montplaisir, Limitée".

Emprunter tous montants que la Compagnie jugera à propos, pour les fins de son commerce ou de son industrie, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la Compagnie, notamment par hypothèques pour ses biens meubles et immeubles;

Faire, dans l'étendue de la Province de Québec, le transport des personnes et des choses et y exercer, moyennant rémunération, le commerce de voituriers publics et messageries;

Faire tous actes et exercer tous les pouvoirs tendant à l'accomplissement des objets ci-dessus de la Compagnie ou de tous autres objets, soit comme principaux ou comme agents;

Le bureau de direction sera limité à cinq (5) directeurs, sous le nom de "Garage Montplaisir, Limitée".

Le montant du capital-actions de la Compagnie est de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$199,900.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions privilégiées cumulatives de cent piastres (\$100.00) chacune, portant intérêt à (6%) six pour cent par an, et en douze cent quarante-neuf actions ordinaires de cent piastres chacune.

Les actions privilégiées seront sujettes aux restrictions et jouiront des droits, priorités et privilèges ci-après:

Elles recevront, à même les bénéfices de la compagnie, un dividende privilégié, cumulatif, de six pour cent (6%) par an, à compter de la date de leur émission, payable semi-annuellement à l'époque fixée par règlement du bureau de direction de la Compagnie; et ce, par priorité, avant qu'aucun dividende ne soit payé sur les actions ordinaires, ce dividende les excluant de toute participation aux bénéfices que pourrait réaliser la Compagnie;

Elle pourront être rachetées par la Compagnie en aucun temps, à tels taux, conditions et époques qui pourront être fixés par un règlement de la Compagnie à être ratifié par les actionnaires convoqués en assemblée générale;

Les actions ainsi rachetées, conformément aux dispositions ci-dessus, seront annulées et ne pourront par la suite être réémises;

Les détenteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit de vote pour l'élection du bureau de direction;

Lors de la dissolution, de la liquidation de la compagnie, les actions privilégiées qui n'auront pas été rachetées seront payées en entier et au pair avec les dividendes accrus, et ce, par préférence avant qu'aucun paiement ne soit fait sur les actions ordinaires;

En cas d'amalgamation ou de fusion de la compagnie avec une autre, les détenteurs d'actions privilégiées qui, en ce moment-là, n'auront pas été rachetées, auront droit au remboursement en argent de leurs actions à tels taux et conditions qui pourraient être déterminés par règlement ratifié par les actionnaires, à moins que les détenteurs des deux tiers des actions privilégiées en cours n'aient, par leur vote affirmatif, approuvé le règlement autorisant l'amalgamation ou la

a going concern, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar to those of the company;

To borrow from banks and individuals by way of drafts, notes, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable commercial instruments, in any manner deemed fit, under the name of "Garage Montplaisir, Limitée";

To borrow any amounts which the company may deem fit for the purposes of its business or industry, under the terms, conditions and guarantees deemed suitable by the company, particularly by hypothecs on its moveable and immoveable properties;

To carry on through the Province of Québec the transportation of persons and goods and there exercise, for remuneration, the business of public carriers and forwarders;

To do all acts and exercise any powers conducive to the attainment of the hereabove objects of the company, or any other objects, either as principals or as agents;

The Board shall be limited to five (5) directors, under the name of "Garage Montplaisir, Limitée".

The amount of the capital-stock of the company shall be one hundred and ninety nine thousand nine hundred dollars (\$199,900.00), divided into seven hundred and fifty cumulative preferred shares of one hundred dollars each, bearing interest at (6%) six per cent per annum, and twelve hundred and forty nine common shares of one hundred dollars each.

The preferred shares shall be subject to the restrictions and enjoy the rights, priorities and privileges hereinunder:

They shall receive, out of the profits of the company, a cumulative preferred dividend of six per cent (6%) per annum, from the date of their issue, payable semi-annually at such periods as may be fixed upon by the board of directors of the company; and such, by priority, before any dividend be paid on the common shares; but they shall not further participate in the profits which the company may realize;

They may be redeemed by the company at any time, at such rate, conditions and periods as may be fixed upon by a by-law of the company, to be ratified by the shareholders called for a general meeting;

The thus redeemed shares pursuant to the hereabove provisions, shall be cancelled and shall not be thereafter re-issued by the company;

The holders of preferred shares shall not be entitled to vote at the election of the Board of Directors;

In the event of the dissolution or liquidation of the company, the outstanding preferred shares shall be paid in full and at par, with the accrued dividends, by preference and before any payment be made on the common shares;

In the event of the amalgamation or consolidation of the company with any other, the holders of preferred shares which at the time have not been redeemed shall be entitled to have their shares repaid in cash, at such rate and on such conditions as may be determined by a by-law ratified by the shareholders, unless the holders of the two thirds of the outstanding preferred shares have, by their affirmative vote, approved the by-law authorizing the amalgamation or

fusion; tel règlement ainsi approuvé devant lier la minorité pour tout ce qu'il comportera.

Le bureau principal de la compagnie sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,

5825

C.-J. SIMARD.

"Horn's Cafeteria, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1927, constituant en corporation: Harry Cohen, John-Jacob Spector, tous deux avocats, et James Johnston, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exploiter des hôtels, restaurants, cafétérias, tavernes, salles de rafraîchissements, salles à manger, et faire les affaires de victualliers, pourvoyeurs licenciés, marchands de vins, bières, liqueurs spiritueuses, conformément aux lois de la province de Québec, et de commerçants de toutes sortes de mets *delicatessen*, manufacturiers d'eau minérale et autres breuvages, victualliers pour des amusements publics en général, importateurs et courtiers en provisions, y compris des animaux sur pied et abattus, et des produits domestiques et étrangers de toute description, marchands de tabac et cigares, propriétaires de salles d'écriture et de journaux, de théâtres et de bureaux de location;

Poursuivre et exercer, soit directement ou par la possession d'actions du capital-actions de l'une ou plusieurs corporations présentement ou qui seront constituées à l'avenir, les industries qui consistent à produire, manufacturer, préparer, acheter, vendre et faire le commerce de lait, produits laitiers, viande, produits de viande, poissons, produits du poisson, aliments, produits alimentaires, pain, biscuits, gâteaux, extraits, aliments en conserves, sauces, condiments, thé, café, bonbons, confiseries, épicerie et tous autres articles de consommation domestique, et conduire chacune et la totalité des dites industries comme restaurateurs, grossistes, détaillants ou autrement, de la manière permise par la Loi;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de fruits et légumes, en boîtes, en conserves, et en marinades; grains, provisions, viande, poisson, volailles et gibier, et extraits, sirop, gelées, marmelade, essences, sauces, assaisonnements, cidre et vinaigre de cidre, fruits séchés ou évaporés; produits des champs, de la ferme et de la forêt, et faire chacun et tous les dits commerces, comme restaurateurs, grossistes, détaillants ou autrement, de la manière permise par la Loi;

Soit directement ou par la possession des actions du capital-actions de l'une ou plusieurs corporations maintenant ou qui seront constituées à l'avenir, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, aménager, agrandir, améliorer, vendre, échanger ou autrement disposer de beurreries, crémeries, fermes, plantations et vergers, établissements industriels, fabriques, usines pour la fabrication de boîtes, jarres, caisses, ou autres récipients et les matières premières qui servent à la confection d'aucun des articles susdits, entrepôts, congélateurs, dépôts de livraison, magasins et toutes les machineries, outillages, mobiliers, appareils et appartenances qui peuvent être nécessaires, utiles, convenables ou appropriés en rapport avec les opérations susdites ou avec au-

consolidation; a by-law thus approved shall bind the minority for every thing it permits.

The head office of the company will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1927.

C. J. SIMARD,

5826

Assistant Provincial Secretary.

"Horn's Cafeteria, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of November, 1927, incorporating: Harry Cohen, John Jacob Spector, both advocates, and James Johnston, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafeteria, tavern, refreshment booth, dining-room caterers, licensed victuallers, wine and beer, and spirit merchants, in accordance with the laws of the Province of Quebec, dealers in all kinds of *delicatessen* foods, manufacturers of mineral waters and other drinks, purveyors for public amusements generally, importers and brokers of food including live and dead stock and domestic and foreign products of all descriptions, tobacco and cigar merchants, writing and newspaper rooms, theatrical and open box office proprietors;

To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more corporations now or hereafter to be incorporated, the businesses of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling and dealing in milk, milk products, meats, meat products, fish, fish products, food, food products, breads, biscuits, cakes, extracts, canned goods, sauces, condiments, teas, coffees, candies, confectioneries, groceries, and all other articles of commerce suitable for consumption and to conduct each and every of such businesses as restaurateurs, wholesalers, retailers or otherwise, as allowed by law;

To import, export, produce, buy, sell, manufacture and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables; grains, provisions, meats, fish, fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits; products of the field, farm and forest, and to conduct each and every one of such businesses as restaurateurs, wholesalers, retailers or otherwise, as allowed by law;

To either directly or through ownership of shares of the capital stock of one or more corporations now or hereafter incorporated, to purchase or otherwise acquire, own, hold, equip, extend, improve, sell, exchange or otherwise dispose of dairies, creameries, farms, plantations, orchards, manufacturing plants, factories, canneries, plants for the manufacture of cans, jars, boxes, packages or other receptacles and raw materials of which any of the foregoing are made, warehouses, cold storage houses, delivery stations, stores and any and all machinery, equipment, fixtures, appliances and appurtenances that may be necessary, useful, proper or expedient in connection with the foregoing or with any of the businesses or enterprises of the

eune des industries ou entreprises de la corporation;

Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, produits alimentaires et autres articles et marchandises qui se rapportent à ce commerce;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que l'industrie de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie sur tels placements qui seront de temps à autre déterminés;

Acquérir par achat, location ou autrement toutes les propriétés mobilières et immobilières, foncières et personnelles que la compagnie croira nécessaires pour les fins de son entreprise ou de toute partie d'icelle, soit directement ou comme placements pour l'excédent de ses fonds, et les vendre, louer, échanger, gager et hypothéquer;

Acquérir et entreprendre généralement la totalité ou aucune partie du commerce, des propriétés, de la clientèle et de l'entreprise, des droits et de l'actif, et assumer la totalité ou toute partie du passif de toute personne, firme, société, association ou compagnie exerçant toute industrie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, et émettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de leur prix d'achat;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prélever et aider à prélever des fonds pour telle personne, firme ou compagnie ou pour toute autre personne ou personnes en relations d'affaires avec la compagnie, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs, et garantir l'exécution de leurs contrats et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute personne, firme ou compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou les approprier autrement;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables et transférables;

Emettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, ou d'autres droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement de services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la com-

corporation;

To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs, and other wares and merchandise connected with such business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To invest the moneys of the company not immediately required to such investments as may from time to time be determined;

To acquire by purchase, lease or otherwise, all property, moveable and immoveable, real and personal, that the company may deem necessary for the purposes of its undertakings or any part thereof either directly or as an investment of its surplus funds, and to sell, lease, exchange, pledge and hypothecate the same;

To acquire and undertake generally the whole or any part of the business, property, good-will and undertaking, rights and assets, and to assume the whole or any part of the liabilities of any person, firm, partnership, association or company carrying on any business with objects similar in whole or in part to those which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company for the payment of the purchase price thereof;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company or any other person or persons with whom this company may have business relations, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immoveable, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may lawfully acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of, or in exchange for shares,

pagnie en paiement total ou partiel ou en échange pour des actions, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant des affaires semblables ou incidentes aux affaires de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, approprier la totalité ou partie de l'actif, la propriété, droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, particulièrement pour des actions, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes les choses susmentionnées comme principaux, agents, sous-agents, entrepreneurs et autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Généralement, faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Horn's Cafeteria, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingts (2,980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5827 C.-J. SIMARD.

"La Corporation d'Aqueduc et d'Electricité de Ferme-Neuve".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre, 1927, constituant en corporation: Joseph-Amédée Fournier, financier, René Simard, comptable, Melle Bridgie Furlong, sténographe, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, louer et exploiter une ou plusieurs rivières, forces hydrauliques nécessaires à la production de l'énergie électrique et faire le commerce de l'électricité sur toutes ses formes dans les limites du comté de Labelle;

Construire, acquérir, louer, exploiter et maintenir des écluses, barrages, usines électriques, machineries et appareils nécessaires ou utiles à la production et à la distribution de l'énergie électrique;

Acheter, vendre et faire le commerce en général d'appareils électriques de tous genres et tous autres commerces susceptibles à profiter à l'entreprise de la Compagnie;

Construire, installer, acheter, louer, céder, vendre, maintenir, posséder ou autrement acquérir et exploiter, sujets aux règlements municipaux, un ou plusieurs systèmes d'aqueducs et leurs accessoires pour fins d'alimentation, protection contre l'incendie ou pour toutes autres fins, dans les limites du Comté de Labelle;

Acheter, exploiter, louer, céder, vendre ou autrement acquérir et disposer des terrains, droits, baux, franchises, et tous autres meubles et immeubles nécessaires ou utiles à l'industrie et au commerce de la Compagnie;

Emettre, tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter des chèques, billets promissoires, traites, obligations, débetures, lettres de change,

bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To do all of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others;

To generally do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Horn's Cafeteria, Limited", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into twenty nine hundred and eighty (2980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1927.

C. J. SIMARD,
5828 Assistant Provincial Secretary.

"La Corporation d'Aqueduc et d'Electricité de Ferme-Neuve".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of November, 1927, incorporating: Joseph Amédée Fournier, financier, René Simard, accountant, and Miss Bridgie Furlong, stenographer, all the city of Quebec, for the following purposes:

To acquire, lease and exploit one or more rivers, hydraulic power necessary for the production of electric energy and to deal in all forms of electricity, within the limits of the county of Labelle;

To build, acquire, lease, exploit and maintain dams, barrages, electric work-shops, machinery and apparatus necessary or useful for the production and distribution of electric energy;

To purchase, sell and deal generally in electrical apparatus of any kind or carry on any other business capable of benefiting the undertaking of the company;

To construct, install, purchase, lease, cede, sell, maintain, own or otherwise acquire and operate, subject to municipal by-laws, one or more water-works systems and their accessories, for the purposes of supplying water or protection against fire or for any other purposes, within the limits of the county of Labelle;

To acquire, lease, cede, exploit, sell or otherwise acquire and dispose of lands, rights, leases, franchises and any other movables or immovables necessary or useful for the industry and business of the company;

To issue, draw, subscribe for, accept, endorse, discount and issue promissory notes, cheques, drafts, bonds, debentures, bills of exchange, bills

connaissances et autres documents négociables ou transférables nécessaires dans l'exercice des opérations de la Compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital de la Compagnie ou des obligations, débetures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel pour toutes entreprises, propriétés, franchises, permis, droits, concessions ou autres biens et valeurs que la Compagnie est autorisée d'acquérir, et rémunérer en deniers comptants ou, en autant que permis par la loi, en actions entièrement ou partiellement libérées du capital de la Compagnie ou avec des obligations ou autres valeurs, toute personne, compagnie, municipalité ou syndicat pour dépenses contractées, pour services rendus ou à être rendus;

Faire tout acte, exercer tous les pouvoirs, faire toutes les opérations nécessaires et propres pour atteindre les fins pour lesquelles la Compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "La Corporation d'Aqueduc et d'Electricité de Ferme-Neuve", avec un capital total de quarante-neuf mille païstres (\$49,000.00), divisé en quatre cents quatre-vingt-dix (490) actions communes de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la Compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre, 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5829 ALEXANDRE DESMEULES.

of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, necessary in the carrying on of the company's operations;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment or part payment for any undertaking, property, franchises, licenses, rights, concessions or other assets, securities which the company is authorized to acquire and to remunerate either in cash or, in so far as permitted by law, in fully or partly paid up shares of the company's capital stock or in its bonds, debentures or other securities, any person, company, municipality or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered;

To do any act, exercise all the powers, carry on any operations necessary and suitable to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "La Corporation d'Aqueduc et d'Electricité de Ferme-Neuve", with a total capital-stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of November, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,
5830 Acting Assistant Provincial Secretary.

"L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1927, constituant en corporation: Pierre Leduc, Paul Leduc, pharmaciens, et Joseph-Arthur Leduc, médecin, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire l'achat, l'importation, la fabrication, l'acquisition d'une manière générale des vaccins, sérums, produits chimiques ou pharmaceutiques et de toutes substances, choses ou articles, instruments, appareils, machines nécessaires ou utiles aux opérations de la compagnie, et en disposer par vente, exportation ou autrement ou en louer l'usage; la vente ne devant se faire qu'en gros en tant que sont concernées les drogues et autres substances mentionnées en l'article 21 du chapitre 215 des Statuts Refondus de Québec, 1925; d'acquérir des fonds de commerce ou des maisons faisant en tout ou en partie un commerce semblable à celui de la présente compagnie, avec tous leurs droits et toutes leurs obligations, et de les payer en tout ou en partie avec des actions entièrement libérées du capital de la présente compagnie ou des obligations d'icelle; d'employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie à l'achat d'actions dans d'autres compagnies; d'agir comme agents ou représentants de tout manufacturier ou de toute personne faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, et généralement de faire toutes opérations qui pourraient être considérées utiles ou avantageuses à la conduite des affaires de la compagnie, sous le nom de "L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

"L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1927, incorporating: Pierre Leduc, Paul Leduc, druggists, and Joseph Arthur Leduc, physician, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, import, manufacture, acquire in a general manner vaccine matter, serums, chemical or pharmaceutical products and any substances, accessories or articles, instruments, apparatus and any machines necessary or useful for the operations of the company; and to dispose thereof by sale, exportation or otherwise or lease the use thereof; the sale to be only wholesale as regards the drugs and other substances mentioned in article 21, chapter 215 of the Revised Statutes of Quebec, 1925; to acquire stocks-in-trade or firms carrying on in whole or in part a similar business to that of the present company, with all their rights and liabilities, and to pay for same in whole or in part with fully paid up shares of the capital-stock of the present company or bonds thereof; to employ in whole or in part the funds of the company for the purchase of shares in other companies; to act as agents or representatives for any manufacturer or any person carrying on any business in whole or in part similar to that of the present company, and generally to carry on any operations which may be considered useful or advantageous in the carrying on of the business of the company, under the name of "L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5831 ALEXANDRE DESMEULES.

"M. E. Thomas, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1927, constituant en corporation: Myron-Edwin Thomas, marchand, Charles Wilkins, voyageur de commerce, Edward-Carl Wilkins, chauffeur de locomotive, tous de Foster, pour les fins suivantes:

Assumer le commerce général de marchandises, farine et engrais alimentaires de M. E. Thomas, de Foster;

Acheter des stocks de faillite et les vendre à vente privée ou à l'encan;

Faire le commerce d'immeubles;

Faire affaires comme courtiers ou agents d'assurance;

Faire le commerce de grain pour livraison future, sous le nom de "M. E. Thomas, Ltd.", avec un capital total de treize mille piastres (\$13,000.00), divisé en cent trente (130) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Foster, dans le district de Bedford, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5833 ALEXANDRE DESMEULES.

"Old Heidelberg Cafe, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre, 1927, constituant en corporation: John Tinhof, gérant de restaurant, Frederick-Everette Partridge, manufacturier, Hugo Wellein, Lorne-Muir Coughtry, comptables, Elsie Chappell, (fille majeure) secrétaire, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de pourvoyeurs dans toutes ses spécialités, y compris l'exploitation de tavernes, restaurants, hôtels, boulangeries, boutiques de *delicatessen*, épicerie et magasins de provisions;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation, et les payer en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie, et détenir, vendre, ou autrement faire le commerce des actions, obligations, débentures ou autres valeurs ainsi achetées, et durant leur possession, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété, y compris le droit de voter pour ces valeurs et garantir le paiement du principal ou des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout négoce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans les valeurs et de la manière déterminées de temps à autre;

Les opérations de la compagnie seront exer-

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,
5832 Acting Assistant Provincial Secretary.

"M. E. Thomas, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1927, incorporating: Myron Edwin Thomas, Merchant, Charles Wilkins, Commercial Traveler, Edward Carl Wilkins, Locomotive Fireman, all of Foster, for the following purposes:

To take over the general Store Flour and Feed business of M. E. Thomas, of Foster;

To buy Bankrupt stocks and sell same by private sale or by auction;

To deal in real estate;

To conduct an insurance brokerage business or agency;

To trade in grain for future delivery, under the name of "M. E. Thomas, Ltd.", with a total capital stock of thirteen thousand dollars (\$13,000.00), divided into one hundred and thirty (130) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Foster, in the district of Bedford, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,
5834 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Old Heidelberg Cafe, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of November, 1927, incorporating: John Tinhof, restaurant manager, Frederick Everette Partridge, Manufacturer, Hugo Wellein, Lorne Muir Coughtry, accountants, Elsie Chappell (unmarried) secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on its business of Caterers in all its branches, including the operation of taverns, restaurants, hotels, bakeries, *delicatessen* stores, groceries and provision stores;

To subscribe for, purchase, or otherwise acquire the shares, bonds, debenture, or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of this Company and to hold, sell or otherwise deal in the shares, bonds, debentures or other securities so purchased, and while holding the same, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the voting powers thereof, and to guarantee payment of the principal of or dividends and interest on the shares, bonds, debentures, or other securities of any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this Company, or carrying on any business capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this Company;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

The operations of the Company to be carried

cées dans la province de Québec, sous le nom de "Old Heidelberg Cafe, Limited";

Le capital-actions de la dite compagnie consiste en deux cent cinquante (250) actions privilégiées cumulatives à sept pour cent (7%), d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et deux mille cinq cents (2,500) actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, sujet à augmentation du dit capital-actions, en vertu des dispositions de la dite Loi et de ses amendements;

Les dites actions privilégiées porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après énoncés, à savoir:

Les dites actions privilégiées cumulatives à sept pour cent (7%) auront priorité sur l'actif de la compagnie, dans le cas de liquidation, vente volontaire ou autrement, pour la valeur au pair des dites actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, par action, et elles seront rachetables au prix de cent piastres (\$100.00) pour chaque action avec valeur au pair.

Les dites actions privilégiées cumulatives à sept pour cent (7%) dans le cas où la compagnie ne rencontrerait pas le paiement des dividendes à une date quelconque des dividendes, n'auront pas le droit de voter à moins qu'il y ait des arrérages de douze dividendes impayés par la compagnie, et elles auront, dans le cas où les dividendes sur les dites actions privilégiées resteraient impayés après l'expiration de la dite période de douze dividendes, le même rang que les actions ordinaires sans valeur au pair, quant au droit de vote.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5835 C.-J. SIMARD.

"Paul Capra, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1927, constituant en corporation: Paul Capra, entrepreneur en tuiles, John Capra, Horace Capra, gérants, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Pratiquer l'industrie, le commerce, le posage, et les réparations des tuiles, en faire l'exportation et l'importation;

S'associer, se fusionner par vente ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant des négociations, ou commerces analogues à ceux qu'elle pratique ou peut pratiquer;

Acquérir, louer, posséder à quelque titre que ce soit, des biens mobiliers ou immobiliers, les louer, vendre, ou en disposer de toute autre manière;

Acquérir, détenir ou posséder des actions ou obligations d'autres compagnies ou corporations faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Donner des actions libérées de la compagnie en paiement total ou partiel du prix des biens meubles et immeubles acquis par la compagnie, de toute licence, bail ou privilège exercé par la compagnie, de tout travail fait ou à faire pour la compagnie;

on in the Province of Quebec, under the name of "Old Heidelberg Cafe, Limited".

The capital stock of the said Company shall consist of two hundred and fifty (250) seven per cent (7%) cumulative preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and two thousand five hundred (2,500) common shares without nominal or par value, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and amending Act;

The said preferred shares shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

The seven per cent (7%) cumulative preferred shares shall be preferred as to the assets of the Company in event of winding up sale, voluntary or otherwise, at the par value of such preferred stock of one hundred dollars (\$100.00) per share, and shall be redeemable at the price of one hundred dollars (\$100.00) for each and every share having such par value. The seven per cent (7%) cumulative preferred shares, in event of being in default of dividends upon any dividend date, shall not have the right to vote until twelve such dividend periods have been passed and no dividends have been paid by the Company, but shall in the event of the said preferred shares still being in default as to dividends after the expiration of twelve such dividend periods, rank *pari passu* with the common shares of no par value of the Company, as to voting power.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of November, 1927.

C. J. SIMARD,
5836 Assistant Provincial Secretary.

"Paul Capra, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty-eighth day of November, 1927, incorporating: Paul Capra, tile contractor, John Capra, Horace Capra, managers, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, trade, laying and repairing of tiles, and the exportation and importation thereof;

To enter into partnership, amalgamate by sale or otherwise, with any person or company carrying on negotiations or business similar to those carried on or which may be carried on by the company;

To acquire, hire, own, under any title whatever, movable or immovable property, lease, sell or in any other manner dispose of the same;

To acquire, hold or own shares or bonds of other companies or corporations carrying on a business in whole or in part similar to that of the company;

To give paid up shares of the company as total or part payment for movable or immovable property acquired by the company, any license, lease or privilege enjoyed by the company, for any work done or to be done for the company;

Limiter le nombre de ses actionnaires à vingt, sous le nom de "Paul Capra, Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5837 C.-J. SIMARD.

"Quebec Fur Farm, Limited—La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de novembre 1927, constituant en corporation: Raymond-Henri Bernadet, Emery Sioui, Industriels, Château-d'Eau Ville, Qué., Stanislas-Edouard Gagnon, Comptable licencié, Québec, dans les buts suivants:

Exploiter d'une façon générale une ou plusieurs fermes pour l'élevage de renards et de tous autres animaux à fourrures, ou tout élevage servant à cette industrie; acheter, vendre ou échanger les animaux vivants, faire le commerce des fourrures, des peaux vertes, tannées, et de fabriquer elle-même les produits de son industrie ou les produits analogues;

Acquérir, acheter, vendre ou échanger tous biens meubles ou immeubles nécessaires ou utiles aux fins de cette industrie; construire ou faire construire tout édifice qu'elle jugera utile à ses fins;

De faire une étude scientifique de l'industrie, de faire toute expérience de nature à servir à l'industrie, et de faire toutes publications qu'elle jugera utiles à cette fin;

D'émettre des actions, les vendre ou les échanger pour argent, actions ou obligations hypothécaires ou autres;

Payer en argent ou en actions de la compagnie, en tout ou en partie, tout achat de meubles, immeubles, animaux à fourrure ou de fourrures, ou services rendus à la compagnie;

Faire des avances au moyen de prêt ou autrement aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la Cie ou à ses clients, prendre et tenir des hypothèques ou garanties quelconques pour garantir le prix d'achat de toutes propriétés, de tout argent dû à la Cie à un titre quelconque;

Eriger et établir sur les terrains de la Cie toutes les maisons, granges, parcs et autres édifices, murs, cours, clôtures et enclos, et toutes autres constructions requises et nécessaires pour les fins de cette industrie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération ou autres fins similaires avec toutes personnes ou Cies exerçant ou exploitant une industrie ou commerce de nature à profiter à la présente Cie et à ses fins, prêter des fonds ou autrement aider ces dites personnes ou Cies, en acquérant leurs actions et valeurs avec faculté d'en disposer au gré de la présente Cie;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements et autres instruments négociables ou transférables;

To limit the number of its shareholders to twenty, under the name of "Paul Capra, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1927.

C. J. SIMARD,
5838 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Fur Farm, Limited—La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty sixth day of November, 1927, incorporating: Raymond Henri Bernadet, Emery Sioui, manufacturers, Château d'Eau Ville, Que., Stanislas Edouard Gagnon, chartered accountant, Quebec, for the following purposes:

To exploit in a general manner one or several farms for the breeding of foxes and of any other fur bearing animals or any breeding used for such business; to purchase, sell or exchange such living animals, to deal in fur, green or tanned pelts and to manufacture itself the products for its business or similar products;

To acquire, purchase, sell or exchange any movable or immovable property necessary or useful for the purposes of the said business, to construct or cause to be constructed any building deemed useful for its purposes;

To make a scientific study of the business, to make experiments of any kind which may be useful thereto, and to make any announcements which may be deemed useful for such purposes;

To issue shares, sell or exchange the same for cash, shares or hypothecary or other bonds;

To pay for, in cash or shares of the company, in whole or in part, any purchase of movables or immovables, fur-bearing animals or furs or for services rendered to the company;

To make advances by way of loan or otherwise to the purchasers or lessees of any part of the immovables of the company or to its clients, to take and hold mortgages or securities of any kind to guarantee the purchase price of any property, money due to the company under any title whatever;

To erect or provide upon the lands of the company all houses, barns, pens and other buildings, walls, yards, fences and enclosures and any other erections requisite and incidental to the purposes of this business;

To amalgamate or enter into arrangements respecting the sharing of profits, union of interests, co-operation or other similar purposes with any persons or companies carrying on or engaged in any industry or business of a nature to benefit the present company, and for such purposes to loan funds to or otherwise assist such said persons and companies, by acquiring their shares and securities with power to dispose thereof at the option of the present company;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments;

Acquérir le commerce de Raymond-Louis Bernadet, de Château-d'Eau-Ville, Québec, avec tout son actif et son passif et en faire le paiement soit en argent ou en actions libérées de la Compagnie présentement constituée, ou les deux;

Acquérir par achat ou autrement de toute corporation, firme ou personne, toute industrie en activité, droits de propriété ou crédits que cette Cie a l'autorisation d'exploiter ou d'acquérir, sous le nom de "Quebec Fur Farm, Limited—La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Château-d'Eau Ville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1927.

5839

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

To acquire the business of Raymond Louis Bernadet, of Chateau d'Eau Ville, Quebec, with all its assets and liabilities, and to pay therefor either in cash or paid up shares of the presently incorporated company, or both;

To acquire by purchase or otherwise from any corporation, firm or person, any going business, property rights or credits which the company may be authorized to carry on or acquire, under the name of "Quebec Fur Farm, Limited—La Ferme de Fourrures de Québec, Limitée", with a total capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be at Château d'Eau Ville, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of November, 1927.

5840

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"The Blue Bird Dress Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1927, constituant en corporation: Hyman Tolmatch, Wolf Chaitman, Selig Salesky, manufacturiers, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce et le trafic de toutes sortes d'habits, vêtements, drap, coton, tweeds, lainages, tissus, nouveautés, articles de modes, et tout article qui se rapporte directement ou indirectement à la fabrication de vêtements pour dames;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, détenir, vendre, ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de tel agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires dans toutes spécialités se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, avec l'actif, marques de commerce, dessins, patentes, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et payer pour telle acquisition le prix convenu, soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital de cette compagnie; ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échopes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes spécialités se rapportant aux objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune manière à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou

"The Blue Bird Dress Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1927, incorporating: Hyman Tolmatch, Wolf Chaitman, Selig Salesky, manufacturers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of clothing, wearing apparel, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics, dry goods, millinery or any articles connected in any way directly or indirectly with the manufacture of women's apparel;

To purchase, resell, accept, take, hold, sell or dispose of in any way, shares, stock, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company, and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership, carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this Company, together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses and good-will connected either directly or indirectly with the purposes of this Company, and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the Company hereby created, or partly in cash or partly in paid up shares;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the Company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present Company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on business similar in any way to that of the present Company;

To sell, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the present Company's business to any corporation, partnership or busi-

personne et accepter en considération des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la présente compagnie pourra juger nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "The Blue Bird Dress Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,

5841

C.-J. SIMARD.

"The Pauline Garment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre, 1927, constituant en corporation: Louis-H. Rohrliek, Henry-L. Echenberg, tous deux avocats, et Max Schachner, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et négociants en gros et en détail de robes pour enfants, fillettes et dames, et d'habits pour garçons et hommes, marchandises sèches, garnitures d'habits, soie, satin, lainages, tissus de toutes sortes, drap et cotonnade en général, pyjamas, *windbreakers*, chemises, culottes, pantalons, robes de chambres, kimonos et sous-vêtements; exercer une des industries ou toutes les industries de costumiers, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et marchands, en gros et en détail, de coton et étoffes de toutes sortes, pelleteries et garnitures d'habits, brandebourgs, cordes, ornements, dentelles, boutons, modes, articles en cuir, vêtements et hardes de toute description, agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre le tout ou aucune partie du commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, avec ensemble les bâtisses, machineries, fonds de commerce, achalandage et actif en général; assumer en tout ou en partie les obligations de tel commerce et les payer totalement ou partiellement en bons, débetures et actions entièrement payées et non sujettes à appel de la compagnie; et vendre, louer ou autrement en disposer, en tout ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon

ness, and to accept in consideration shares, debentures, bonds or other securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present Company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present Company, under the name of "The Blue Bird Dress Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1927.

C. J. SIMARD,

5842

Assistant Provincial Secretary.

"The Pauline Garment Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1927, incorporating: Louis H. Rohrliek, Henry L. Echenberg, both advocates, and Max Schachner, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in children's and misses' and women's dresses, boys', youngmen's clothing, dry-goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally, pyjamas, windbreakers, shirts, bloomers, pants, breaches, bathrobes, kimonos and underwear; to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves; manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission agents or representatives;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume, in whole or in any part, the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the

à profiter directement ou indirectement à la compagnie;
présente compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et faire des avances à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

S'unir avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer, en tout ou en partie, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie en faisant l'achat;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt en iceux, avec ensemble les bâtisses ou structures qui peuvent être sur lesdits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tout ou partie des terrains et de tous ou aucun des édifices ou structures qui sont ou qui pourront à l'avenir y être érigés, et prendre telle garantie jugée nécessaire;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "The Pauline Garment Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5843 C.-J. SIMARD.

"Victoria Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1927, constituant en corporation: Ben Bernstein, Adolphe Gardner, Michael-H. Franklin, avocats, Max Schachner, percepteur, et Bessie Gardner, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, échanger, louer et autrement faire le commerce d'immeubles et souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, soit comme propriétaire ou soit comme garantie collatérale ou autrement et vendre, garantir la vente, et céder, transporter ou autrement disposer ou faire le commerce d'hypothèques, mortgages, soldes de prix garantis par privilèges ou autrement, réclamations, conventions de vente ou d'achat et des obligations, de toute nature et description, et aussi de bons,

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security thereof as may be deemed necessary;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Pauline Garment Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of December, 1927.

C. J. SIMARD,
5844 Assistant Provincial Secretary.

"Victoria Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1927, incorporating: Ben Bernstein, Adolphe Gardner, Michael H. Franklin, advocates, Max Schachner, collector, and Bessie Gardner, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease and otherwise deal in real estate, and to subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title, and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privileges or otherwise, claims, purchase of sale agreements and obligations of every nature and description, and also in bonds, debentures, stock, shares and other

débitures, stocks, actions et autres valeurs, lettres de change, traites, récépissés d'entrepôts, billets, contrats de vente conditionnelles, conventions, comptes recevables, et toutes sortes d'effets de commerce et preuves de dettes de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre, ou individu ou association, transiger et faire les opérations d'une agence financière ou de courtage, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises;

Agir comme agents et courtiers en assurance et financiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission, la perception de deniers, et accepter et remplir comme procureurs, agents ou autrement la transaction d'affaires, le placement de fonds, la perception de prêts, rentes, intérêts, dividendes, et l'émission, la création, la manipulation et la perception d'hypothèques, débiteures, obligations, billets, comptes, coupons et autres valeurs ou deniers;

Acacheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des propriétés immobilières ou intérêts immobiliers, avec aussi tous édifices ou constructions qui se trouvent sur lesdites propriétés immobilières ou aucune d'elles et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute partie de telles propriétés immobilières, et la totalité ou aucun des édifices ou constructions qui sont actuellement ou qui seront à l'avenir érigés sur icelles, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires, faire l'érection d'édifices et le commerce de matériaux de construction, améliorer, modifier et gérer les dites propriétés immobilières et édifices, et prendre ou détenir des mortgages et hypothèques pour tout solde du prix de l'achat d'aucune des propriétés immobilières, édifices ou constructions ainsi vendus et vendre les dits mortgages et hypothèques ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Contracter des emprunts d'argent pour le montant ou les montants et au taux d'intérêt et aux termes et conditions qui seront jugés à propos; engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts, et à l'exécution des termes et conditions et, si jugé à propos, hypothéquer ou donner en garantie la totalité ou toute partie des propriétés immobilières et ou mobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts et l'exécution des termes et conditions;

Faire des prêts d'argent aux termes et conditions et au taux d'intérêt qui seront jugés convenables et prendre les garanties pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des contrats que la compagnie croira à propos;

Garantir le paiement de deniers garantis par ou payables en vertu ou au sujet de bons, débiteures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers et aider au

securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, promissory notes, conditional sale agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, or individual or association, and to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

To act as agents, financial and insurance brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, and to accept and fulfil, as attorneys, agents or otherwise, for the transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rent, interest, dividends, and the issuing, making, handling and collection of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or money;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire immovable properties or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said immovable properties or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of such immovable properties and all or any of the buildings or structures that may now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary, to erect buildings and deal in building material, to improve, alter and manage the said immovable properties and buildings, and to take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balances of the purchase price of any of the immovable properties, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of the said mortgages or hypothecs;

To take or otherwise acquire and hold shares of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted as directly or indirectly to benefit the Company;

To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper; to bind the Company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon, and to the fulfilment of the terms and conditions, and, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the Company's immovable and—or moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest, and the fulfilment of the terms and conditions;

To lend money on such terms and conditions and at such rate of interest as may be considered advisable, and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions as the Company may think proper;

To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this Company, and to raise and assist in raising money for and to aid by

moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, et garantir l'exécution de contrats ou le paiement des obligations ou autrement aider ou assister toute personne, firme ou corporation avec laquelle ou dans lesquelles la compagnie est financièrement intéressée, ou avec lesquelles elle fait commerce et agir comme employés, agents ou gérants de toute telle corporation ou firme;

Procurer à la compagnie son enregistrement, son permis de faire affaires ou sa reconnaissance dans toute autre province du Canada ou dans tout pays ou état étranger et y désigner des personnes d'après les lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toute procédure dans tout procès ou action;

Distribuer en nature, entre les actionnaires de la compagnie, aucun des biens de la compagnie, et particulièrement des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont la compagnie aura le pouvoir de disposer, sans réduire en aucune manière le capital-actions de la compagnie, autrement que de la manière prévue dans la loi des compagnies de Québec;

Exercer toute autre industrie qui peut être conduite de manière à procurer quelque avantage à la compagnie;

Rémunérer toute personne pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Victoria Investment Corporation";

Le capital-actions de la compagnie consistera en deux mille actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et un mille actions privilégiées cumulatives, à sept pour cent, d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune;

Les dites mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent de la compagnie donneront droit et seront sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions suivantes, à savoir:

Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices nets de la compagnie disponibles pour le paiement de dividendes, lorsque et de la manière que ces dividendes seront déclarés par le bureau de direction, des dividendes cumulatifs au taux de sept pour cent par année et pas davantage, sur le montant dans le temps versé sur les dites actions, ces dividendes devant courir et être cumulatifs à compter de la date de l'émission de telles actions et payables en versements trimestriels, et il ne sera déclaré, payé ou mis de côté aucun dividende sur les autres actions de la compagnie, à moins que et avant que tous les dividendes courus et accumulés sur les dites actions privilégiées aient été payés ou déclarés et mis de côté, et le versement de dividendes en cours sur les actions privilégiées déclaré ou mis de côté;

Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas, à moins qu'il n'y ait quatre dividendes trimestriels en souffrance, le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, sauf lorsque telle assemblée est convoquée ou tenue dans le but d'abroger ou de modifier aucune des préférences, priorités, privilèges et conditions attachés aux dites actions privilégiées, la liquidation, la nomination d'un séquestre ou la réorganisation de la compagnie, la cession de ses biens pour le bénéfice des créanciers ou de toute

way of bonus, loan, promise, endorsements, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid or assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested, or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

To procure the Company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of, without, however, in any way reducing the capital stock of the Company otherwise than provided by the Quebec Companies' Act;

To carry on any other business which may be conducted with advantage of the Company;

To remunerate any person for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital stock, or any bonds, debentures, debenture-stock, or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business, under the name of "Victoria Investment Corporation".

The capital stock of the Company shall consist of two thousand shares of common stock, without nominal or par value, and one thousand shares of seven per cent cumulative preference shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said one thousand shares of seven per cent cumulative preference stock of the Company shall carry and be subject to the following preferences, priorities, restrictions and conditions, to wit:

The holders of the said Preference Shares shall be entitled to receive, out of the net profits of the Company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors, cumulative dividends at the rate of Seven per cent per annum and no more, on the amount for the time being paid up thereon, such dividends to accrue and to be cumulative from and after the date of issue of such shares payable in quarterly instalments, and no dividends shall be declared, paid or set apart upon any other shares of the Company unless and until all accrued and accumulated dividends upon the said preference shares shall have been paid or declared and set apart, and the current instalments of dividends upon the preference shares shall have been declared and set apart;

The holders of the said preference shares shall not, so long as there are not four quarterly dividends in arrears, be entitled to vote at any meeting of shareholders of the Company, except when convened or held for the purpose of repealing or modifying any of the preferences, priorities, privileges and conditions attached to the said preference shares, winding up, appointing a receiver, reconstructing the Company, making an assignment for the benefit of creditors or otherwise liquidating the affairs of the Company, or for

autre manière la liquidation des affaires de la compagnie, ou pour prendre en considération toute proposition de vendre ou d'affirmer l'entreprise de la compagnie, et dans aucun et la totalité de ces cas, les porteurs des dites actions privilégiées seront sur le même pied quant au droit de vote que les porteurs des actions ordinaires de la compagnie;

Dans le cas et en tout temps que quatre dividendes trimestriels sont en souffrance, alors, en plus des droits de vote ci-dessus réservés et dans chacun de ces cas, les porteurs des dites actions privilégiées auront le droit de voter durant telle période ou telles périodes à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, en commun avec les porteurs des actions ordinaires, et ces droits additionnels continueront aussi longtemps qu'il y aura des arrérages de dividendes sur les dites actions privilégiées en souffrance;

Dans le cas de liquidation, faillite, ventilation ou dissolution de la compagnie, soit volontaire ou involontaire, les porteurs des dites actions privilégiées dans le temps en cours auront droit de recevoir, à même l'actif (soit le capital ou les surplus) de la compagnie, avant qu'il soit fait aucun paiement aux porteurs de toutes autres actions de la compagnie, et la valeur au pair de leurs actions respectives et un montant qui devra être égal aux dividendes accumulés et non-payés sur icelles, soit gagnés ou déclarés ou non;

Après le paiement intégral du dit montant aux porteurs des actions privilégiées, le résidu sera distribué proportionnellement entre les porteurs des actions ordinaires de la compagnie. Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à annulation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

La compagnie aura le droit et le pouvoir, en aucun temps, d'amortir ou de racheter pour les annuler la totalité ou toute partie des actions privilégiées de la compagnie en cours, sans le consentement de leurs porteurs, sur pré-avis de soixante jours, par la poste ou par publication ou des deux manières, aux porteurs d'icelles enregistrés, donné de la manière qui sera prescrite par résolution du bureau de direction et sur versement, à même l'actif ou le capital de la compagnie, de la somme de cent cinq piastres pour chaque action et les dividendes accumulés pour les actions ainsi amorties et rachetées;

Si l'avis de tel rachat est donné et si un montant suffisant pour racheter les actions privilégiées appelées pour rachat est déposé entre les mains des banquiers de la compagnie, ou en tout autre endroit spécifié dans l'avis, le ou avant le jour fixé pour le rachat total ou partiel, les dividendes sur les actions privilégiées appelées pour être rachetées cesseront de courir après la date fixée pour le rachat, et les porteurs de telles actions n'auront, après cette date, aucun droit excepté celui de recevoir le paiement, lors du rachat, du montant prévu ci-dessus, à même les argents ainsi déposés;

Si en aucun temps un nombre moindre que la totalité des actions privilégiées alors en cours est racheté, les actions privilégiées seront, à la discrétion du bureau de direction, rachetées au sort ou proportionnellement, de la manière prescrite par résolution du bureau;

Après que les dividendes courus sur les actions privilégiées auront été payés ou mis de côté, la compagnie aura le droit d'acheter des actions privilégiées avec le surplus de ses bénéfices, par vente privée ou sur le marché, mais ne devra pas payer, en aucun cas, plus que \$105.00 pour chaque action et les dividendes courus;

La totalité ou aucune des préférences, priorités,

considering any proposition to sell or lease the undertaking of the Company, in any and all of which cases the holders of the said preference shares shall have equal voting rights with the holders of the ordinary shares of the Company;

In the event of there being four quarterly dividends at any time in arrears, then in addition to the voting rights above reserved, and in every such case, the holders of the said preference shares shall have the right and be entitled to vote during that period or periods at any meeting of the shareholders of the Company, in common with the holders of the ordinary shares, and such additional rights shall continue so long as any dividend on the said preference shares shall be in arrears and unpaid;

In the event of the liquidation, bankruptcy, winding up or dissolution of the Company, whether voluntary or involuntary, the holders of preference shares then outstanding shall be entitled to receive out of the assets (whether capital or surplus) of the Company, before any payment shall be made to the holders of any other stock of the Company, both the par value of their respective shares and the amount which shall be equal to the dividends accumulated and unpaid thereon, whether or not earned or declared;

After payment in full of the said amount to the holders of the preference shares, any balance then remaining shall be distributed ratably among the holders of the common stock of the company. The preference shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciations of the company's assets;

The Company shall have the right and power, at any time, to redeem or buy in for cancellation the whole or any of the outstanding preference shares of the Company, without the consent of the holders thereof, upon sixty days' notice by mail or by publication or by both, to the registered holders thereof, given in such manner as may be prescribed by resolution of the Board of Directors, and upon re-payment out of the assets or capital of the Company of the sum of one hundred and five dollars per share and accumulated dividends for the shares so redeemed or bought in;

If notice of such redemption be given and an amount sufficient to redeem the preference shares called for redemption be deposited with the Company's bankers or in any other place specified in the notice, on or before the date fixed for redemption in whole or in part, no dividends on the preference shares so called for redemption shall accrue after the date so fixed for redemption, and the holders of such shares shall thereafter have no rights in or against the Company except to receive payment on redemption, as above provided, out of the moneys so deposited;

If at any time less than the whole of the preference shares outstanding shall be called for redemption, they shall, at the discretion of the Board of Directors, be redeemed by lot or pro-rata, in such manner as may be prescribed by the Board of Directors;

After all accrued dividends on the preference shares shall have been paid or set apart, the company shall have the right to purchase, with its surplus profits, preference shares, by private sale or in the open market, but in no case shall the price to be paid for such shares exceed \$105.00 per share and accrued dividends;

All or any of the preferences, priorities, pri-

privileges et conditions attachés aux actions privilégiées peuvent être modifiés, changés, abrogés, affectés, ou autrement variés par un règlement, ou des règlements de la compagnie, mais aucun de ces règlements n'aura force et effet, à moins d'être approuvé et ratifié par les votes des porteurs d'au moins les trois-quarts en valeur des actions représentées par les actionnaires et par au moins les trois-quarts en valeur des actions privilégiées émises et en cours de la compagnie, représentés en personne ou par procuration à une assemblée spécialement convoquée dans le but de prendre tel règlement en considération, et sanctionné par le Lieutenant-Gouverneur;

Le montant de capital avec lequel la compagnie, à l'avenir, exercera son industrie sera de vingt mille piastres (\$20,000.00), sujet à tout rachat d'actions privilégiées de la compagnie, conformément à la charte de la compagnie ou à tout amendement à icelle, soit par lettres patentes ou autrement.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5845 C.-J. SIMARD.

privileges and conditions attached to the preference shares may be modified, commuted, abrogated, affected or otherwise dealt with by by-law or by-laws of the Company, but no such by-law or by-laws shall have any force and effect unless same have been approved and ratified by the vote of three-fourths in value of the shares represented by all the shareholders, and of at least three-fourths in value of the issued and outstanding preference shares of the Company, represented in person or by proxy, at a meeting specially called for the purpose of considering the same and sanctioned by the Lieutenant-Governor;

The amount of the capital stock with which the Company shall hereafter carry on business shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00), subject to any redemption of the preference stock of the Company in accordance with the Company's charter and any amendments thereto, whether by Letters Patent or otherwise.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of November, 1927.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Quebec Pulp & Paper Mills, Limited—Fabriques de Pâtes et Papiers du Québec, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, conformément à l'article 41a, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour de novembre, 1927, à la compagnie "Quebec Pulp & Paper Mills, Limited—Fabriques de Pâtes et Papiers du Québec, Limitée", confirmant un arrangement entre la compagnie et ses actionnaires, comme suit, à savoir:

Compromis et arrangement entre la compagnie "Fabriques de Pâtes et Papiers de Québec, Limitée", (ci-après dénommée "La Compagnie") et ses actionnaires, en vertu de l'article 41a de la Loi des Compagnies de Québec:

La considération que la compagnie recevra pour la vente et le transport de la totalité des biens, de l'actif et du passif de la compagnie, comme industrie en activité, qui se feront conformément aux termes d'une offre adressée à la Compagnie par "Price Brothers & Company, Limited", et "Port Alfred Pulp and Paper Corporation", en date du seizième jour d'août 1927, et acceptée par la compagnie le vingt-troisième jour d'août 1927 (moins les dépenses relativement à la distribution de la dite considération et la liquidation de La Compagnie) sera distribuée entre les porteurs respectifs des actions privilégiées et des actions ordinaires de la compagnie, d'après les dispositions contenues dans la dite offre et dans ce compromis et arrangement, subordonnement aux amendements et modifications requis, et subordonnement aussi aux conditions et règlements quant à la date, l'endroit et le mode de distribution de la considération, contenus dans la résolution ou les résolutions des directeurs de la compagnie;

Supplementary Letters Patent

"Quebec Pulp & Paper Mills, Limited—Fabriques de Pâtes et Papiers du Québec, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, in conformity with article 41a, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of November, 1927, to the Company "Quebec Pulp & Paper Mills, Limited—Fabriques de Pâtes et Papiers du Québec, Limitée", confirming an arrangement between the Company and its shareholders as follows, to wit:

Compromise and Arrangement between Quebec Pulp & Paper Mills, Limited (hereinafter called the "Company") and its shareholders, under section 41a of the Quebec Companies Act:

The consideration to be received by the Company for the sale and transfer of the whole of the property, assets and liabilities of the Company as a going concern, to be made in accordance with the terms of an offer addressed to the Company by Price Brothers & Company, Limited, and Port Alfred Pulp and Paper Corporation, under date of the sixteenth day of August, 1927, and accepted by the Company under date of the twenty-third day of August, 1927, (less the expenses in connection with the distribution of such consideration and the winding up of the Company) shall be distributed among the respective holders of the preferred shares and of the common shares of the Company, in accordance with the provisions contained in such offer and in this compromise and arrangement, subject to such alterations or modifications as may be required, and subject to such conditions and regulations as to the time, place and manner of distribution of such consideration as may be prescribed by or pursuant to resolution or resolutions of the Directors of the Company;

La dite offre en date du seizième jour d'août 1927 et son acceptation se lisent comme suit:

The aforesaid offer dated the sixteenth day of August, 1927, and the said acceptance thereof read as follows:

Montréal, le 16 août 1927.

Montreal, August 16th, 1927.

A. Stewart McNichols,

A. Stewart McNichols, Esq.

Président Fabriques de Pâtes et Papiers de Québec, Limitée.

President, Quebec Pulp & Paper Mills, Limited.

Cher Monsieur:

Dear Sir:

Nous offrons d'acheter la totalité des biens, l'actif et le passif de la compagnie "Fabriques de Pâtes et Papiers de Québec, Limitée", comme industrie en activité, aux conditions suivantes:

We offer to purchase the whole of the property, assets and liabilities of the Quebec Pulp and Paper Mills, Limited, as a going concern, on the following conditions:

Nous ferons constituer en corporation, en vertu des lois de la province de Québec, une compagnie autorisée à émettre des actions non-cumulatives à 7%, avec priorité quant au capital et aux dividendes, mais sans droit de participation additionnelle dans les bénéfices et sans droit de vote, rachetables au pair, d'un montant global de sept millions, émission fermée, et de valeurs de moindre priorité à notre discrétion.

We will cause to be incorporated, under the laws of the Province of Quebec, a company authorized to issue 7% non-cumulative stock, preferred as to capital and dividends, not otherwise participating and non-voting, redeemable *par par*, to the extent of seven millions, closed issue, and junior securities at our discretion.

La compagnie pourra émettre des obligations et—ou des débetures, de la manière ordinaire, mais les produits de ces obligations et—ou des débetures seront attribués pour le bénéfice de la compagnie et ne serviront pas en rapport avec cet achat.

The company may issue bonds and—or debentures, in the usual way, but the proceeds of such bonds and—or debentures shall be for the advantage of the Company and shall not be used in connection with this purchase;

Le prix d'achat de la propriété sera de trois millions de piastres, en espèces sonnantes, et de sept millions de piastres d'actions privilégiées ci-dessus mentionnées, entièrement libérées et non sujettes à appel.

The purchase price of the property shall be three million dollars in cash, and seven million dollars of the preferred stock above referred to, fully paid and non-assessable;

Le prix d'achat sera distribué aux actionnaires comme suit:

The purchase price shall be distributed to the shareholders as follows:

1. Chaque actionnaire privilégié de la compagnie "Fabriques de Pâtes et Papiers de Québec, Limitée", contre livraison de chaque action de \$100.00, valeur au pair, de capital privilégié cumulatif, avec en plus le boni de capital ordinaire de 50% qui y était attaché, aura droit de recevoir, à son choix:

1. Each preference shareholder of the Quebec Pulp & Paper Mills, Limited, upon surrender of each share of \$100. par value 7% cumulative preferred stock plus 50% accompanying bonus of common stock, shall be entitled to receive, at his option:

a. \$40.00 en argent et \$70.00 en actions privilégiées mentionnées plus haut de la nouvelle compagnie; ou

a. \$40.00 in cash and \$70.00 of the above preferred stock of the new company; or

b. \$21.00 en argent et \$100.00 en actions privilégiées de la nouvelle compagnie;

b. \$21.00 in cash and \$100.00 of the above preferred stock of the new company;

Quant à ce qui concerne les porteurs d'actions privilégiées qui n'ont pas bénéficié du boni de 50% d'actions ordinaires, ils auront droit de recevoir, à leur choix, \$100.00 d'actions privilégiées de la nouvelle compagnie ou \$20.00 en argent et \$70.00 d'actions privilégiées de la nouvelle compagnie;

As regards holders of preferred stock having no accompanying bonus of 50% of common stock, they shall be entitled to receive, at their option: \$100.00 of the above preferred stock of the new company or \$20.00 in cash and \$70.00 in such preferred stock of the new company;

Tout porteur d'actions privilégiées de votre compagnie qui n'aura pas notifié votre compagnie par écrit, avant le quinzième jour de décembre 1927, de la manière dont il a décidé d'exercer l'option à laquelle il a droit, tel que décrit plus haut, (et aussi le nombre d'actions pour lesquelles l'option est exercée) n'aura droit de recevoir pour les actions privilégiées, de votre compagnie, qu'il détient, une action du capital privilégié susdit de la nouvelle compagnie pour chaque action de capital privilégié de votre compagnie qu'il détient, et il sera censé avoir forfait tous droits d'exercer aucune des options décrites plus haut, mais tel actionnaire recevra, pour chaque action ordinaire qu'il détient, la même considération (ci-après référé dans l'item No 2) que les détenteurs des actions ordinaires de votre compagnie qui n'auront pas fait la livraison des actions ordinaires avec leurs actions privilégiées tel que prévu ci-dessus.

Any holder of preferred shares of your Company who shall not have notified your Company in writing, prior to the fifteenth day of December, 1927, of the manner in which he has decided to exercise any option open to him as described above (and also the number of shares in respect of which such option is exercised) shall only be entitled to receive, in respect of his holdings of preferred shares of your company, one share of the aforesaid preferred stock of the new Company for every share of the preferred stock of your Company held by him, and shall be deemed to have forfeited any rights to exercise any of the options described above, but such shareholder shall receive, in respect of any common shares held by them, the same consideration (hereinafter referred to in Item No. 2 hereof) as the holders of common shares of your Company who did not surrender common shares with preferred shares as above provided;

2. La balance de la considération qui sera reçue de la nouvelle compagnie sera distribuée propor-

2. The balance of the consideration to be received from the new Company shall be distribu-

tionnellement entre les porteurs d'actions ordinaires de votre compagnie qui n'ont pas fait livraison de leurs actions ordinaires avec leurs actions privilégiées, comme il est prévu ci-dessus;

Les fractions d'actions seront ajustées par la livraison de certificats (scrips) au porteur de fractions d'actions en la manière ordinaire;

Annexé aux présentes, vous trouverez un bilan certifié que vous nous avez soumis, comme représentant la position financière de la compagnie à la date du 31 juillet dernier, aussi un état détaillé de l'actif et du passif de la compagnie préparé par MM. Peat, Marwick, Mitchell & Company, à la date du 31 décembre dernier, et qui ne diffère pas matériellement et qui ont servi de base à cette offre. Cette offre est faite à la condition que jusqu'à la livraison de l'actif de la nouvelle compagnie, il n'y ait pas de changement matériel dans l'actif et le passif.

Les propriétés susdites et l'actif seront livrés à la nouvelle compagnie pas plus tard que le 30 novembre 1927, et dans l'intervalle, nos représentants devront avoir libre accès à vos usines, livres, dossiers, etc., dans le but de vérifier les états soumis et les inventaires;

Votre obligation de livrer les dites propriétés et l'actif à la nouvelle compagnie sera sujette à la condition que vous vous conformiez, le ou avant le quinzième jour de novembre 1927, aux dispositions de l'article 41-a de la Loi des Compagnies de Québec, relativement à la distribution entre vos actionnaires de la considération qui sera reçue par vous, et est aussi sujette à une opinion satisfaisante de la part de nos avocats sur vos titres à l'actif inclus dans le bilan, les formalités légales en rapport avec le transport des biens et la manière dont les dispositions de l'article 41a de la Loi des Compagnies de Québec ont été observées, et aussi à la condition que l'actif et les biens susdits soient livrés à la nouvelle compagnie avant le trentième jour de novembre 1927 susdit. L'opinion de nos avocats vous sera donnée dans les quinze (15) jours qui suivront la réception de tous les documents et autres preuves qu'ils jugeront nécessaire d'examiner.

Votre acceptation de cette offre à l'endos de la copie de l'offre ci-incluse constitue un contrat bon et valable entre nous.

(Signé) PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
Par le président,

JOHN-H. PRICE,

PORT ALFRED PULP & PAPER CORPORATION,
Par le président,

GEO.-M. MCKEE.

Nous acceptons l'offre susdite à la condition que nous puissions nous conformer, le ou avant le quinzième jour de novembre 1927, aux dispositions de la section 41a de la Loi des Compagnies de Québec, relativement à la distribution entre nos actionnaires de la considération qui sera reçue.

(Signé) FABRIQUES DE PATES ET PAPIERS DE
QUEBEC, LIMITEE,
Le président,

A.-STEWART MCNICHOLS.

Les droits à l'option mentionnés dans la dite offre pourront seulement être exercés par la livraison, dans le délai prescrit dans l'offre, à la compagnie de fidéi-commis agissant pour et au nom de la compagnie, qui sera désignée par résolution des directeurs, des certificats d'actions de la compagnie pour lesquelles lesdits droits d'option sont exercés, dûment endossés par le porteur enregistré, accompagnés d'un avis par écrit signé

ted ratably among the holders of common shares of your Company which have not been surrendered with preferred shares, as above provided;

Fractional shares of stock shall be adjusted by delivery of fractional bearer scrip in the usual manner;

Attached hereto is a certified balance sheet which you have submitted to us, as representing the financial position of the Company as of the 31st of July last; also a detail statement of the assets and liabilities of the Company prepared by Messrs. Peat, Marwick, Mitchell & Company, as of the 31st day of December last and which is not materially changed, and on which statements this offer is based. It is also a condition of this offer that until delivery of the assets of the new company, no material change shall take place in the assets or liabilities;

The aforesaid property and assets shall be delivered to the new company not later than the 30th day of November, 1927, and in the interval, our representatives shall be afforded full access to your premises, books, records, etc., for the purpose of verifying the statements above referred to and checking the inventories;

Your obligations to deliver the aforesaid property and assets to the new company shall be conditional upon your being able to secure, on or before the fifteenth day of November, 1927, compliance with the provisions of Section 41a of the Quebec Companies' Act in connection with the distribution among your shareholders of the consideration to be received by you, and our obligations shall be conditional upon satisfactory opinion of our counsel upon your title to the assets referred to in the Balance Sheet, the legal formalities in connection with the transfer of the property and the manner in which the provisions of Sections 41a of the Quebec Companies' Act have been complied with, and also upon delivery of the aforesaid property and assets to the new Company on or before the said thirtieth day of November, 1927. Our counsel's opinion shall be given within fifteen (15) days of submission to them of such documents and evidence as they may consider necessary for examination;

Your acceptance of this offer, endorsed on the copy hereof enclosed for the purpose, shall constitute a binding contract between us.

(Signed) PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
Per JOHN H. PRICE,

President.

PORT ALFRED PULP & PAPER CORPORATION,
Per GEO. M. MCKEE,

President.

We hereby accept the foregoing offer subject to our being able to comply, on or before the fifteenth day of November 1927, with the provisions of Section 41a of the Quebec Companies' Act in connection with the distribution among our shareholders of the consideration to be received, Quebec, 23rd Aug. 1927.

(Signed) QUEBEC PULP AND PAPER MILLS,
LIMITED,
A. STEWART MCNICHOLS,

President.

The rights of option referred to in such offer can only be exercised by the delivery, within the time prescribed in such offer, to such trust company, acting on behalf of the Company, as may be appointed by resolution of the Directors, of certificates for the shares of the Company in respect of which such option rights are exercised, properly endorsed by the registered holder thereof, accompanied by a written notification

par le porteur enregistré des actions ainsi déposées indiquant la manière dont ladite option sera exercée. Si lesdits droits d'option ne sont pas exercés conformément aux dispositions de ce paragraphe, les porteurs des actions privilégiées auront, et pour leurs actions privilégiées et pour leurs actions ordinaires de la compagnie, droit de participer dans la distribution de la considération conformément aux dispositions du dernier paragraphe de la section 1 de l'offre susmentionnée.

Lors de la vente et du transport desdits biens, actif et passif de la compagnie en accord avec les termes de ladite offre, la considération susdite ainsi reçue sera (après avoir pourvu au paiement et au règlement de toutes les dépenses de la compagnie en rapport avec la distribution de ladite considération, et pour rencontrer toutes réclamations pendantes pour des actions de la compagnie et la liquidation de la compagnie) distribuée entre les actionnaires de la compagnie d'après les termes de ce compromis et arrangement, contre livraison pour annulation de leurs certificats d'actions du capital-actions de la compagnie ou de toute preuve de la livraison desdits certificats entre les mains de la compagnie de fidéicommiss mentionnée plus haut, et conformément au paragraphe qui précède immédiatement et, la compagnie sera ensuite dissoute ou liquidée et elle fera abandon de sa charte, de la manière et à la date que les directeurs de la compagnie pourront ordonner. Le dépôt de telle preuve de livraison sera censé donner autorisation à la compagnie d'annuler les actions y désignées. La livraison des actions de la compagnie se fera à l'endroit et à la date et de la manière que la résolution du Bureau de la compagnie pourra prescrire.

La compagnie pourra, par résolution des directeurs, consentir à toutes modifications ou conditions de ce compromis et arrangement qu'un juge de la Cour Supérieure du district dans lequel la compagnie a son bureau-chef, pourra juger à propos d'approuver, d'imposer ou de sanctionner.

Les directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés à faire sanctionner ce compromis ou arrangement par un juge, et ratifier par lettres patentes supplémentaire, et généralement faire tous les actes, et prendre toutes les procédures qui seront jugés nécessaires pour donner force et effet à tel compromis et arrangement ou leurs modifications.

Pour copie conforme,

(Signé) FABRIQUES DE PATES ET PAPIER
DE QUEBEC, LIMITEE",
Par l'assistant-secrétaire,
ROCH BERGERON.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-deuxième jour de novembre, 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5847 C.-J. SIMARD.

"Quebec Realty Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du dixième jour de novembre 1927, à la compagnie "Quebec Realty Corporation, Limited", confirmant un règlement modifiant les lettres patentes originaires, comme suit, à savoir:

Toutes les actions privilégiées cumulatives à

signed by the registered holder of the shares so surrendered indicating the manner in which such option rights have been exercised. If such rights of option are not exercised in accordance with this paragraph, the holders of the preferred shares shall, in respect of their preferred and common shares of the Company, participate in the distribution of the consideration in accordance with the provisions of the last paragraph of Section 1 of the above mentioned offer.

Upon the aforesaid property, assets and liabilities of the Company being sold and transferred, in accordance with the terms of such offer, the aforesaid consideration so received shall, (after provision being made for payment or settlement thereof of all of the expenses of the Company in connection with the distribution of such consideration and for dealing with any pending claims for shares of the Company and the winding up of the Company) be distributed among the shareholders of the Company in accordance with the terms of this compromise and arrangement, against surrender by them for cancellation of their certificates for shares of capital stock of the Company or of any evidence of delivery of the same to the trustee above referred to in accordance with the next preceding paragraph hereof, and the Company shall thereafter be dissolved or wound up and its charter surrendered in such manner and at such time as the directors of the Company may direct. Surrender of any of such evidences of delivery shall be deemed to constitute authority to the Company to cancel the shares therein referred to. The surrender of the shares of the Company shall be made at such place and time and in such manner as may be prescribed by or pursuant to resolution of the Directors of the Company.

The company may, by resolution of the Directors, assent to any modifications or conditions of this compromise and arrangement which a judge of the Superior Court of the District in which the company has its head office may see fit to approve, impose or sanction.

The directors of the Company are hereby authorized to have this compromise and arrangement sanctioned by a judge and confirmed by Supplementary Letters Patent and generally to do all acts and take all proceedings which they may deem necessary to carry this compromise and arrangement, or any modification thereof, into full force and effect.

Certified True Copy.

(Signed) QUEBEC PULP & PAPER MILLS,
LIMITED,
ROCH A. BERGERON,
Assistant Secretary.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twenty second day of November, 1927.

C. J. SIMARD,
5848 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Realty Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, Q. S. R., 1925, bearing date the tenth day of November 1927, to the company "Quebec Realty Corporation, Limited", confirming a by-law modifying the original letters patent as follows, to wit:

That all of the seven per cent cumulative

sept pour cent de cette compagnie donneront droit et seront sujettes aux privilèges, priorités, droits, préférences, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions qui suivent, à savoir:

1. Les dites actions privilégiées conféreront aux porteurs le droit à un dividende fixe, cumulatif, au taux de sept pour cent (7%) par année sur le capital versé sur icelles, mais les dites actions privilégiées ne donneront pas droit de participer dans tous autres bénéfices ou profits additionnels;
2. Les directeurs ne seront pas obligés de déclarer des dividendes pour toute année, en particulier, et ils auront toute discrétion quant au paiement des dividendes et nul intérêt ne sera payable sur les dividendes sur les actions privilégiées, à moins que et avant que ces dividendes aient été déclarés;
3. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit d'assister ou de voter, soit en personne ou par procuration, à toute assemblée générale des actionnaires de la compagnie, à moins que cette assemblée ne soit convoquée pour liquider, ou dans le but de prendre en considération toute proposition de vendre l'entreprise de la compagnie, ou d'approuver un règlement autorisant une demande pour lettres patentes supplémentaires, pour créer une émission additionnelle d'actions privilégiées, dans lesquels cas, les porteurs des actions privilégiées auront droit à un vote pour chaque action privilégiée détenue par eux;
4. La compagnie aura le droit à son gré, à toute date d'échéance de dividende, après avis, tel que pourvu ci-après, de racheter, en monnaie canadienne, la totalité ou toute portion des dites actions privilégiées à cent dix pour cent (110%) de leur valeur au pair, avec en plus les dividendes courus et impayés sur icelles, et dans le cas d'un rachat partiel d'actions privilégiées, les actions respectives qui seront rachetées seront choisies par tirage au sort, de la manière que le bureau de direction, à sa seule discrétion, pourra, par résolution, déterminer; avis du rachat proposé sera donné par lettre recommandée adressée aux actionnaires respectifs dont les actions ont été choisies, à leurs adresses respectives inscrites dans les livres de la compagnie, poste affranchie, au moins trente jours avant la date fixée pour le rachat; le ou avant la dite date, les porteurs des actions privilégiées dont les actions ou quelques-unes des actions ont été appelées pour être rachetées devront déposer entre les mains du secrétaire de la compagnie, au bureau-chef de la compagnie, pour annulation, les certificats des actions appelées pour être rachetées dûment endossés, à défaut de quoi, les actions pourront être annulées dans les livres de la compagnie, après paiement, par la compagnie, du montant dû sur les dites actions, dans une banque à charte de la dite cité de Toronto, au crédit du dit porteur;
5. Les porteurs des dites actions privilégiées auront, dans le cas de liquidation, priorité quant au remboursement du capital et le paiement de tous arrérages des dividendes, soit déclarés ou non, jusqu'au commencement de la dite liquidation, sur toutes les autres actions du capital alors en cours, de la compagnie, mais ils n'auront pas droit dans telle liquidation de participer dans le résidu de l'actif de la compagnie;
6. Pour la bonne garantie des actions privilégiées et dans le but d'en assurer le rachat, la compagnie établira un fonds de réserve et devra mettre en réserve ou de côté annuellement, à même les bénéfices nets de la compagnie, après le paiement du dit dividende au taux de sept pour cent (7%) par année sur les actions privilégiées et

preferred shares of this company do carry and be subject to the following privileges, priorities, rights, preferences, powers, limitations, conditions and restrictions, that is to say:

1. The said preference shares shall confer on the holders thereof the right to a fixed, cumulative dividend at the rate of seven per centum (7%) per annum on the capital paid up thereon, but the said preference shares shall not be entitled to participate in any other additional earnings or profits;
2. The directors shall not be obliged to declare any dividend in any particular year or interfere with any discretion exercisable by them respecting the payment of dividends and no interest shall be payable on any dividend on preference shares unless and until such dividend has been declared;
3. The holders of the said preference shares shall not have the right to attend or vote, either in person or by proxy, at any general meeting of the shareholders of the Company, unless any such meeting is convened for winding up or for the purpose of considering any proposal to sell the undertaking of the Company, or to approve a by-law authorizing an application for Supplementary Letters Patent to create any further issue of preference shares, in which cases the holders of preference shares shall be entitled to one vote for each preference share held by them;
4. The Company shall have the right, at its option, upon any dividend paying date, upon notice as hereinafter provided, to redeem in Canadian currency all or any portion of the said preference shares at one hundred and ten per centum (110%) of the par value thereof, plus accrued and unpaid dividends thereon, and in case less than all of the preference shares are being redeemed, the respective shares to be redeemed shall be selected by lot in such manner as the board of directors, in its sole discretion, shall by resolution determine; notice of intention to redeem will be given by registered letter directed to the respective shareholders whose shares are chosen for redemption, to their respective addresses appearing on the books of the Company, mailed, postage prepaid, at least thirty days prior to the date fixed for redemption; on or before the said date, the holders of the preference shares whose shares, or some or whose shares, have been called for redemption, shall deposit with the secretary of the Company, at the head office thereof, for cancellation, the certificates of the shares so called for redemption duly endorsed, in default of which the shares may be cancelled on the books of the Company upon the Company paying the amount due thereon on redemption, into a chartered bank at the said city of Toronto, to the credit of the said holder;
5. The holders of the said preference shares shall, in a winding up, have priority as to return of capital and the payment of all arrears of dividends, whether declared or not, to the commencement of the said winding up, over all other shares of the capital for the time being of the Company, but shall not be entitled in such winding up to participate in the surplus assets of the Company;
6. For the better security of the preference shares and for the purpose of incurring the redemption thereof, the Company shall establish a sinking fund and shall reserve or set apart annually, out of the net earnings or profits, after payment of the said dividends at the rate of seven per centum (7%) per annum on the preference shares

le paiement de tous les dividendes cumulatifs courus sur les dites actions jusqu'à la fin de l'année fiscale de la compagnie pour laquelle les bénéfices ont été établis, une somme d'argent égale à dix pour cent (10%) de la balance qui reste après déduction des montants ainsi payés, laquelle somme sera mise en réserve ou déposée avant que les dividendes soient déclarés ou payés ou mis de côté sur les actions ordinaires ou toute portion d'icelles, ou pour toutes actions de la compagnie de moindre priorité que les actions privilégiées, et le fonds ainsi établi sera utilisé par la compagnie dans le seul but de racheter les actions privilégiées en les achetant sur le marché (de toute bourse de change reconnue si les dites actions sont cotées ou trafiquées par les membres de la dite bourse) au plus bas prix auquel, dans l'opinion du bureau de direction, les dites actions pourront être obtenues; ce prix ne devant pas en aucun temps excéder cent dix piastres (\$110.00) par action, et le coût d'achat avec en plus les dividendes cumulatifs sur les dites actions privilégiées et un montant calculé comme si les dividendes privilégiés sur les dites actions couraient pour la période depuis la date de paiement du dernier dividende jusqu'à la date du dit achat, et si, en aucune année, les dites actions ne peuvent être achetées au prix susdit ou en bas du prix susdit, la compagnie pourra, le ou avant l'expiration de trois (3) mois de la fin de la dernière année fiscale, choisir par tirage au sort autant d'actions privilégiées en cours qu'elle pourra racheter avec le dit fonds de réserve au prix de cent dix piastres (\$110.00) par action et le coût d'achat, avec en plus une certaine somme pour payer les dividendes privilégiés sur les dites actions pour la période à compter de l'expiration de la dernière date de dividendes jusqu'à la date de rachat, et les actions ainsi choisies seront rachetées de la manière prévue ci-dessus, lorsqu'il s'agit de racheter autrement que par achat sur le marché une partie seulement des actions privilégiées en cours.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de novembre 1927.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5849 ALEXANDRE DESMEULES.

and payment of all accruing cumulative dividends thereon to the end of the fiscal year of the Company in which such earnings were made, a sum of money equal to ten per centum (10%) of the balance remaining after deducting from such net earnings the amount so paid, which sum shall be reserved or set apart before any dividend shall be declared or paid upon or set apart for the common shares or any part thereof or for any shares of the Company junior to the preference shares, and the fund so established shall be used by the Company for the sole purpose of redeeming preference shares by purchasing in the market (upon some recognized stock exchange if the said shares are listed or dealt in by the members thereof) at the lowest price at which, in the opinion of the board of directors of the Company, such shares are obtainable; such price shall not, in any case, exceed one hundred and ten dollars (\$110.00) per share and the cost of purchase together with all cumulative dividends on the said preference shares, and an amount calculated as if the preferential dividends thereon were accruing for the period from the date of payment of the last dividend down to the date of such purchase, and if, in any year, the said shares cannot be so purchased at or below the aforesaid price, the Company shall, on or before the expiration of three (3) months from the end of the last financial year, draw by lot as many outstanding preference shares as may be requisite to exhaust as nearly as may be the said sinking fund at One hundred and ten dollars (\$110.00) per share and cost of purchase, together with an amount calculated as if the preferential dividend on such shares were accruing for the period from the expiration of the last dividend date down to the date of redemption, and the shares so drawn shall be redeemed in the manner hereinbefore provided with respect to the redemption otherwise than by purchase in the market of a part only of the outstanding preference shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1927.

ALEXANDRE DESMEULES,
5850 Acting Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, de la paroisse de l'Annonciation" dans le comté de Labelle, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Labelle, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, en date du vingt-troisième jour d'octobre, 1927.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, de la paroisse de l'Annonciation", in the county of Labelle, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, lightning and wind, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Labelle, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the twenty third day of October 1927.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243,

S. R. Q., 1925), ce douzième jour de décembre 1927. R.S.Q., 1925), this twelfth day of December 1927.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.
Pour le trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5865—50-2

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province of Québec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Que. 5866—50-2

AVIS D'EMISSION DE PERMIS DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

NOTICE OF ISSUE TO A CHARITABLE ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que l'Union Canadienne-Française des Aveugles" a obtenu le permis et a été enregistrée comme une société charitable, à l'effet de se mettre: "Au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, d'aider les aveugles à pourvoir à leur subsistance et à celle de leurs dépendants, de travailler à l'amélioration de leur sort au triple point de vue moral, social et économique", tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil, en date du quatrième jour d'août, 1927.

Notice is hereby given that the "Union Canadienne-Française des Aveugles", has been licensed and registered as a charitable association for the following purposes: "By means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, to aid the blind and to provide for their support and that of their dependents, to work for the improvement of their moral, social and financial condition.", as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council, dated of the fourth day of August, 1927.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce cinquième jour de décembre, 1927.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, this fifth day of December, 1927.

Pour le trésorier de la province.

For the treasurer of the Province.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5779—49-2

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q. 5780—49-2

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis public est donné que Henry-Leo Silverstone, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre parmi ses membres après examens, et pour d'autres fins.

Public Notice is hereby given that Henry Leo Silverstone, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law after final examinations, and for other purposes.

Montréal, 10 décembre, 1927.

Montreal, 10th December, 1927.

Les procureurs du pétitionnaire,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT.
5853—50-4

DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT,
Attorneys for Applicant.
5854—50-4

Avis public est par les présentes donné que "The Engineers' Club of Montreal", constitué en corporation par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de Québec, le 27 avril 1903, et modifiées par les lois 7 Edouard VII, chapitre 125, et 2 Georges V, chapitre 128, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi tendant à amender sa charte, et, notamment, pour déterminer les biens qu'il peut posséder, acquérir ou hypothéquer, les personnes qui pourront devenir membres du club, les catégories de membres, ses officiers et administrateurs, définir les pouvoirs desdits officiers et administrateurs et des comités exécutif et autres du club, le nombre de ses administrateurs et établir autrement sa régie interne, et pour d'autres fins.

Public Notice is hereby given that "The Engineers' Club of Montreal", incorporated under Letters Patent of the Lieutenant-Governor of Quebec, dated April 27th, 1903, as amended by the Acts 7 Edward VII, chapter 125, and 2 George V, chapter 128, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act further amending its charter and, in particular, for the purpose of determining the property which it may hold, acquire or hypothecate, who may become members of the Club, the classes of members, its officers and Directors, defining the powers of said officers and directors and of the Club's executive and other committees, the number of directors, and otherwise providing for the internal regulation of the Club, and for other purposes.

Montréal, 9 décembre 1927.

Montreal, 9th December, 1927.

Les procureurs des pétitionnaires,
DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT.
5855—50-4

DESSAULLES, GARNEAU, DESY & HEBERT,
Attorneys for applicants.
5856—50-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation la "Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada", avec pouvoir d'exercer tous les droits appartenant aux corporations ecclésiastiques; acquérir des propriétés, mobilières et immobilières, et les aliéner, hypothéquer et autrement les administrer, maintenir des institutions bienfaisantes et charitables; tenir un registre pour des actes de l'état civil, et autres pouvoirs auxiliaires.

Montréal, le 7 décembre 1927.

Les procureurs des requérants,
5857-50-4 ATWATER & BEAUREGARD.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming Session, for an Act to incorporate the "Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada", with the power to exercise all the rights belonging to ecclesiastical corporations: to acquire property, moveable and immoveable, and to alienate, hypothecate and otherwise administer the same, to maintain benevolent and charitable interests; to keep a register for acts of Civil Status and other incidental powers.

Montreal, December 7th, 1927.

ATWATER & BEAUREGARD,
5858-50-4 Solicitors for Applicants.

Avis est, par les présentes, donné que "Le Crédit Général du Canada", s'adressera à la Législature de cette province, pour l'adoption d'une loi pourvoyant à l'augmentation, la réorganisation et la conversion de son capital-actions, l'établissement de priorités entre les actionnaires, la part de chaque classe dans le contrôle et pour l'obtention de pouvoirs additionnels et d'autres fins.

Les procureurs du requérant,

GEOFFRION & PRUD'HOMME.
Montréal, 13 décembre 1927. 5883-50-4

Notice is hereby given that "Le Crédit Général du Canada" will apply at the next session of the Legislature of this province, for the passing of an act providing for the increase, reorganization and conversion of its capital-stock, the establishment of priorities between shareholders, the share of each class in the control and for the obtaining of additional powers and other purposes.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,

Solicitors for applicant.
Montreal, December, 13, 1927. 5884-50-4

Avis est par le présent donné que les Sœurs de la Charité de Québec s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant leur charte, pour définir des pouvoirs de leur corporation relativement à leurs différentes œuvres d'assistance, d'hospitalisation et d'éducation à la formation le patronage et le placement d'infirmières diplômées, et autres fins.

Les procureurs des demandresses,

PREVOST, TASCHEREAU & BRESSE.
Québec, le 12 décembre 1927. 5885-50-4

Notice is hereby given on behalf of "Les Sœurs de la Charité de Québec" that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain an Act amending their charter by defining their powers with respect to their activities in the fields of public assistance, hospital work and education; and also concerning the training, patronizing and hiring of graduated nurses, and for other purposes.

PREVOST, TASCHEREAU & BRESSE,

Solicitors for applicants.
Quebec, December 12, 1927. 5886-50-4

Avis est par les présentes donné que Alphonse Couturier, de Sainte-Hélène-de-Kamouraska, présentera, à la prochaine session de la législature de Québec, une loi autorisant le collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec à le considérer comme élève de troisième année de Médecine, pourvu qu'il passe tous les examens requis devant le Bureau.

5761-49-4 ALPHONSE COUTURIER.

Notice is hereby given that Alphonse Couturier, of Sainte Helène de Kamouraska, will present at the next Session of the Legislature of Quebec, a private bill authorizing the college of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to consider him as third year medical student, provided he passes all the examinations required before the Board.

5762-49-4 ALPHONSE COUTURIER.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Shawinigan Water & Power Company" s'adressera à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour la passation d'une Loi amendant sa charte en pourvoyant à l'augmentation de son capital-actions, définissant ses pouvoirs d'expropriation, étendant les pouvoirs de sa charte et pour autres fins.

Montréal, le 2 décembre 1927.

Les procureurs de la requérante,
LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE & BARCLAY.
5763-49-4

Notice is hereby given that "The Shawinigan Water & Power Company" will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act to amend its charter by providing for an increase in its capital stock, defining its powers of expropriation, extending its charter powers and for other purposes.

Montreal, 2nd December, 1927.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MARFARLANE & BARCLAY,
5764-49-4 Solicitors for Applicant.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, "L'Hôpital St-Luc", dûment constitué en corporation, et ayant son siège social à Montréal, demandera l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

a. Pour amender sa charte de manière à ce que le chiffre des propriétés mobilières et immobilières, des deniers et effets mobiliers qu'il a le droit d'acquérir et de céder, soit porté à un million.

b. Pour donner à l'Hôpital St-Luc le pouvoir de contracter des emprunts dont le chiffre ne devra pas dépasser \$500,000.00.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, "l'Hôpital St-Luc", duly incorporated, and having its place of business at Montreal, will ask for the adoption of a special law for the following purposes:

a. To amend its charter so that the amount of movable and immovable property, moneys or movable effects that it has the right to acquire and dispose of, be increased to one million dollars.

b. To give to l'Hôpital St Luc the power to contract loans, the total amount thereof being limited to \$500,000.00.

c. Pour donner à l'Hôpital St-Luc le pouvoir d'hypothéquer et de nantir ses biens, et de donner des garanties de toute nature.

d. Pour approuver, ratifier et régulariser l'acte de fiducie qu'il a passé avec le "Montreal Trust Company", à Montréal, le 30 novembre, 1927, devant Arthur Courtois, notaire, pour émettre des débetures au montant de \$375,000.00, ainsi que l'hypothèque constituée aux fins de garantir le paiement des dites débetures, et pour ratifier et valider généralement le dit acte de fiducie, portant le numéro 4157 des minutes du dit notaire, à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, ce 5e jour de décembre, 1927.

L'HÔPITAL ST-LUC.

Par G.-A. BEAULIEU,
5769—49-4 Secrétaire pro tempore.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du Village de Thurso s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi l'érigant en Ville sous les dispositions de la Loi des cités et villes, et confirmant un règlement lui permettant d'acheter certains immeubles dont elle a en partie besoin pour les fins de son aqueduc, de contracter un emprunt pour en payer le coût, et d'être autorisée à revendre la partie des dits immeubles dont elle n'aura pas besoin et pour autres fins.

Thurso, 3 décembre 1927.

LA CORPORATION DU VILLAGE DE THURSO,
5771—49-4 G. GAGNON, Maire.

Avis est par les présentes donné que MM. Georges-Henri Robichon, avocat, Honorable Louis-Philippe Normand, médecin chirurgien, John-T. Tebbutt, manufacturier, et Rodrigue Dumont, commis-pharmacien, tous de la cité des Trois-Rivières, et directeurs de L'Association des Citoyens de la cité des Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour demander la passation d'une loi amendant la charte de la cité des Trois-Rivières, aux fins de:

1. Diviser la ville pour les fins électorales municipales;
2. Changer le mode de préparation des listes pour les élections municipales et décréter quelles sont les personnes qui sont habiles ou inhabiles aux charges municipales;
3. Augmenter le nombre des échevins;
4. Modifier la durée de la charge du maire et des échevins et fixer la date des prochaines élections et des élections subséquentes et le mode des élections;
5. Abolir la pénalité existant actuellement et pourvoir au moyen d'assurer le paiement des taxes;
6. Modifier le système de taxation.

Les procureurs de MM. G.-H. Robichon, Hon. L.-P. Normand, J.-T. Tebbutt, R. Dumont, Les procureurs de L'Association des Citoyens de la cité des Trois-Rivières,
ROBICHON & METHOT.

Trois-Rivières, ce 6 décembre 1927.

5815—49-4

Avis est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent, et notamment l'autorisation d'un pourvoir d'emprunt additionnel n'exécédant pas six cent mille dollars (\$600,000.00), l'amendement à l'article 7 de la

c. To give to l'Hôpital St-Luc the power to hypothecate and pledge its assets, and to give securities of any nature.

d. To approve, ratify and regularize the Trust Deed passed with the Montreal Trust Company, at Montreal, on the 30th day of November, 1927, before Arthur Courtois, notary, for the issuing of debentures to the sum of \$375,000.00, as well as the hypothec constituted to guarantee the payment of said debentures, and generally to ratify and validate the said Trust Deed, bearing No 4157 of the minutes of said Notary, for all legal purposes.

Datd at Montreal, this 5th day of December, 1927.

L'HÔPITAL ST-LUC.

The Secretary pro tempore,
5770—49-4 G. A. BEAULIEU.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Thurso shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an Act erecting the said Corporation into a Town, under the provisions of the Cities' and Towns' Act, and confirming a by-law allowing it to buy certain immoveables part of which it has needed for the purpose of its water-works, to contract a loan to pay the cost of same and to be authorized to dispose of the balance of the said immoveables and for other purposes.

Thurso, December 3rd., 1927.

THE CORPORATION OF THE VILLAGE OF THURSO,
5772—49-4 G. GAGNON, Mayor.

Notice is hereby given that Messrs. Georges Henri Robichon, advocate, Honourable Louis Philippe Normand, surgeon-physician, John T. Tebbutt, manufacturer, and Rodrigue Dumont, druggist-clerk, all of the City of Three Rivers, and directors of the Citizens' Association of the City of Three Rivers, will apply, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act amending the charter of the City of Three Rivers, for the purposes of:

1. Dividing the City for the purposes of municipal elections.
2. Changing the method of preparing the municipal electoral lists, and decreeing what persons are eligible or ineligible for municipal offices.
3. Increasing the number of aldermen.
4. Modifying the term of the office of Mayor and aldermen, and fixing the date of the next elections, as well as subsequent elections, and election procedure.
5. Abolishing the penalty presently existing and providing for a means of assuring the payment of taxes.
6. Modifying the taxation system.

ROBICHON & METHOT,
Attorneys for Messrs. G. H. Robichon, Hon. L. P. Normand, J. T. Tebbutt, R. Dumont. Attorneys for the Citizens' Association of the City of Three Rivers.

Three Rivers, December 6, 1927.

5816—49-4

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to the laws governing said Commission, and notably the authorization of an additional borrowing power not exceeding six hundred thousand dollars (\$600,000.00), amendment to article 7 of the Act 11, George V, chapter

loi 11, George V, chapitre 49, fixant à cinq ans l'époque du recensement des enfants en âge de scolarité, et pour autres fins.

Le procureur de la requérante,
AYME LAFONTAINE.

Montréal, le 7 décembre 1927. 5821—49-4

Avis est par les présentes donné que la "Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant son acte d'incorporation, aux fins d'obtenir un prolongement du terme par lequel elle pourra commencer et terminer la construction de son chemin de fer, ainsi qu'un léger amendement à la section 3 de la Loi 4 George V, chapitre 107.

Le procureur des requérants,
5781—49-4 PAUL PROVOST.

Avis est, par les présentes, donné que Dame Marie-Ange Lemoyne de Martigny, demeurant dans la cité et le district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Rolland Préfontaine, ingénieur civil, du même lieu, et par son dit mari dûment autorisée; Dame Paule Lemoyne de Martigny, demeurant dans la cité de Westmount, épouse contractuellement séparée de biens de Gustave Martin, négociant, du même lieu, et par son mari dûment autorisée; Demoiselle Aline de Martigny, fille majeure, demeurant autrefois dans la dite cité de Montréal, et maintenant à Paris, France, et Rolland Préfontaine, ingénieur civil, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier, s'adresseront au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill autorisant l'exécuteur testamentaire en office de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier, de vendre les biens de la dite succession en tout ou en partie, de recevoir les prix de vente et de donner quittance, de faire le partage partiel ou entier des biens de la dite succession.

Montréal, le 6 décembre 1927.
Le procureur des requérants,
5783—49-4 JOHN-G. AHERN.

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Canadian International Paper Company", pour la ratification et la confirmation du règlement No 87, passé par la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, le dix-septième jour de mai, 1926, le dit règlement intitulé "Pour accorder à la "Canadian International Paper Company" une commutation de taxes".

Daté à Trois-Rivières, ce 5ème jour de décembre, 1927.

Les procureurs de la compagnie "Canadian International Paper Co.",
5803—49-4 BUREAU, BIGUE & GOUIN.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, la ville d'Iberville, corporation municipale et incorporée, ayant sa place d'affaires dans la ville d'Iberville, district d'Iberville, présentera un bill pour faire amender sa charte (7 Edouard VII, chapitre 72), aux fins d'obtenir l'autorisation de rembourser les personnes qui ont acheté des obligations forçades de la ville d'Iberville et des Commissaires d'Écoles de la Municipalité d'Iberville, ainsi que pour rembourser les personnes qui ont prêté de l'argent sur des

49, fixing at every five years the taking of the census of the children of school age, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
Attorney for petitioner.

Montreal, December 7, 1927. 5822—49-4

Notice is hereby given that the "Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company", having its head office in the city of Granby, Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend its charter, for the purpose of granting an extension of time to the company for the beginning and completion of its railway and for a slight amendment to section 3 of Act 4, George V, Chapter 107.

PAUL PROVOST,
Solicitor for the Applicants. 5782—49-4

Notice is hereby given that Dame Marie Ange Lemoyne de Martigny, residing in the City and District of Montreal, wife separate as to property of Rolland Préfontaine, Civil Engineer, of the same place and by her said husband duly authorized; Dame Paule Lemoyne de Martigny, residing in the City of Westmount, in the District of Montreal, wife separate as to property of Gustave Martin, merchant, of the same place, and by her said husband duly authorized; Dame Aline de Martigny, spinster, formerly residing in the said City of Montreal, and now of Paris, France; and Rolland Préfontaine, Civil Engineer, of the City and District of Montreal, in his quality of testamentary executor of the estate of the late the Honourable Charles Séraphin Rodier, will apply to the Parliament of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law empowering the testamentary executor in office for the time being of the estate of the late Honourable Charles Séraphin Rodier, to sell the assets of the said estate, in whole or in part, to collect the purchase price and grant discharges, to make a final or partial partition of the assets of the said estate.

Montreal, December 6th, 1927.
JOHN G. AHERN,
Attorney for petitioners. 5784—49-4

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, on behalf of the "Canadian International Paper Company", for the ratification and confirmation of by-law No. 87, passed by the corporation of the City of Cap de la Madeleine, on the seventeenth day of May, 1926, said by-law being entitled "To Grant the "Canadian International Paper Company" a commutation of taxes."

Dated at Trois-Rivières, this fifth day of December, 1927.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys-at-law for the company "Canadian International Paper Co." 5804—49-4

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the town of Iberville, a body municipal and corporate, having its place of business in the town of Iberville, district of Iberville, will present an Act for the amendment of its charter (7 Edward VII, chapter 72), for the purpose of obtaining authorization to refund the persons who may have purchased counterfeit bonds of the town of Iberville and of the School Commissioners of the Municipality of Iberville, and also to refund persons who may have loaned money on counter-

billets forgés de la ville d'Iberville, avec recours pour la ville d'Iberville contre les Commissaires d'Ecoles relativement au montant qu'elle aura payé pour ces derniers, le remboursement des obligations forgées de la ville d'Iberville devant être restreint au prix effectivement déboursé en principal et intérêts quant aux personnes qui ont, avec connaissance de cause, acheté ces obligations des détenteurs originaires.

Avis est de plus donné que la ville d'Iberville demandera aussi l'abrogation des sections 14 et 15 de sa charte, restreignant les charges d'évaluateurs et d'auditeurs aux contribuables de la dite ville.

Iberville, 3 décembre 1927.

Le maire,
HERCULE BALTHAZARD.
Le secrétaire-trésorier de la ville d'Iberville,

5805—49-4

J.-R. COURTEMANCHE.

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander des pouvoirs d'emprunt.

Le Secrétaire-Trésorier du Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la Cité de Québec,

ANTOINE-C. TASCHEREAU.
Québec, 25 novembre 1927. 5625—48-4

Avis est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en municipalité distincte, en vertu de la Loi des Cités et Villes, un certain territoire situé partie dans le canton de Tremblay et partie dans le canton de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, province de Québec, et comprenant les terrains suivants, savoir:

Les terrains apparaissant aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité du canton de Tremblay et connus et désignés comme étant les lots numéros 26, 25, 24-a, 24-b, 23, 22, 21, 21-a, 21-b, 20-b, 20-a, 20-a-1, 19-b, 19-a, 19-a-1, 18-a, 18-a-1, 18-b, 18-e, 17-a, 17-b, 17-c, 16, 79 et partie des lots numéros 27 et 15, et toutes leurs subdivisions, s'il y en a, du rang "A" du canton Simard, dans le comté de Chicoutimi;

Et les terrains apparaissant aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Jonquière, et connus et désignés comme étant partie des lots numéros 17-a, 17-b, 18-a, 18-b, 19-b, 19-a, 20 et les lots "J" et "H" et leurs subdivisions, s'il y en a, du rang 1 du canton de Jonquière, comté de Chicoutimi;

Et déterminer le nom à être donné à ladite municipalité ainsi que son mode de gouvernement et ses pouvoirs, la qualification requise pour faire partie de son conseil municipal et le mode d'élection des membres d'icelui, et les dérogations aux dispositions de la Loi des cités et villes, et pour autres fins.

Montréal, 21 novembre, 1927.

Les procureurs des Requérants,
5633—48-4 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une requête sera présentée, demandant la passation d'un bill privé permettant à John Gladstone Quinn, de pratiquer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique, dans la province de Québec, aussitôt après avoir passé, avec succès,

fait notes of the town of Iberville, with, for the town of Iberville, recourse against the School Commissioners, as regards the amount said town may have paid for the latter, the redemption of the counterfeit bonds of the town of Iberville being restricted to the price effectively paid both as to capital and interest by the persons who, with due knowledge thereof, may have purchased such bonds from the original holders.

Notice is moreover given, that the town of Iberville shall also make application for the repeal of sections 14 and 15 of its charter, restricting the offices of assessors and auditors to the rate payers of the said town.

Iberville, December 3, 1927.

HERCULE BALTHAZARD,
Mayor.
J. R. COURTEMANCHE,
Secretary-Treasurer of the town
of Iberville.

5806—49-4

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for borrowing powers.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Secretary-Treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec.

Québec, November 25, 1927. 5626—48-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act incorporating into a separate municipality, under the Cities' and Towns' Act, a certain territory partly situate in the municipality of the township of Tremblay and partly in the township of Jonquière, in the county of Chicoutimi, province of Quebec, and containing the following lands, to wit:

The lands appearing on the official plan and book of reference of the municipality of the Canton of Tremblay and known and designated as follows: Lots numbers 26, 25, 24-a, 24-b, 23, 22, 21, 21-a, 21-b, 20-b, 20-a, 20-a-1, 19-b, 19-a, 19-a-1, 18-a, 18-a-1, 18-b, 18-e, 17-a, 17-b, 17-c, 16, 79 and part of lots numbers 27 and 15 and all their subdivisions, if any, of Range "A", canton of Simard, county of Chicoutimi; and

The lands appearing on the official plan and book of reference of the canton of Jonquière and known and designated as follows: Parts of lots numbers 17-a, 17-b, 18-a, 18-b, 19-b, 19-a, 20 and lots "J" and "H" and their subdivisions, if any, of Range 1 of said Canton of Jonquière, county of Chicoutimi;

And to determine the name to be given to the said municipality and also its mode of government and its powers, the qualification required to form part of its municipal council and the mode of election of the members thereof and derogations from the provisions of the Cities' and Towns' Act, and for other purposes.

Montreal, November 21, 1927.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5634—48-4 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a petition will be presented asking that a private Bill be enacted permitting John Gladstone Quinn to practice medicine, surgery and midwifery in the Province of Quebec, as soon as he will have passed, with success, all the examinations of the

tous les examens de quatrième et de cinquième fourth and fifth years.
années.

Montréal, le 29 novembre 1927.

Le procureur du requérant,
5651—48-4 JOHN-P. CALLAGHAN.

Montreal, November 30th, 1927.

JOHN P. CALLAGHAN,
5652—48-4 Attorney.

Avis est par les présentes donné que la "Murray Bay Paper Company, Limited", corps politique et incorporé ayant le siège social de ses affaires à Montréal, fera application à la prochaine Session de la Législature de Québec, pour la passation d'une loi autorisant le Conseil Municipal de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, comté de Charlevoix, et les Commissaires d'Ecoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, comté de Charlevoix, à lui accorder une commutation de taxes municipales et scolaires pendant une période de dix ans, pour les propriétés détenues par la Compagnie pour les besoins de son industrie, dans les limites de la dite municipalité, et pour confirmer et ratifier les contrats intervenus entre la dite municipalité, la Commission Scolaire et la Compagnie.

Les procureurs de la rétionnaire,
ST-LAURENT, GAGNE,
5681—48-4 DEVLIN & TASCHEREAU.
Québec, le 23 novembre 1927. 5681—48-4

Notice is hereby given that the Murray Bay Paper Company, Limited, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act authorizing the Council of the parish of Saint Etienne of La Malbaie, county of Charlevoix, and the School Commissioners for the Municipality of the parish of Saint Etienne of La Malbaie, county of Charlevoix, to grant to the company a fixed rate of municipal and school taxes, for a period of ten years, for the properties held by the company, for the purposes of its industry, within the limits of the said parish, and confirming and validating the agreements between the said municipality, and the said School Commissioners and the Company, and for other purposes.

ST-LAURENT GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioner.
Quebec, November 23, 1927. 5682—48-4

Avis public est par les présentes donné que Charles-Stanislas-Victorien Barré, étudiant, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi permettant au Barreau de la Province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen, et pour autres fins.

Le requérant,
C.-S.-V. BARRE.
Montréal, 30 novembre 1927. 5683—48-4

Public notice is hereby given that Charles Stanislas Victorien Barré, student, of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act allowing the Bar of the Province of Quebec, to admit him among its members after examination, and for other purposes.

C. S. V. BARRE,
Applicant.
Montreal, November 30, 1927. 5684—48-4

Avis public est donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, demande sera faite par Harry Margoliss, Joseph Shapiro, Moses Matlin, Max Cohn, Max Saibil, Joseph Kravitz, Leo Diamond, marchands, Harry Nudelman, Maurice Plotnick, Elias Asov, Solomon Kushner, tailleurs, Jacob Ittkin, chapelier, Pincu Capelovitz, agent d'assurance, Meyer Chernack, boulanger, teus de Montréal, pour être constitués en corporation, comme corporation religieuse, sous le nom de "Congregation Tifereth Israel", avec le pouvoir de tenir des registres de l'état civil et de détenir, posséder et acquérir des propriétés mobilières et immobilières, et de faire tous les actes et choses nécessaires à l'œuvre d'une corporation religieuse, et pour d'autres fins.

Le procureur des requérants,
S. WEBER.
Montréal, 21 novembre 1927. 5687—48-4

Public notice is given that at the next session of the Quebec Legislature, application will be made by Harry Margoliss, Joseph Shapiro, Moses Matlin, Max Cohn, Max Saibil, Joseph Kravitz, Leo Diamond, merchants, Harry Nudelman, Maurice Plotnick, Elias Asov, Solomon Kushner, tailors, Jacob Ittkin, hat maker, Pincu Capelovitz, insurance agent, Meyer Chernack, baker, all of Montreal, for Incorporation as Religious Corporation under the name of "Congregation Tifereth Israel", with power to keep registers of Civil Statuts and to hold, own and acquire moveable and immoveable property, and to do the acts and things necessary to the work of a Religious Corporation and for other purposes.

S. WEBER,
Attorney for Petitioners.
Montreal, November 21st., 1927. 5688—48-4

Avis est par les présentes donné que Mario-E. Lattoni, B.A., B.C.L., des cité et district de Montréal, s'adressera à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, pour la passation d'une loi lui permettant d'exercer la profession d'avocat immédiatement après avoir subi les examens de la pratique du Droit.

Daté à Montréal, ce 28ème jour de novembre 1927.

Le procureur du requérant,
5701—48-4 RENE CHENEVERT.

Notice is hereby given that Mario E. Lattoni, B.A., B.C.L., of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill, permitting him to practice the profession of Advocate, immediately after having passed the examination of the Practice of Law.

Dated at Montreal, this 28th day of November, 1927.

RENE CHENEVERT,
Attorney for Petitioner

Avis est donné que les Révérends Pères Lucien Leconte, Délégué Régional, résidant à Saint-Brieux, Saskatchewan; Antonio Brien dit Desrochers, Curé, et Paul Renut, Missionnaire, résidant tous deux à Charlemagne, Province de Québec, solliciteront de la Législature de Québec, à sa prochaine session, une loi les constituant, eux, leur communauté et successeurs, en corporation sous le nom de "L'Institut des Prêtres de Sainte-Marie"; les fins de cet institut seront surtout la prédication et l'éducation et ses pouvoirs seront ceux généralement accordés en cas semblable. Le siège social de l'Institut sera à Charlemagne.

Pour les requérants,
ANT. BRIEN.

Montréal, ce 14 novembre 1927. 5513—47-4

Notice is hereby given that the Fathers Lucien Leconte, Regional Delegated, residing at Saint Brieux, Saskatchewan; Antonio Brien dit Desrochers, Curate, and Paul Renut, Missionary, both residing at Charlemagne, Province of Quebec, shall request of the Quebec Legislature, at its next session, a law constituting them, their community and successors, in Corporation, under the name of "L'Institut des Prêtres de Sainte-Marie"; the aims of this Institute will be chiefly preaching and education and its powers will be those generally granted in similar case. The chief social place will be at Charlemagne.

For the requesters,
ANT. BRIEN.

Montreal, November 14, 1927. 5514—47-4

Avis est par les présentes donné que Alphonse Lapierre, de Saint-Marc-de-Verchères, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, une loi privée autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à le considérer comme élève de quatrième année de médecine, pourvu qu'il passe tous les examens requis devant le bureau.

5519—47-4 ALPHONSE LAPIERRE.

Notice is hereby given that Alphonse Lapierre, of Saint Marc de Verchères, will present at the next session of the Legislature of Quebec, a private bill authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to consider him as a fourth year medical student, provided he passes all the examinations required before the board.

5520—47-4 ALPHONSE LAPIERRE.

Avis est par les présentes donné que "Le Séminaire St-Joseph des Trois-Rivières", corporation constituée par 23, Victoria, Chapitre 133, amendé par 37 Victoria, Chapitre 33, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement la loi ci-dessus mentionnée et ses amendements, de façon à mieux définir les fins de la corporation, à établir et déterminer ses pouvoirs d'acquisition et d'emprunt, et à lui donner tous les pouvoirs nécessaires pour remplir ses fins.

Trois-Rivières, 23 novembre 1927.

Pour le pétitionnaire,
J.-A. TRUDEL, N.P.

5563—47-4

Notice is hereby given that "The Seminary Saint Joseph of Three Rivers", corporation constituted by 23, Victoria, Chapter 133, amended by 37 Victoria, Chapter 33, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending the above mentioned law and amendments, to better define its ends, to establish and determine its powers of acquiring and borrowing, and to grant it all the necessary powers to better reach its ends.

Three Rivers, November 23rd., 1927.

J. A. TRUDEL, N.P.

For the petitioner.

5564—47-4

Avis est par les présentes donné que J.-Alfred Nadeau, notaire, et L.-Richard Beaudry, avocat, tous deux de la Cité d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour faire ratifier et valider un acte de vente, reçu le 2 décembre 1915 par E.-R. Dufresne, N.P., par J.-A. Nadeau et autres, à L.-Richard Beaudry, d'un immeuble situé à Outremont et portant le numéro cent cinquante de la subdivision du lot numéro trente-trois des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec bâtisses y érigées, dont l'usufruit était incessible, ainsi qu'un acte de cession d'usufruit et ratification de titres du même immeuble par J.-A. Nadeau et autres, en faveur de L.-Richard Beaudry, reçu le 21 novembre 1927 devant J.-A. Parent, N.P.

Montréal, le 23 novembre 1927.

Les procureurs des requérants,
5565—47-4 BEAUDRY & BEAUDOIN.

Notice is hereby given that J. Alfred Nadeau, notary, and L. Richard Beaudry, lawyer both of the City of Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain a law ratifying and validating a deed of sale, passed December 2nd., 1915, before E.-R. Dufresne, N.P., by J. A. Nadeau and others to L. Richard Beaudry, of an immoveable situated in Outremont, and bearing number one hundred and fifty of the subdivision of lot number thirty-three, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with buildings thereon erected, the usufruct of which could not be sold, and a deed of transfer of usufruct and ratification of titles of the same immoveable by J. A. Nadeau and others, in favour of L. Richard Beaudry, passed November 21st., 1927, before J. A. Parent, N.P.

Montreal, November 23., 1927.

BEAUDRY & BEAUDOIN,
5566—47-4 Attorneys for Applicants.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

AVIS D'AFFERMAGE DE CONCESSIONS FORESTIÈRES.

Avis est, par les présentes, donné que des permis d'exploitation forestière pour diverses concessions situées dans les régions de l'ABITIBI, du HAUT SAINT-AURICE, de la COTE NORD et de la GASPÉSIE, seront offerts aux enchères, le TRENTIÈME jour de DECEMBRE, 1927, à l'HOTEL DU GOUVERNEMENT, à 10.30 A.M., et ce, conformément aux dispositions des chapitres 44, 45, 46 et 47 des S.R.P.Q., 1925, et des règlements du Département des Terres et Forêts.

Ces différents permis d'exploitation forestière seront non seulement sujets aux conditions énumérées, mais aussi aux conditions spéciales énumérées ci-après:

I.—Conditions spéciales pour le groupe de permis de la Cédule "A".

1. Le territoire de chaque concession sera celui décrit dans l'avis officiel de l'affermage et dans la Cédule (A) annexée au présent arrêté-du-conseil, tel qu'indiqué au plan déposé au ministère des Terres et Forêts. Toutefois, l'arpentage définitif de chaque concession forestière servira seul à la fixation exacte de sa superficie et aux calculs de la prime d'adjudication et de la rente foncière.

2. La délimitation de chaque concession forestière devra être faite dans un délai de douze (12) mois par un arpenteur géomètre, désigné par le ministre des Terres et Forêts, qui lui donnera les instructions nécessaires pour exécuter son travail. Toutes les dépenses de cet arpentage sont à la charge de l'acquéreur du permis d'exploitation forestière, qui devra défrayer tous ces frais au fur et à mesure que les travaux progresseront et suivant la demande du ministre des Terres et Forêts.

3. La prime d'adjudication, déterminée pour chaque concession forestière et mentionnée dans la Cédule "A" annexée au présent arrêté-du-conseil, sera payable en trois versements égaux: Le premier tiers immédiatement après l'adjudication; le deuxième tiers, douze (12) mois après l'adjudication et le dernier tiers vingt-quatre (24) mois après l'adjudication. Le tout avec intérêts au taux de six (6%) pour cent par an.

4. La rente foncière pour l'exercice en cours est payable immédiatement après l'adjudication.

5. Le Gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers qui seront affermés. Il se réserve le même droit pour tous les terrains nécessaires au développement, à l'exploitation et à la transmission de ces forces.

6. En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe trois (3), il y aura, dans chaque cas, une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe en vigueur par mille pieds, mesure de planche, mais la première enchère ne devra pas être moindre d'un dollar (\$1.00) et chaque surenchère subséquente ne devra pas être moindre de \$0.10 sur l'enchère précédente.

7. L'inventaire des forêts ainsi affermées devra être exécuté à la satisfaction du ministère dans les vingt-quatre (24) mois qui suivront la date de l'affermage. Il sera entièrement aux frais de l'adjudicataire et exécuté par un ingénieur fo-

NOTICE OF LEASE OF TIMBER LIMITS.

Notice is hereby given that lumbering permits for various timber limits situated within the ABITIBI, the UPPER SAINT MAURICE, the NORTH SHORE and the GASPÉ regions, will be offered at auction on the TRIRTIETH day of DECEMBER, 1927, at the PARLIAMENT BUILDINGS, at 10.30 A.M., and this, in conformity with the provisions of Chap. 44, 45, 46 and 47 of the R.S.P.Q., 1925, and of the regulations of the Department of Lands and Forests.

These various lumbering permits are subject not only to the ordinary conditions, but also to the special conditions mentioned hereinafter:

Special conditions for the group of timber limits in Schedule "A".

1. The territory of each timber limit shall be that described in the official notice of the lease and as stated in Schedule "A" annexed to the present Order in Council and as shown on the plans filed in the Department of Lands & Forests. However, the final survey of each timber limit will serve exclusively to determine exactly its area and as the basis for the calculations of the bonus of adjudication as well as of the ground rent.

2. The surveying of each timber limit must be made within a delay of twelve (12) months by a surveyor designated by the Minister of Lands and Forests, who will give him the necessary instructions for the execution of his work. All the expenses of this survey are at the cost of the lessee and the lessee must settle all these expenditures as the work progresses and according to the request of the Minister of Lands & Forests.

3. The bonus of adjudication determined for each timber limit and mentioned in Schedule "A" annexed to the present Order in Council is payable in three equal instalments:—The first third immediately after the auction, the second third twelve months after the auction, and the last third twenty-four months after the auction, with interest at the rate of six (6%) per centum per annum.

4. The ground rent for the fiscal year is payable immediately after auction.

5. The Government reserves the right to dispose, as it may see fit, of all the water-powers situated within the timber limits thus leased. The same right is reserved hereby for all the land necessary for their development and exploitation and transmission.

6. In addition to the payment of the bonus of adjudication mentioned in paragraph three (3), the auction shall bear exclusively on a sum to be paid over and above the ordinary stumpage dues per 1000 feet, B.M., but the first bid must not be less than \$1.00 and each subsequent bid must not be less than \$0.10 over the preceding bid.

7. An inventory of the forests hereby leased must be made to the satisfaction of the Department within twenty four (24) months of the date of the lease. This inventory shall be at the entire charge of the lessee and made by a forest engineer having, in virtue of the existing laws, the right

restier ayant, en vertu des lois existantes, droit de pratiquer dans la Province de Québec. Le plan d'aménagement devra avoir été accepté par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil avant qu'aucune exploitation ne soit faite. Toutefois, le ministre des Terres et Forêts pourra y autoriser le commencement de certaines coupes, avant l'acceptation du plan d'aménagement, si de bonnes et valables raisons lui sont fournies à cet effet. Ce plan d'aménagement doit pourvoir à la fixation de la possibilité, suivant les conditions dans lesquelles se trouve la forêt, au règlement de toute autre question qu'un tel plan comporte dans le cours ordinaire, y compris la révision même du dit plan à des intervalles n'excédant pas dix ans.

8. Le concessionnaire devra limiter le chiffre de ses coupes annuelles à 80% du montant de bois dont la forêt s'accroît annuellement, afin de se créer ainsi une réserve pour parer aux accidents. Exception pourra cependant être faite dans le cas de forêts caduques, de même que dans les cas de force majeure, tels que: incendies, épidémies d'insectes, etc.

9. Chaque année, le concessionnaire devra exploiter, avant les bois verts, en autant que pratique, tous les bois brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons. Le volume de ces coupes spéciales sera toujours déduit du chiffre de la possibilité annuelle qu'il est autorisé à exploiter par le plan d'aménagement.

10. Le ministre des Terres et Forêts pourra décider si la protection contre les incendies des territoires affermés, ainsi que le mesurage des bois qui y seront exploités seront faits ou non par son ministère. Si exécutés par les employés du ministère des Terres et Forêts, le coût de chacune de ces deux opérations sera chargé au concessionnaire, suivant les montants qui seront déterminés de temps à autre par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour ces fins.

11. Le ministre des Terres et Forêts se réserve aussi le droit d'interdire, en tout ou en partie, les opérations forestières sur une zone mesurant cent pieds de profondeur de chaque côté des cours d'eau et autour des lacs, lorsque telle action est jugée nécessaire par son ministère.

12. Toute personne désirant participer à l'enchère de l'un de ces permis d'exploitation forestière devra déposer au ministère des Terres et Forêts, avant 5.00 P. M., le 27 décembre, 1927, une garantie égale au montant mentionné pour la garantie de chaque concession forestière dans la Cédule "A" annexée au présent avis. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, la personne qui a fait ce dépôt en garantie ne mettait pas au moins une enchère, tel que mentionné dans le paragraphe six (6) ou si, étant l'adjudicataire, elle ne se conformait pas aux diverses conditions de cet affermage. Le ministre des Terres et Forêts pourra conserver, pendant deux ans, un montant égal à 50% pour cent de ce dépôt, en garantie de la bonne exécution des conditions de cet affermage. Toutefois, si, à l'expiration du délai de vingt-quatre (24) mois fixé plus haut, les diverses conditions de l'affermage n'ont pas été exécutées à la satisfaction du ministre des Terres et Forêts, ce dépôt en garantie sera confisqué, de même que toutes les autres sommes payées pour toutes fins en rapport avec l'affermage de cette concession forestière. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, après avis écrit de douze (12) mois, donné par le ministre des Terres et Forêts, annuler le permis d'exploitation forestière, et prendre possession et contrôle de la concession forestière ainsi que de toutes les améliorations qui auront pu y être faites, et ce, sans aucun recours par le concessionnaire.

to practice within the Province of Québec. The working plan must be accepted by the Lieutenant-Governor in Council before any logging operations are carried out. Nevertheless, the Minister of Lands and Forests may grant permission to begin certain lumbering operations before the acceptance of the working plan, if due cause be shown by the lessee. This working plan must provide for the regulation of the timber yield, under all conditions of the forest, and for the settlement of any other question dealt with by such plans in ordinary practice, including the revision of said plan, at intervals not exceeding ten (10) years.

8. The total quantity of the lessee's cut on the areas herein leased shall not exceed 80% of the annual increment of the forest, so as to create a reserve to provide for accidents. Exception may, however, be made in the case of overmature forests and in cases of *force majeure* (such as forest fires, insect epidemics, etc.)

9. Before cutting down any green timber each year, the lessee shall, so far as practicable, exploit all windfalls and fire-killed trees as well as those affected by insects or fungi. The volume of these special cuttings shall be deducted from the quantity of timber he is authorized to cut yearly by the working plan.

10. The minister of Lands & Forests will decide if the protection of these timber limits against forest fires as well as the scaling of the timber will be made or not by his Department. If executed by the employees of the Department of Lands & Forests, the cost of each of these operations will be charged to the account of the lessee, according to the schedule of rates adopted from time to time by the Lieutenant-Governor in Council, for these services.

11. The Minister of Lands & Forests also reserves to himself the right to forbid, in whole or in part, lumbering operations on a zone measuring one hundred feet (100) in depth on each side of water-courses and around lakes, when such action will be deemed necessary by the Ministry.

12. Any person desiring to participate at the auction of any of these lumbering permits, must make, in the Department of Lands and Forests, before 5.00 P. M., on the 27th of December, 1927, a deposit equal to the amount mentioned for the guarantee of each timber limit in schedule "A", annexed to the present Order-in-Council. It being understood that each deposit is a guarantee which will be confiscated by the Crown if, at the time of the auction, the applicant does not make a bid, as mentioned in paragraph 6, or if, being the successful bidder, he does not conform himself to the various conditions of the lease. The Minister of Lands & Forests may keep, during two (2) years, an amount equal to 50% of the said deposit as a guarantee for the proper fulfilment of the conditions of this lease. However if, at the expiration of the delay of twenty-four (24) months fixed above, the various conditions of the lease are not carried out to the satisfaction of the Minister of Lands and Forests, the deposit made as security shall be confiscated by the Crown, as well as all other sums paid for any purposes in connection with the lease of this timber limit. The Lieutenant-Governor in Council may, twelve months after written notice given by the Minister of Lands & Forests, cancel the lumbering permit and take possession and control of the timber limit as well as all the improvements made thereon, and that without any recourse by the licensee.

13. Ou ne peut placer ou déposer dans aucun ruisseau ou rivière ou cours d'eau, aucun déchet, sciure de bois, produit chimique ou toute autre matière qui pourrait être préjudiciable aux personnes, au gibier ou au poisson.

14. Autour d'un campement et des dépôts de bois, de même que le long des chemins de fer, des chemins de portage et de hâlage ou en tous autres endroits, tous les déchets qui peuvent constituer une menace pour l'incendie, seront disposés de la façon et au temps indiqués par le ministère et ce, aux frais du concessionnaire.

2. *Conditions spéciales pour le groupe de permis de la cédule "B".*

1. Chaque permis est pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'affermage.

2. La prime d'adjudication déterminée pour chaque concession forestière et mentionnée dans la cédule "B", annexée au présent arrêté-du-conseil, est payable comptant, immédiatement après l'affermage.

3. La rente foncière, fixée à \$46.00 par mille carré, pour la durée du permis, est payable comptant, immédiatement après l'affermage.

4. En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe trois (3), il y aura, dans chaque cas, une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe en vigueur par mille pieds, mesure de planche, mais la première enchère ne devra pas être moindre d'un dollar (\$1.00) et chaque surenchère subséquente ne devra pas être moindre de \$0.10 sur l'enchère précédente.

5. Le concessionnaire est censé avoir examiné à fond le territoire qu'il affirme et aucun des montants payés comme prime d'adjudication, etc., ne sera remboursé sous prétexte qu'il ne s'y trouve point de bois exploitable;

6. Les coupes de bois sur ces terrains devront se faire comme suit: Les arbres d'épinette et de sapin, croissant en terrains très mouilleux, c'est-à-dire en MUSKEGS, pourront être abattus à six (6) pouces de diamètre, mesure prise à un pied du sol, alors que ceux croissant en terrains bien drainés devront être coupés à huit (8) pouces de diamètre, mesure prise à un pied du sol. La coupe par bandes pourra être employée, suivant qu'autorisée par les ingénieurs du Service Forestier, mais le placage du périmètre de chaque bande est aux frais du concessionnaire. Les arbres de pin gris ainsi que les autres bois non mentionnés plus haut pourront être coupés à huit (8) pouces de diamètre, mesure prise à un pied du sol. La sélection et la démarcation des terrains savaux seront faites, avant la coupe, par le Service Forestier, et la description de ces terrains devra être consignée au livre de chantier par le garde-forestier.

7. Dans une bande de cent pieds de largeur, le long des cours d'eau, de même qu'autour des lacs, aucun arbre ne pourra être enlevé d'un diamètre moindre de douze (12) pouces sur la souche, mesure prise à un pied du sol, mais tous les bois renversés ou gisant sur le sol devront y être exploités, afin que le sol soit nettoyé de déchets inflammables.

8. Tous les arbres devront être abattus avant le premier de l'an, car aucun travail d'abatage ne sera toléré avant la reprise des opérations de l'automne suivant.

9. Tous les bois exploités sont mesurés par les officiers du Gouvernement et une charge de cinquante centins les mille pieds est imposée aux concessionnaires, en plus des droits de coupe ordinaires.

13. No one can place or deposit either in river, stream or other water-courses, any debris, sawdust, chemical products or any other matter which may be injurious to persons, game or fish.

14. Near camps or piles of wood products as well as along railways, hauling roads or any other places, all the refuse or debris which may constitute a fire menace must be disposed of in the manner and the time stated by the Department of Lands & Forests and this, at the expense of the lessee.

2. *Special conditions for the group of timber limits in Schedule "B".*

1. Each permit shall be for a period of five years from the date of the lease.

2. The bonus of adjudication determined for each timber limit and mentioned in Schedule "B" annexed to the present Order-in-Council shall be payable cash, immediately after the lease.

3. The ground rent, fixed at \$46.00 per square mile, for the period of the permit, shall be payable cash, immediately after the lease.

4. In addition to the payment of the bonus of adjudication mentioned in paragraph three (3), the auction shall bear exclusively in each case on the amount to be paid over and above the ordinary stumpage dues in force per 1000 feet board measure, but the first bid must not be for less than (\$1.00) and each subsequent over bid must not be less than \$0.10 over the preceding bid.

5. The lessee shall be deemed to have fully examined the territory he leases and no amounts paid as bonus of adjudication, etc., shall be reimbursed under pretext that there is no merchantable timber thereon;

6. The lumbering operations on the said lands must be made as follows: The spruce and balsam trees, growing in very wet lands, i. e. in MUSKEGS, may be cut at six inches (6) in diameter at one foot measured from the ground, while those growing in better drained lands may be cut at eight (8) inches in diameter at one foot measured from the ground. The cutting in strips may be employed, as authorized by the engineers of the Forest Service, but the blazing of the perimeter of each strip shall be at the expense of the lessee. The jackpine trees and the other timber not mentioned above may be cut at eight (8) inches in diameter at one foot measured from the ground. The selection and limitation of the muskegs shall be made before the cut, by the Forest Service, and the description of such lands must be entered in the shanty book by the forest-ranger.

7. In a zone of one hundred feet in width along water-courses and around lakes, no trees shall be cut of less than twelve (12) inches in diameter at the butt, measured at one foot from the ground, but any blown or down trees must be exploited there, so that the ground may be cleared from dangerous slash.

8. All the trees must be felled before the first of the Year, for no felling of trees shall be tolerated before the beginning of the following fall's operations.

9. All the timber exploited shall be measured by the officers of the Government and a charge of fifty cents per thousand feet shall be levied on the lessees in addition to the ordinary stumpage dues.

10. Tous les bois coupés devront être empilés et aucun billot ne pourra être charroyé avant que le mesurage n'en ait été fait par les mesureurs du Gouvernement.

11. Tous les bois devront être exploités dans les houppiers jusqu'à trois (3) pouces de diamètre, sinon une amende de \$0.25 par houppier sera exigée.

12. Les souches ne devront pas avoir une hauteur excédant un pied au-dessus du niveau du sol, sinon une amende de \$0.50 par souche sera imposée.

13. La protection des terrains affermés sera faite exclusivement par les officiers du Gouvernement, suivant les dispositions de l'article 1641-G.

14. Toute personne désirant participer à l'enchère de l'un de ces permis d'exploitation forestière devra déposer, au ministère des Terres et Forêts, avant 5.00 P. M., le 27 décembre, 1927, une garantie égale au montant mentionné pour la garantie de chaque concession forestière dans la Cédule "A" annexée au présent arrêté-du-conseil. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, la personne qui a fait ce dépôt en garantie ne mettrait pas, au moins, une enchère, tel qu'il est mentionné dans le paragraphe quatre (4) ou si, étant l'adjudicataire, elle ne se conformait pas aux diverses conditions de cet affermage.

Pour plus amples détails, prière de communiquer avec le Département des Terres et Forêts à Québec, où les plans des différents permis sont déposés.

Le Ministre des Terres et Forêts,
H. MERCIER.

Québec, 24 Nov. 1927.

CEDULE "A"

10. All the timber cut must be piled and no log shall be taken away before being scaled by the Government scalers.

11. All timber must be removed in the tops up to three (3) inches in diameter, if not, a fine of \$0.25 per top shall be exacted.

12. The stumps must not exceed one foot in height above the level of the soil, if not, a fine of \$0.50 per stump shall be imposed.

13. The protection of the lands leased shall be done exclusively by the officers of the Government, according to the provisions of article 1641-G.

14. Any person desiring to take part in the auction of one of such permits for lumbering operations must make in the Department of Lands and Forests, before 5.00 P.M., the 27th. of December, 1927, a deposit equal to the amount mentioned for the guarantee of each timber limit in Schedule "A" annexed to the present Order-in-Council. It is quite understood that such deposit shall be confiscated if, at the time of leasing, the person who made such deposit did not at least make one bid, as mentioned in paragraph four (4) or if, being the purchaser, did not comply with the various conditions of the said lease.

For fuller information, please communicate with the Department of Lands and Forests in Quebec, where the plans of the different permits are filed.

H. MERCIER,
Minister of Lands and Forests.
Quebec, November 24th, 1927.

SCHEDULE "A".

TABLEAU DESCRIPTIF DES CONCESSIONS FORESTIERES QUI SERONT AFFERMEES, LE 30 DECEMBRE 1927.
DESCRIPTIVE TABLE OF TIMBER LIMITS TO BE LEASED THE 30TH OF DECEMBER, 1927.

Description et superficie en milles carrés de chaque concession	Prime d'adjudication par mille carré	Dépôt en garantie
Description and area in square miles of each limit	Bonus of adjudication per square mile	Deposit
1.—Canton de Destor — Le territoire de cette concession comprend tout le quart sud-ouest de ce canton. Superficie:—25.16 milles carrés.	\$ 500.00	\$ 5,000.00
1.—Township of Destor — The territory of the said limit comprises all the southwest quarter of the said township. Area:—25.16 square miles.		
2.—Rivière Susie — Le territoire de cette concession, censé renfermer environ soixante (60) milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit: Au nord, partie par le chemin de fer CANADIEN NATIONAL et partie par le terrain patenté à la BEAULIEU LUMBER COMPANY AGENCY; à l'est, partie par ce dernier terrain et partie par la ligne de falte du bassin de la rivière SUSIE; au sud et à l'ouest par la ligne de falte du bassin de cette rivière. Superficie:—60 milles carrés.	900.00	10,000.00
2.—Rivière Susie:— The territory of this limit, deemed to contain about sixty (60) square miles, more or less, is bounded as follows:—On the north, partly by the CANADIAN NATIONAL RAILWAY and partly by the land patented by the BEAULIEU LUMBER COMPANY AGENCY; on the east, partly by the latter land and partly by the head line of the watershed of the Rivière Susie; on the south and west by the head-line of the watershed of the said river. Area:—60 square miles.		
3.—Canton de Senneville:— Le territoire de cette concession comprend tout le quart nord-est de ce canton. Superficie:—25.49 milles carrés.	700.00	5,000.00
3.—Township of Senneville:— The territory of this limit comprises all the northeast quarter of the said township. Area:—25.49 square miles.		
4.—Canton de Aiguabelle:— Le territoire de cette concession comprend tout le quart nord-ouest de ce canton. Superficie:—25 milles carrés.	750.00	6,000.00

TABLEAU DESCRIPTIF DES CONCESSIONS FORESTIERES QUI SERONT AFFERMÉES, LE 30 DECEMBRE 1927.

DESCRIPTIVE TABLE OF TIMBER LIMITS TO BE LEASED THE 30TH OF DECEMBER, 1927.

Suite—Continue

Description et superficie en milles carrés de chaque concession	Prime d'adjudication par mille carré	Dépôt en garantie
Description and area in square miles of each limit	Bonus of adjudication per square mile	Deposit
<p>4.—<i>Township of Aiguebelle</i>:— The territory of this limit comprises all the northwest quarter of the said township. Area:—25 square miles.</p>		
<p>5.—<i>Cantons de Hébecourt et de DuParquet</i>:— Le territoire de cette concession comprend les rangs 7, 8, 9 et 10 de ce canton. Superficie:—79 milles carrés.</p>	750.00	15,000.00
<p>5.—<i>Townships of Hébecourt and of DuParquet</i>:— The territory of the said limit comprises the ranges 7, 8, 9 and 10 of the said township. Area:—79 square miles.</p>		
<p>6.—<i>Rivière aux Rochers</i>:— Le territoire de cette concession, censé renfermer cent soixante-dix (170) milles carrés comprend cette partie non affermée du bassin de cette rivière, laquelle est bornée comme suit: A l'est, partie par le terrain déjà sous permis de coupe à l'ONTARIO PAPER COMPANY, et partie par la ligne de faite séparant les eaux du lac WALKER et de la rivière AUX ROCHERS, branche nord-ouest; au sud par le susdit terrain; à l'ouest, partie par le susdit terrain et partie par la ligne de faite séparant les eaux des bassins des rivières PENTECOTE et RIVIERE AUX ROCHERS, branche ouest; au nord, par une ligne qui délimitera cette concession à la Superficie de —Cent soixante-dix (170 milles) carrés.</p>	500.00	20,000.00
<p>6.—<i>Rivière aux Rochers</i>:— The territory of this limit deemed to contain one hundred and seventy (170) square miles comprises that part not leased of the watershed of the said river, which is bounded as follows: On the east, partly by the land already under timber license to the ONTARIO PAPER COMPANY, and partly by the head line dividing the waters of lake WALKER and the RIVIERE AUX ROCHERS, north west branch; on the south by the aforesaid land; on the west, partly by the aforesaid land and partly by the head line dividing the waters of the watersheds of the rivers PENTECOTE and RIVIERE AUX ROCHERS, west branch; on the north, by a line which bounds the said limit by the Area of—one hundred and seventy (170) square miles.</p>		
<p>7.—<i>Rivière Franquelin No 4</i>:— Le territoire de cette concession, censé renfermer environ 88 milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit: au sud, partie par la concession Rivière FRANQUELIN No 1 et partie par le Bloc B du canton GODBOUT; à l'ouest partie par le susdit bloc B et partie par la concession Rivière FRANQUELIN No 3, sous permis de coupe à l'ONTARIO PAPER COMPANY, à l'est par une ligne méridienne à partir du poteau mille 1, situé à 1 mille à l'ouest du coin nord-est de la concession FRANQUELIN No 1; au nord, par la ligne de faite séparant les eaux des bassins des rivières FRANQUELIN et GODBOUT jusqu'à son intersection avec une ligne établie dans la direction sud 40° est est., plus ou moins, à partir de l'angle nord-est de la concession rivière FRANQUELIN No 3. Superficie:—88 milles carrés.</p>	500.00	5,000.00
<p>7.—<i>Rivière Franquelin No. 4</i>:— The territory of this limit, deemed to contain about 88 square miles, more or less, is bounded as follows: On the south partly by the limit Rivière FRANQUELIN No. 1 and partly by Block B of the township GODBOUT; on the west, partly by the aforesaid Block B and partly by the limit Rivière FRANQUELIN No. 3, under timber license to the ONTARIO PAPER COMPANY, on the east, by a meridional line from mile post 1, situated at 1 mile on the west of the northeast corner of the limit FRANQUELIN No. 1; on the north, by the head line dividing the waters of the watersheds of the rivers FRANQUELIN and GODBOUT to its intersection with a line established in the south direction 40° east est., more or less, from the northeast corner of the limit Rivière FRANQUELIN No. 3. Area:—88 square miles.</p>		
<p>8.—<i>Cantons de Tiblemont & de Vauquelin, comprenant deux blocs</i>:— (a) <i>Tiblemont</i>:—Le territoire de cette concession, censé renfermer environ vingt-neuf milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit: A l'ouest, partie par le lac TIBLEMONT et partie par le Bloc No 1 déjà affermé; au sud par la ligne séparative des cantons de VAUQUELIN et de TIBLEMONT; à l'est par une ligne méridienne devant être établie à une distance de trois (3) milles à l'Est du dit Bloc No 1, et au nord par un parallèle de latitude distant de 7½ milles de la ligne séparative des susdits cantons. Superficie:—29 milles carrés. (b) <i>VAUQUELIN</i>:—Le territoire de cette concession, censé renfermer environ vingt milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit:—Au nord par la ligne séparative des cantons de VAUQUELIN et de TIBLEMONT; à l'est, par le lac GUEGUEN; au sud, par la ligne séparative des rangs 5 et 6 et à l'ouest partie par la rivière LOUVICOURT et partie par la ligne séparative des cantons de VAUQUELIN et de LOUVICOURT. Superficie: 20 milles carrés. Superficie totale:—49 milles carrés.</p>	600.00	7,000.00
<p>8.—<i>Townships of Tiblemont & of Vauquelin, comprising two blocks</i> — (a) <i>Tiblemont</i> — The territory of this limit, deemed to contain about twenty nine square miles, more or less, is bounded as follows:—On the west, partly by lake TIBLEMONT and partly by Block No. 1 already leased; on the south, by the division line of the townships of VAUQUELIN and of TIBLEMONT; on the east by a meridional line to be established at a distance of three (3) miles on the east of the said Block No. 1, and on the north by a parallel of latitude 7½ miles distant from the division line of the aforesaid townships. Area: 29 square miles. (b) <i>Vauquelin</i> — The territory of this limit, deemed to contain about twenty square miles, more or less, is bounded as follows: On the north by the division line of the townships of VAUQUELIN and of TIBLEMONT; on the east by lake GUEGUEN; on the south by the division line of ranges 5 and 6 and on the west, partly by the river LOUVICOURT and partly by the division line of the townships of VAUQUELIN and of LOUVICOURT. Area —20 square miles. Total area:—49 square miles.</p>		

TABLEAU DESCRIPTIF DES CONCESSIONS FORESTIERES QUI SERONT AFFERMÉES, LE 30 DECEMBRE 1927.

DESCRIPTIVE TABLE OF TIMBER LIMITS TO BE LEASED THE 30TH OF DECEMBER, 1927.

Suite—Continued

Description et superficie en milles carrés de chaque concession	Prime d'adjudication par mille carré	Dépôt en garantie
Description and area in square miles of each limit	Bonu of adjudication per square mile	Deposit
<p>9.—<i>Cantons de Beaudin, de Bourmont et de Diaz</i>:— Le territoire de cette concession, censé renfermer environ 31½ milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit: A l'est par la rivière KEKEK, le Lac TESSIER, le Bloc patenté à la BEAULIEU LUMBER COMPANY et la concession affermée à l'INTERNATIONAL PAPER COMPANY; au sud par cette dernière concession; à l'ouest par une ligne longue de 9 milles, devant être établie parallèlement à la limite ouest du susdit Bloc et à une distance de 3 milles de celle-ci, mesurée dans la direction nord, cinquante-sept degrés ouest astronomique, et au nord par un parallèle de latitude.</p>	600.00	5,000.00
<p><i>Superficie</i>:—31½ milles carrés. 9.—<i>Townships of Beaudin, of Bourmont and of Diaz</i>:— The territory of this concession, deemed to contain about 31½ square miles, more or less, is bounded as follows: On the east by the river KEKEK, lake TESSIER, the Block patented by the BEAULIEU LUMBER COMPANY and the limit leased to the INTERNATIONAL PAPER COMPANY; on the south by the latter limit; on the west by a line 9 miles in length, to be established parallelly with the western boundary of the aforesaid Block and at a distance of 3 miles from the latter, measured in a northerly direction, fifty seven degrees west astronomically, and on the north by a parallel of latitude. <i>Area</i>:—31½ square miles.</p>		
<p>10.—<i>Canton de Fox</i>:— Le territoire de cette concession, censé renfermer environ dix-sept milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit: au nord-est par l'arrière-ligne du rang 2 ouest de ce canton; au sud-est, partie par l'arrière-ligne du rang nord de la rivière AUX RENARDS, et partie par l'arrière-ligne du rang ouest du canton BAIE DE GASPÉ-NORD, et à l'ouest par le canton de SYDENHAM.</p>	800.00	5,000.00
<p><i>Superficie</i>:—17 milles carrés. 10.—<i>Township of Fox</i>:— The territory of this limit, deemed to contain about seventeen square miles, more or less, is bounded as follows: on the northeast by the rear line of range 2 west of the said township; on the southeast, partly by the rear line of the north range of the Rivière AUX RENARDS, and partly by the rear line of the west range of the township BAIE DE GASPÉ NORD, and on the west by the township of Sydenham. <i>Area</i>:—17 square miles.</p>		
<p>11.—<i>Rivière Harricana</i> — Le territoire de cette concession comprend cinq (5) Blocs. (a) <i>Canton de Fournière</i> —Le territoire de cette concession, censé renfermer environ 103 milles carrés, plus ou moins, comprend tout le canton de FOURNIÈRE.</p>	\$ 800.00	\$ 50,000.00
<p><i>Superficie</i>:—103 milles carrés. (b) <i>Canton de Dubuisson</i> —Le territoire de cette concession censé renfermer environ 36 milles carrés, plus ou moins, comprend toute cette partie du canton située à l'Ouest des Lacs MONTIGNY et LEMOINE.</p>		
<p><i>Superficie</i>:—36 milles carrés. (c) <i>Canton de Senneville</i> —Le territoire de cette concession, censé renfermer environ 29¾ milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit:—Au nord par le canton de FIERMONT; à l'est par le canton de PASCALIS; au sud par la ligne séparative des rangs 5 et 6 du canton de SENNEVILLE, et à l'ouest par la limite est de la concession forestière No 682.</p>		
<p><i>Superficie</i>:—29¾ milles carrés. (d) <i>Canton de Senneville</i> —Le territoire de cette concession, censé renfermer environ 27¼ milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit:—Au nord par la ligne séparative des rangs 5 et 6 de ce canton; à l'est par le canton de PASCALIS; au sud, partie par les cantons de LOUVICOURT et de BOURLAMAQUE, et à l'ouest par la concession forestière No 681.</p>		
<p><i>Superficie</i>:—27¼ milles carrés. (e) <i>Canton de Bourlamaque</i>:—Le territoire de cette concession, censé renfermer environ 75 milles carrés, plus ou moins, est borné comme suit:—Au nord, partie par la concession forestière No 696, et partie par le canton de SENNEVILLE, à l'est par le canton de LOUVICOURT; au sud par le canton de SABOURIN, et à l'ouest par la concession forestière No 676.</p>		
<p><i>Superficie</i>:—75 milles carrés. Le territoire formant toute cette concession dite de la rivière HARRICANA, a une superficie approximative de deux cent quarante et un milles et demi carrés. (241½).</p>		
<p>11.—<i>River Harricana</i>:— The territory of the said limit comprises five (5) Blocks. (a) <i>Township of Fournière</i>:—The territory of this limit, deemed to contain about 103 square miles, more or less, comprises all the township of Fournière.</p>	\$ 800.00	\$ 50,000.00
<p><i>Area</i>:—103 square miles. (b) <i>Township of Dubuisson</i>:—The territory of this limit, deemed to contain about 36 square miles, more or less, comprises all that part of the township situate on the west of lakes MONTIGNY and LEMOINE.</p>		
<p><i>Area</i>:—36 square miles. (c) <i>Township of Senneville</i>:—The territory of this limit deemed to contain about 29¾ square miles, more or less, is bounded as follows:—On the north by the township of FIERMONT; on the east by the township of PASCALIS; on the south by the division line of ranges 5 and 6 of the township of SENNEVILLE, and on the west by the eastern limit of the timber limit No. 682.</p>		
<p><i>Area</i>:—29¾ square miles. (d) <i>Township of Senneville</i>:—The territory of this limit, deemed to contain about 27¼ square miles, more or less, is bounded as follows:—On the north by the division line of ranges 5 and 6 of the said township; on the east by the township of PASCALIS; on the south partly by the townships of LOUVICOURT and of BOURLAMAQUE and on the west by the timber limit No. 81.</p>		
<p><i>Area</i>:—27¼ square miles.</p>		

TABLEAU DESCRIPTIF DES CONCESSIONS FORESTIERES QUI SERONT AFFERMES, LE 30 DECEMBRE 1927.

DESCRIPTIVE TABLE OF TIMBER LIMITS TO BE LEASED THE 30TH OF DECEMBER, 1927.

Suite—Continue

Description et superficie en milles carrés de chaque concession	Prime d'adjudication par mille carré	Dépôt en garantie
Description and area in square miles of each limit	Bonus of adjudication per square mile	Deposit
<p>(e) <i>Township of Bourlamaque</i>:—The territory of this concession, deemed to contain about 75 square miles, more or less, is bounded as follows:—On the north, partly by timber limit No. 696 and partly by the township of SENNEVILLE, on the east by the township of LOUVICOURT, on the south by the township of SABOURIN, and on the west by timber limit No. 676.</p> <p>Area:—75 square miles.</p> <p>The territory forming all the said limit called River HARRICANA has an approximative area of two hundred and forty one and a half square miles. (241½).</p>		
12.— <i>Cantons de Chassaigne et de Buiex</i> :—	\$ 700.00	\$ 4,000.00
<p>Le territoire de cette concession, censé renfermer 23½ milles carrés, plus ou moins, peut être décrit comme suit:—A l'est par une ligne méridienne à partir de l'intersection de la rive Ouest du Lac Ada et de la ligne séparative des cantons de PROVENCHER et de BUIEX, jusqu'au chemin de fer CANADIEN NATIONAL; au Sud par le dit chemin de fer; à l'Ouest par la limite Est du Bloc A du canton de CHASSAIGNE et son prolongement vers le Nord; au Nord par la ligne séparative des cantons de BUIEX et de PROVENCHER, et son prolongement vers l'Ouest jusqu'à l'intersection du prolongement de la limite Est du sudit Bloc 7A.</p>		
12.— <i>Townships of Chassaigne and of Buiex</i> :—	\$ 700.00	\$ 4,000.00
<p>The territory of the said concession deemed to contain 23½ square miles, more or less, may be described as follows:—On the east by a meridional line from the intersection of the western shore of lake Ada and of the division line of the townships of PROVENCHER and of BUIEX, to the CANADIAN NATIONAL RAILWAY; on the south by the said railway; on the west by the eastern limit of Block A of the township of CHASSAIGNE and its prolongation towards the north; on the north, by the division line of the townships of BUIEX and of PROVENCHER and its prolongation towards the west to meet the prolongation of the eastern limit of the aforesaid Block A.</p> <p>Area 23½ square miles.</p>		
CÉDULE B—SCHEDULE B		
1.— <i>Cantons de Montpetit et de Tassé, comprenant deux blocs</i> —	\$ 600.00	\$ 500.00
<p>Le premier bloc, compris dans les cantons de MONTPETIT et de TASSE, censé renfermer environ deux milles carrés, plus ou moins, est décrit comme suit:—Partant d'un point situé sur le périmètre du Bloc-D du canton de MONTPETIT, et distant de soixante chaînes (60), dans la direction nord vingt-trois degrés (23°) est astronomique, de l'intersection de deux lignes formant une partie de la limite est du dit bloc, et dont les distances et directions astronomiques sont respectivement quatre-vingt-dix-sept (97) chaînes et dix mailles (10), trois cent quarante degrés et trente-deux minutes (97.10 chs.-340°32') et cent quatorze chaînes et soixante mailles-vingt-trois degrés et 00 minutes (114.60 chs.-23°00') telles qu'indiquées sur le plan de l'arpenteur J.-A.-L. Doyon en date du 4 juillet 1919; de là en suivant cette dernière ligne et son prolongement sur une distance de cent chaînes (100); de là dans la direction de l'est astronomique, une ligne jusqu'à la rive ouest du lac Dugré; de là en suivant la dite rive jusqu'à l'intersection d'une ligne établie dans la direction de l'est astronomique, à partir du sudit point de départ.</p>		
<p>Le deuxième bloc, compris dans le canton de MONTPETIT, censé renfermer deux milles carrés, plus ou moins, est décrit comme suit: Partant de l'angle le plus sud du bloc E de ce canton, une ligne longue de cinquante (50) chaînes, le long de la limite est de ce dit bloc; de là dans la direction de l'est astronomique, une ligne longue de 2 milles; de là dans la direction du sud astronomique, une ligne longue de 1 mille; de là dans la direction de l'ouest astronomique, une ligne longue de 2 milles, plus ou moins, jusqu'à son intersection avec le prolongement dans la direction du sud de la limite est susdite.</p>		
1.— <i>Townships of Montpetit and Tassé, comprising two blocks</i> :—		
<p>The first Block comprised in the townships of MONTPETIT and TASSÉ, deemed to contain about two square miles, more or less, is described as follows:—Starting at a point situated on the perimeter of Block-D of the township of MONTPETIT, and sixty (60) chains distant in a northerly direction twenty three degrees (23°) east astronomically, from the intersection of two lines forming a part of the eastern boundary of the said block, and whose astronomical distances and directions are respectively ninety seven (97) chains and ten links (10) three hundred and forty degrees and thirty two minutes (97.10 chs.-340°32') and one hundred and fourteen chains and sixty links—twenty three degrees and 00 minutes (114.60 chs.-23°00') as shown on the plan of the surveyor J. A. L. Doyon, dated the 4th of July, 1919; thence following the latter line and its prolongation for a distance of one hundred chains (100); thence in an east astronomical direction a line to the west shore of lake Dugré; thence following the said shore to the intersection of a line established in an east astronomical direction from the aforesaid point of departure.</p>		
<p>The second Block, comprised in the township of MONTPETIT, deemed to contain two square miles, more or less, is described as follows: Starting at the most southerly angle of Block E of the said township, a line fifty chains (50) in length along the eastern limit of the said Block; thence in an east astronomical direction, a line two miles in length; thence in a south astronomical direction, a line 1 mile in length; thence in a west astronomical direction, a line 2 miles in length, more or less, to its intersection with the prolongation in the south direction of the east limit aforesaid.</p>		
2.— <i>Canton de Faucher</i> :—	\$ 1,000.00	\$ 2,500.00
<p>Le territoire de cette concession censé, enfermer environ deux milles et demi carrés (2½) plus ou moins, est borné comme suit: Au nord, partie par le Bloc G de ce canton et le prolonge-</p>		

TABLEAU DESCRIPTIF DES CONCESSIONS FORESTIÈRES QUI SERONT AFFERMÉES, LE 30 DÉCEMBRE 1927.

DESCRIPTIVE TABLE OF TIMBER LIMITS TO BE LEASED THE 30TH OF DECEMBER, 1927.

Suite—Continuo

Description et superficie en milles carrés de chaque concession	Prime d'adjudication par mille carré	Dépôt en garantie
Description and area in square miles of each limit	Bonu of adjudication per square mile	Deposit
ment vers l'ouest de la limite sud de ce Bloc, partie par le Lac Tourigny (Tessier); à l'est, partie par le dit Lac et partie par la rivière qui le relie au Lac du PORTAGE; au sud par le chemin de fer CANADIEN NATIONAL, et à l'ouest par la ligne séparative des cantons de FAUCHER et de BUIES.		
<p><i>Superficie—2½ milles carrés.</i></p> <p>2.—<i>Township of Faucher:</i>— The territory of this limit, deemed to contain about two and a half square miles (2½), more or less, is bounded as follows:—On the north, partly by Block G of the said township and the prolongation towards the west of the south boundary of the said Block, partly by lake Tourigny (Tessier); on the east partly by the said lake and partly by the river which unities it to Lac du Portage; on the south by the CANADIAN NATIONAL RAILWAY, and on the west by the division line of the townships of FAUCHER and of BUIES.</p> <p><i>Area—2½ square miles.</i></p>		
<p>3.—<i>Canton de Trecesson:</i>— Le territoire de cette concession comprend les lots 1 à 13 inclusivement dans chacun des rangs 9 et 10 de ce canton.</p> <p><i>Superficie:—5.88 milles carrés.</i></p>	\$ 500.00	\$ 600.00
<p>3.—<i>Township of Trecesson:</i>— The territory of the said limit comprises the lots 1 to 13 inclusively in each of ranges 9 and 10 of said township.</p> <p><i>Area:—5.88 square miles.</i></p>		
<p>4.—<i>Canton de Lacorne:</i>— Le territoire de cette concession comprend les lots 45 à 59 inclusivement du 7ème rang; les lots 45 à 59 inclusivement du 8ème rang; les lots 45 à 59 inclusivement du 9ème rang de ce canton.</p> <p><i>Superficie:—7 milles carrés.</i></p>	\$ 500.00	\$ 1,000.00
<p>4.—<i>Township of Lacorne:</i>— The territory of this limit comprises lots 45 to 59 inclusively of the 7th range; lots 45 to 59 inclusively of the 8th range; lots 45 to 59 inclusively of the 9th range of the said township.</p> <p><i>Area:—7 square miles.</i></p>		

5703-04—48-4

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 269-27.

Québec, 13 décembre, 1927.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "l'Annonciation", dans le comté de Labelle, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canton Marchand", même comté;

Ce territoire comprend les lots suivants, savoir:

Les lots Nos 1 à 62 inclusivement du rang 1;
 Les lots Nos 1 à 54 inclusivement du rang 2;
 Les lots Nos 1 à 45 inclusivement du rang 3;
 Les lots Nos 1a à 36 inclusivement du rang 4;
 Les lots Nos 1a à 27 inclusivement du rang 5;
 Les lots Nos 1 à 18 inclusivement du rang 6;
 Les lots Nos 1 à 10 inclusivement du rang Ouest de la rivière Rouge;
 Les lots Nos 11 à 75 inclusivement du rang Sud-Ouest de la rivière Rouge;
 Les lots Nos F-1 à 95 inclusivement du rang Nord-Ouest de la rivière Rouge;
 Les lots Nos 29 à 68 inclusivement du rang Nord-Est de la rivière Rouge;
 Les lots Nos 77 à 95 inclusivement du rang Sud-Est de la rivière Rouge;
 Les lots Nos 39 à 67 inclusivement du rang A;
 Les lots Nos 39 à 68 inclusivement du rang B;
 Les lots Nos 45 à 68 inclusivement du rang C;
 Tous ces lots sont du cadastre officiel du canton de Marchand.

5879—50-2

No. 269-27

Quebec, December, 13, 1927.

Application has been made to detach from the school municipality of "l'Annonciation", in the county of Labelle, the territory hereunder described and to erect it into a separate school municipality, under the name of "Township Marchand", same county;

The said territory comprises the following lots, namely:

The lots Nos. 1 to 62 inclusively of range 1;
 The lots Nos 1 to 54 inclusively of range 2;
 The lots Nos. 1 to 45 inclusively of range 3;
 The lots Nos. 1a to 36 inclusively of range 4;
 The lots Nos. 1a to 27 inclusively of range 5;
 The lots Nos. 1 to 18 inclusively of range 6;
 The lots Nos. 1 to 10 inclusively of range West of the Rivière Rouge;
 The lots Nos. 11 to 75 inclusively of range Southwest of the Rivière Rouge;
 The lots Nos. F-1 to 95 inclusively of range Northwest of the Rivière Rouge;
 The lots Nos. 29 to 68 inclusively of range Northeast of the Rivière Rouge;
 The lots Nos. 77 to 95 inclusively of range Southeast of the Rivière Rouge;
 The lots Nos. 39 to 67 inclusively of range A;
 The lots Nos. 39 to 68 inclusively of range B;
 The lots Nos. 45 to 68 inclusively of range C;
 All these lots are of the official cadastre of the township of Marchand.

5880—50-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est, par le présent, donné qu'une société a été constituée, dans le comté de Charlevoix, en vertu des articles 1944 et suivants (S. R. 1909) de la loi concernant la formation des Sociétés d'Horticulture, sous le nom de "La Société des Horticulteurs de l'Île-aux-Coudres".

Le sous-ministre de l'agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Daté à Québec, ce 12e jour du mois de décembre 1927. 5869

Avis est, par le présent, donné qu'une société a été constituée, dans la province de Québec, avec siège social à Montréal, en vertu des articles 1944 et suivants (S. R. 1909) de la loi concernant la formation des Sociétés d'Horticulture, sous le nom de "L'Association des Fabricants de Conserves de la Province de Québec".

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Daté à Québec, ce 12e jour du mois de décembre, 1927. 5871

Notice is hereby given that a society has been formed, in the county of Charlevoix, in virtue of articles 1944 and following (R. S. 1909) of the Act respecting the formation of Horticultural Societies, under the name of "La Société des Horticulteurs de l'Île-aux-Coudres".

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 12th day of the month of December, 1927. 5870

Notice is hereby given that a society has been formed in the Province of Quebec, with head-office in Montreal, in virtue of articles 1944 and following (R. S., 1909) of the Act respecting the formation of Horticultural Societies, under the name of "L'Association des Fabricants de Conserves de la Province de Québec".

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, this 12th day of the month of December, 1927. 5872

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal. No B-25086. Cour Supérieure. Dame Jane-M. Taylor, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Frederick-Alexander MacLagan, du même endroit, demanderesse; vs Frederick-Alexander MacLagan, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

Montréal, Qué, le 11 novembre 1927.

Les procureurs de la requérante,
5647-48-4 WELLS, LYNCH & WILSON.

Province of Quebec, district of Montreal, No. B.-25086. Superior Court. Dame Jane M. Taylor, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Frederick Alexander MacLagan, of the same place, plaintiff; vs Frederick Alexander MacLagan, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has this day been issued in this case.

Montreal, Que., November 11th, 1927.

WELLS, LYNCH & WILSON,
5648-48-4 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A24242.

Dame Jeanne Cantin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Rodrigue Pagé, commerçant, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Rodrigue Pagé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour en cette cause.

Montréal, 23 novembre 1927.

Les avocats et procureurs de la demanderesse,
LADOUCEUR, TELLIER & TELLIER.
5679-48-4

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A24242.

Dame Jeanne Cantin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Rodrigue Pagé, trader, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Rodrigue Pagé, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Montreal, 23rd November, 1927.

LADOUCEUR, TELLIER & TELLIER,
Advocates and Attorneys for plaintiff.
5680-48-4

Province de Québec, district de Montréal. No F-29213. Cour Supérieure.

Dame Betty Morrison, épouse commune en biens de David Harry Klein, marchand, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs David-Harry Klein, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 21 novembre 1927.

Les procureurs de la demanderesse,
GUERTIN, MARIEN & PICHER.
Montréal, 21 novembre 1927. 5537-47-4

Province of Quebec, district of Montreal, No. F-29213. Superior Court.

Dame Betty Morrison, wife common as to property of David Harry Klein, merchant, of the city and district of Montreal, and duly authorized to these presents, Plaintiff; vs David Harry Klein, merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action of separation as to property has been instituted in this case on the 21st of November, 1927.

GUERTIN, MARIEN & PICHER,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, November 21st., 1927. 5538-47-4

Bureau-chef

Chief Office

Canada, province de Québec, district de Québec.

"LA COMPAGNIE "ST. JEROME POWER, LIMITED"

Le bureau d'affaires de la compagnie à Québec, est situé dans l'immeuble "Boutin", au No 80 rue St-Pierre.

5873

Le président,
J.-E. CARON.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

"THE COMPANY ST. JEROME POWER, LIMITED"

The business office of the company, in Quebec, shall be situate in the "Boutin" building, at No. 80 Saint Peter Street.

5874

J. E. CARON
President.

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et unième jour de juillet, 1914.

Avis est de plus donné qu'à compter du dixième jour de décembre, 1927, "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5861 C.-J. SIMARD.

"LE CRÉDIT MUNICIPAL, LIMITÉE".

Avis est par les présentes donné qu'à l'expiration des délais et après qu'il aura été procédé à la distribution aux actionnaires de tout l'actif de la compagnie, ainsi que prévu par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, "Le Crédit Municipal, Ltée" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Le secrétaire,
5887 J.-E. SAMSON.

Avis est, par les présentes, donné que "Jean Dupuis, Limitée", compagnie incorporée par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 24 novembre 1923, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Verchères, 13 juillet 1927.
Le secrétaire,
5905 MARIUS LAPORTE, N. P.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée", incorporated by Letters Patent dated the twenty first day of July, 1914.

Notice is further given that from and after the tenth day of December 1927, "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December 1927.

C. J. SIMARD,
5862 Assistant Provincial Secretary.

"LE CRÉDIT MUNICIPAL, LIMITÉE".

Notice is hereby given that at the expiration of the prescribed delays and after proceeding at the distribution to the shareholders of the assets of the Company, as provided for by article 81 of the Quebec Companies' Law, "Le Crédit Municipal, Ltée" will apply for leave to surrender its charter.

J. E. SAMSON,
5888 Secretary.

Notice is hereby given that "Jean Dupuis, Limitée", a company incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 24th of November, 1923, shall apply for permission to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Verchères, July, 13, 1927.
MARIUS LAPORTE, N. P.,
5906 Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company authorized to do business

La Compagnie "Farley-Myers, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 26 rue Saint-Sacrement.

The Company "Farley-Myers, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at No. 26 Saint Sacrament Street, Montreal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Edward A. Farley, of Montreal.

de Montréal.
Québec, 28 novembre, 1927.

Quebec, November 28, 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
5851 C.-J. SIMARD.

C. J. SIMARD,
5852 Assistant Provincial Secretary.

Examens du barreau—Bar Examinations

Canada,
Province de Québec,
District de Hull.

Canada,
Province of Quebec,
District of Hull.

LE BARREAU D'OTTAWA—THE OTTAWA
BAR

LE BARREAU D'OTTAWA—THE OTTAWA
BAR

AVIS DU CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ETUDE
DU DROIT

NOTICE OF CANDIDATE FOR STUDY OF LAW

Examens de janvier, 1928.

January Examinations, 1928

Nom — Surname.	Age	Residence.	Colleges
Joseph Patrick Noonan.....	19	Ottawa	Couvent de la rue Rideau. Saint William Separate School. Saint Joseph Separate School. Université d'Ottawa.

5867—50—2 Le secrétaire du barreau,
JACQUES FORTIER.

5868—50—2 JACQUES FORTIER,
Secretary of the Bar.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES.—BAR OF THREE RIVERS.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens de janvier 1928.—Examinations, January, 1928.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — • Residence
Marcotte.....	Léon.....	24	Les Trois-Rivières.

Les Trois-Rivières, le 9 décembre 1927—Three Rivers, December 9, 1927.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
MAURICE LAURIN,
Secretary of the Bar of Three Rivers.

5881—82—50—2

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

"LE CRÉDIT MUNICIPAL, LIMITÉE".

Suivant résolution votée à une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 13 décembre, 1927, (à laquelle tous les actionnaires étaient présents), autorisant les directeurs à faire les procédures et démarches relativement à la distribution aux actionnaires du prix de vente et à l'abandon de la charte, puisqu'il a été prévu au paiement des dettes et obligations de la Compagnie, les directeurs, à une assemblée subséquente, ont passé le règlement suivant:

"Quinze jours après la publication du présent règlement, tel que prévu par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, le président est autorisé à distribuer aux actionnaires de ce jour, les recettes nettes de la vente de son commerce, représentées par \$24,918.74 en argent et par 29,989 actions sans valeur au pair de la nouvelle Compagnie, incorporée sous le même nom le 1er octobre 1927, de demander l'abandon de la charte du 21 octobre 1924, et de signer au nom de la compagnie tous les documents requis à cet effet.

Le secrétaire,
J. E. SAMSON.

Québec, 13 décembre 1927. 5889

"LE CRÉDIT MUNICIPAL, LIMITÉE".

Pursuant to a resolution voted at a special general meeting of the shareholders, held on December 13th, 1927, (at which all the shareholders were present) authorizing the directors to resort to the necessary procedures and means relative to the distribution amongst the shareholders of the proceeds of the price of sale and of the surrender of the charter, since it has been provided to the payment of all debts and liabilities of the Company, the directors, at a subsequent meeting, passed the following by-law:

"Fifteen days after the publication of the present by-law, as prescribed by article 81 of the Quebec Companies Law, the president is authorized to distribute to the shareholders, as per resolution voted at a special general meeting of this day, the receipts from the sale of the business, representing \$24,918.74 in cash and 29,989 shares, without par value, of the new Company incorporated under the same name on October 1st, 1927, to ask the surrender of its charter of October 21st, 1924, and to sign for the company all documents necessary to that effect.

J. E. SAMSON,
Secretary.

Quebec, December 13, 1927. 5890

Soumissions

Tenders

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITE SCOLAIRE DE NOTRE-DAME AUXILIATRICE.

SCHOOL MUNICIPALITY OF NOTRE DAME AUXILIATRICE

Comté de Saint-Jean.

County of Saint Jean.

Avis est par le présent donné que des soumissions seront reçues par le soussigné, pour l'achat d'une émission de débetures au montant de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), souscrites par les commissaires d'écoles de la municipalité de Notre-Dame Auxiliatrice, comté de Saint-Jean, datées de février 1928, portant intérêt de cinq pour cent (5%) l'an et remboursables en quarante paiements égaux annuellement.

Cette émission est faite en coupures de \$1,000.00, \$500.00 et de \$100.00, soit cent de \$1,000.00, quatre-vingts de \$500.00 et cent de \$100.00.

Lesdites soumissions seront reçues jusqu'à vendredi, le 30 décembre, 1927, à huit heures de l'après-midi. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque à l'ordre desdits commissaires, au montant de un pour cent (1%) du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée ne lui sera remis qu'après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une séance spéciale desdits commissaires, qui sera tenue le trente décembre 1927, à huit heures de l'après-midi, dans le bureau de la commission scolaire, rue De Salaberry, cité de Saint-Jean, Qué.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Lesdits commissaires ne s'engagent pas à ac-

Notice is hereby given that tenders shall be received by the undersigned, for the purchase of an issue of debentures for an amount of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), underwritten by the school commissioners of the municipality of Notre Dame Auxiliatrice, county of Saint Jean, dated February, 1928, bearing interest at five per cent (5%) per annum and redeemable annually in forty equal payments.

Such issue shall be made in denominations of \$1000.00, \$500.00 and \$100.00, namely: one hundred of \$1,000.00, eighty of \$500.00 and one hundred of \$100.00.

Said tenders shall be received until Friday, the 30th of December, 1927, at eight o'clock in the afternoon. Each tender must be accompanied by a cheque to the order of the said commissioners for the amount of one per cent (1%) of the tender; the cheque of the tenderer whose offer shall have been accepted, shall be returned to the same only after the execution of his contract.

The said tenders shall be taken into consideration at a special meeting of the said commissioners, which will be held on the thirtieth of December, 1927, at eight o'clock in the afternoon, at the office of the School Commission, de Salaberry Street, city of Saint Jean, Que.

Each tender must specify that the accrued interest shall be made over and above the offered price.

The said commissioners shall not be bound to

cepter ni la plus haute ni la plus basse ni aucune des soumissions qui seront présentées.

Saint-Jean, Qué., 7 décembre 1927.

Le secrétaire-trésorier,

J.-AMEDEE ROY.

Case postale 731.

Saint-Jean, P. Q.

5819—49-2

accept the highest, the lowest or any of the tenders presented.

Saint Jean, Que., December 7, 1927.

J. AMEDEE ROY,

Secretary-Treasurer.

Postal box 731.

Saint-Jean, P. Q.

5820—49-2

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de J.-Daniel Plamondon, Montréal, cédant-autorisé. Avis est par les présentes donné que MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER 1928, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, au bureau du shérif à Montréal, les immeubles suivants, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, composé: A. du lot de terre portant le numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-douze (192-4), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant, en front et en arrière, vingt-trois pieds de largeur par une profondeur irrégulière de soixante et un pieds dans la ligne Nord-Est et cinquante-six pieds dans la ligne Sud-Ouest, formant une superficie totale de treize cent quatre-vingt-quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins; B. de la plus grande partie du lot numéro cent quatre-vingt-treize (193) des plan et livre de renvoi susdits, contenant, la dite partie de lot, en front et en arrière, cinquante-trois pieds de largeur par une profondeur irrégulière de soixante-quinze pieds dans la ligne Nord-Est et soixante et un pieds dans la ligne Sud-Ouest, formant une superficie totale de trois mille six cent quatre pieds, la dite partie de lot étant bornée comme suit: en front au nord-ouest, par le chemin public, maintenant rue Notre-Dame, en profondeur au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté au sud-ouest par le lot No 192-4 ci-dessus décrit, et de l'autre côté au nord-est par le résidu du dit lot No 193 desdits plan et livre de renvoi officiels—avec la maison et autres bâtisses érigées sur le dit emplacement.

Sont comprises dans la présente vente toutes les appliques ou *fixtures* électriques se trouvant dans la dite maison.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 C. P. C. et article 20, paragraphe 4 a, b, c, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
PAUL-L. TURGEON.

Bureau de Chartrand & Turgeon,

445 rue Saint-François-Xavier. Montréal.

Fraser Frères, Encanteurs. 5859—50-2

Cour Supérieure.—En faillite.

Province de Québec, district de Montréal.
No 197.

In re: Joseph Bourcier, Am s Qué., débiteur; & P.-H. Dufresne & Georges Duclos, syndics conjoints.

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of J. Daniel Plamondon, Montreal, authorized assignor. Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovables shall be sold by public auction, at the Sheriff's Office, in Montreal, to wit:

An emplacement fronting on Notre Dame Street, composed: A. of that lot of land bearing number four of the official subdivision of lot number one hundred and ninety two (192-4), on the official plan and book of reference for the parish of Pointe aux Trembles, measuring in front and in the rear twenty three feet in width by an irregular depth of sixty one feet in the northeast line and fifty six feet in the southwest line, forming a total area of thirteen hundred and ninety five feet, English measure and more or less; B. of the greater part of lot number one hundred and ninety three (193), on the plan and book of reference aforesaid, said part of lot measuring in front and in the rear, fifty three feet in width by an irregular depth of seventy five feet in the northeast line and sixty one feet in the southwest line, forming a total area of three thousand six hundred and four feet, said part of lot being bounded as follows: in front, on the northwest by the public road, now Notre Dame Street, on the southeast by the river Saint Lawrence, on one side on the southwest by lot No. 192-4 hereabove described, and on the other side on the northeast by the residue of said lot No. 193 of said official plan and book of reference—with the house and other buildings thereon erected.

All electrical appliances and fixtures being in the said house are included in the present sale.

Such as the whole exists at present, with servitudes active and passive, apparent or occult, attached to the said immovable.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 C. C. P. and article 20, paragraph 4a, b, c, of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned.

PAUL L. TURGEON,
Trustee.

Office of Chartrand & Turgeon,

445, Saint François Xavier Street, Montreal.

Fraser Frères, Auctioneers. 5860—50-2

Superior Court.—Bankruptcy Act.

Province of Quebec, district of Montreal. No. 197.

In the matter of Joseph Bourcier, Amos, Que., debtor; and P. H. Dufresne & Georges Duclos, Joint Trustees petitioners.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Registrare de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du sixième jour de décembre 1927, seront vendus par encan public, à la porte de l'église, à Amos, district d'Abbitibi, le LUNDI, VINGT-TROISIEME jour de JANVIER, 1928, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

1. Un lot de terre ou emplacement situé sur le côté nord de la première avenue, connu et désigné comme étant le lot numéro quinze (15) du bloc numéro deux (2) des plan et livre de renvoi officiel du village d'Amos—avec un hôtel et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2. Un autre lot de terre ou emplacement situé sur le côté nord de la première avenue et désigné comme étant la partie est du lot numéro seize (16) du bloc numéro deux (2) du cadastre du dit village d'Amos, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante pieds de profondeur, et borné en front par la première avenue, en profondeur par une ruelle, du côté est par le lot numéro dix-sept (17) du dit bloc numéro deux (2) et du côté ouest par le résidu du dit numéro seize (16)—avec un magasin, résidence et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

3. Les lots numéros dix-neuf et vingt (19 et 20) du bloc numéro soixante-dix-sept (77) du Cadastre du Village d'Amos—avec bâtisses dessus érigées.

4. Un lot de terre désigné comme étant le lot numéro trente et un (31) du rang numéro deux (2), dans le canton Béarn.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 20 de la loi de Faillite, paragraphes 4a, b, c, d et e, aura l'effet du décret.

Les syndics conjoints,
P.-H. DUFRESNE
& GEORGES DUCLOS.

30 rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 17 décembre 1927. 5891—50-2

Province de Québec, district de Montréal, No 191. Cour Supérieure. "En faillite". Dans l'affaire de: Léo Demontigny, marchand, failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, en date du 7ème jour de décembre 1927, les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la ville de Montréal, VENDREDI, le VINGT-NEUF jour de JANVIER 1928, à ONZE heures de l'avant-midi, savoir:

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Querbes, en la cité de d'Outremont, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec le cottage portant le No 370 de ladite Avenue Querbes, dont le mur Nord-Ouest est mitoyen, et autres bâtisses y érigées, avec et sujet aux servitudes créées en vertu d'un acte de vente par John Pratt à Damase Marceau, reçu devant Maître R.-H. Barron, notaire, le 27 juin 1924, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 53976, et aussi sujet aux servitudes créées par un acte de vente par John Pratt à Rodrigue Potvin, devant Maître R.-H. Barron, notaire, le 9 décembre 1925, enregistré au bureau d'enregistrement susdit, sous le numéro 98607, lequel emplacement est composé comme suit:

1. De la partie Nord-Ouest du lot numéro cent soixante-quinze de la subdivision du lot

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 6th day of December, 1927, will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Amos, district of Abbitibi, on MONDAY, the TWENTY-THIRD day of JANUARY, 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereunder described:

1. One lot of land or emplacement situated on the northern side of the First Avenue, known and designated as being lot number fifteen (15) of Block number two (2) of the official plan and book of reference of the Cadastre of the Village of Amos—with the hotel and other buildings thereon erected.

2. Another lot of land or emplacement situated on the northern side of the First Avenue and designated as being the eastern part of lot number sixteen (16) of Block number two (2) of the Cadastre of the said Village of Amos, containing twenty-five feet in width by one hundred and forty feet in depth, and bounded in front by the First Avenue, on the depth by a lane, on the eastern side by lot number seventeen (7) of the said Block number two (2), and on the western side by the residue of said lot number sixteen (16)—with a store, residence and other buildings thereon erected.

3. The lots numbers nineteen and twenty (19 and 20) of the Block number seventy-seven (77) of the Cadastre of the Village of Amos—with buildings thereon erected.

4. One lot of land designated as being lot number thirty one (31) of the range number two (2), in the Canton Béarn.

Said sale will be made in virtue of article 20, Bankruptcy Act, Paragraphs 4a, b, c, d and e, giving the effect of a Sheriff's sale.

P. H. DUFRESNE
& GEORGES DUCLOS,
Joint Trustees.

30 Saint James Street, Montreal.
Montreal, December 17, 1927. 5892—50-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 191. Superior Court. "In Bankruptcy". In the matter of: Léo Demontigny, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, dated the 7th day of December, 1927, the immovables hereunder designated shall be sold by public auction in the office of the Sheriff, at the Court House, in the town of Montreal, on FRIDAY, the TWENTIETH day of JANUARY, 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to wit:

An emplacement fronting on Querbes Avenue, in the city of Outremont, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, with the cottage bearing No. 370 of the said Querbes Avenue, the northwest wall of which is *mitoyen* and other buildings thereon erected, with and subject to the servitudes created in virtue of a deed of sale by John Pratt to Damase Marceau, received before Mtre R. H. Barron, notary, the 27th of June, 1924, registered at the Registry Office of Montreal, under number 53976, and also subject to the servitudes created by a deed of sale by John Pratt to Rodrigue Potvin, before Mtre R. H. Barron, notary, the 9th of December, 1925, registered at the aforesaid Registry Office, under number 98607, which emplacement is composed as follows:

1. Of the northwest part of lot number one hundred and seventy five of the subdivision of

numéro trente-trois (33-Ptie N.-O. 175) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la Paroisse de Montréal, mesurant six pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par l'Avenue Querbes, en arrière par Partie du lot No. 33-181, vers le Nord-Ouest par le lot No. 33-176, et vers le Sud-Est par le résidu du dit lot No. 33-175.

2. De la Partie Sud-Est du lot numéro cent soixante-seize de la subdivision du lot numéro trente-trois (33-Ptie S. E. 176) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant dix-neuf pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur et bornée en front par ladite Avenue Querbes, en arrière par le lot No. 33-179-1, vers le Sud-Est, par le lot No 33-175, et vers le Nord-Ouest par le reste du dit lot No. 33-176.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4, A, B, C, etc., de la loi de faillite et équivaut à une vente par shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le procès-verbal et le cahier des charges sont déposés entre les mains du syndic.

Pour autres informations, s'adresser à

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

Bureau de Prévost & Perras,
50 Notre-Dame Ouest, Montréal. 5901—50-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (En Faillite), No 264.

Dans l'affaire de la succession Virginia Gibou-leau, en faillite.

Avis est par les présentes donné que les immeubles suivants, appartenant à la succession Virginia Gibou-leau, de Montréal, seront vendus à la folle enchère de Joseph Gibou-leau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose, district de Terrebonne, en bloc ou en parties, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1927, à TROIS heures P. M., savoir:

1. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-huit (788) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant quarante-trois pieds et six pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec deux maisons et autres bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro sept cent quatre-vingt-neuf (789) du cadastre officiel du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et avec droit à un passage commun de huit pieds et demi de largeur, existant en faveur du dit emplacement sur le terrain voisin portant le numéro sept cent quatre-vingt-trois du même cadastre, pour communiquer de la rue Saint-Dominique audit emplacement, tel que ce passage est établi dans un acte de vente consenti par Louis Racine à un nommé Georges Labbé, devant L.-S. Martin, notaire, le trente août mil huit cent quarante-six et enregistré par bordereau à Montréal Est, le 23 août 1889 sous le No 24,096.

3. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix (790) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds et demi de largeur par soixante-dix pieds de pro-

lot number thirty three (33-N. W. Pt. 175), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring six feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Querbes Avenue, in the rear by part of lot No. 33-181, on the northwest by lot No. 33-176, and on the southeast by the residue of said lot No. 33-175.

2. Of the southeast part of lot number one hundred and seventy six of the subdivision of lot number thirty three (33-S. E. Pt. 176), on the official plan and book of reference aforesaid, measuring nineteen feet in width by eighty feet in depth and bounded in front by the said Querbes Avenue, in the rear by lot No. 33-179-1, on the southeast by lot No. 33-175, and on the northwest by the residue of said lot No. 33-176.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4, A, B, C, etc., of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

The minutes and list of charges are filed with the trustee.

For further particulars, apply to
HERMAS PERRAS,
Trustee.

Office of: Prevost & Perras,
50 Notre Dame West, Montreal. 5902—50-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court (In Bankruptcy), No. 264.

In the matter of the estate of Virginia Gibou-leau, in bankruptcy.

Notice is hereby given that the following immoveables, belonging to the estate of Virginia Gibou-leau, of Montreal, will be sold for the false bidding of Joseph Gibou-leau, farmer, of the parish of Sainte Rose, district of Terrebonne, in block or in parts, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER 1927, at THREE o'clock P. M., to wit:

1. A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Saint Lawrence Boulevard, known and designated under number seven hundred and eighty eight (788), on the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, containing forty three feet and six inches in width by seventy feet in depth, English measure and more or less—with two houses and other buildings thereon erected.

2. An emplacement fronting on Saint Lawrence Street, in the city of Montreal, known and designated under number seven hundred and eighty nine (789), on the official cadastre of Saint Louis Ward, of the said city of Montreal—with the buildings thereon erected and with the right of way in common of eight feet and a half in width, existing in favour of the said emplacement on the next land bearing number seven hundred and eighty three of the same cadastre, to communicate from Saint Dominique Street to the said emplacement, such as the said passage is established in a deed of sale granted by Louis Racine to a party named Georges Labbé, before L. S. Martin, notary, the thirtieth of August, one thousand eight hundred and forty six, and registered by summary at Montreal East, the 23rd of August 1889, under No. 24,096.

3. An emplacement fronting on Saint Lawrence Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number seven hundred and ninety (790) on the official plan and book of reference of Saint Louis Ward of the city of Montreal, containing forty two feet and a half in width by seventy feet in depth, English measure

fondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées et toutes les servitudes y attachées.

4. Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Saint-Dominique, dans le quartier Saint Louis de la cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds et sept pouces de largeur par soixante-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné en front par la dite rue Saint-Dominique, en arrière par Georges Labbé, ou représentants, d'un côté par un lot de terre appartenant à Louis Dalpe dit Pariseau, et de l'autre côté par un lot de terre appartenant à un nommé Casseau ou représentants—avec une maison en bois et en briques de quatre logements et autres bâtisses dessus érigées, le dit lot étant connu comme étant le lot numéro sept cent quatre-vingt-trois (783) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal.

La dite vente est faite en vertu de la section 4a, b, c, e, de l'article 20 de la loi des Faillites, et de façon à donner à la dite vente l'effet du décret, et de l'article 761 et 762 du Code de procédure civile.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Conditions de vente: 10% comptant avec chaque enchère.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser à:

Le syndic,

RAOUL CORNELLIER.

Bureau: 445 rue Saint-François-Xavier,
Montréal, 6 décembre 1927. 5785—49-2

Dans l'affaire de Arsène Gendron, cultivateur, Yamachiche, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le DOUZIEME jour de JANVIER 1928, à ONZE heures (11) de l'avant-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église de la paroisse d'Yamachiche, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située dans la paroisse de Yamachiche, dans la concession de la Grande-Acadie, connue et désignée sous le numéro onze cent vingt et un (1121) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour ladite paroisse d'Yamachiche, de la contenance de trois arpents de front sur une profondeur moyenne de 45 arpents et deux perches, formant 135 arpents et 60 perches en superficie, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

2. Une terre située en la paroisse d'Yamachiche, à la concession du village de la Rivière-du-Loup, connue et désignée sous le numéro onze cent vingt-neuf (1129) des plan et livre officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice pour la paroisse de Yamachiche, pouvant former environ cent huit à cent dix arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtiments et dépendances y érigés.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717, C.P.C., et article 20, paragraphes 4a, b, c, de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic autorisé,

NAPOLEON ALARIE.

Bureau: No 20 rue Alexandre,
Trois-Rivières, 7 décembre 1927.

5817—49-2

and more or less—with all the buildings thereon erected and all the servitudes attached thereto.

4. A lot of land or emplacement fronting on Saint Dominique Street, in Saint Louis Ward, of the city of Montreal, containing forty two feet and seven inches in width by sixty seven feet in depth, English measure and more or less, without guarantee as to precise measurements; bounded in front by the said Saint Dominique Street, in rear by Georges Labbé or representatives, on one side by a lot of land belonging to Louis Dalpe dit Pariseau, and on the other side by a lot of land belonging to a party named Casseau or representatives—with a four dwelling wood and brick house and other buildings thereon erected, the said lot being known as being lot number seven hundred and eighty three (783), on the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal.

The said sale shall be made in virtue of section 4a, b, c, e, of article 20 of the Bankruptcy Act and so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale, and articles 761 and 762 of the Code of Civil Procedure.

The titles and certificates may be examined at the office of the undersigned, at any time.

Conditions of sale: 10% cash with each bid.

For further particulars and list of charges apply to:

RAOUL CORNELLIER,

Trustee.

Office: 445 Saint François Xavier Street,
Montreal, December 6, 1927. 5786—49-2

In the matter of Arsène Gendron, farmer, Yamachiche, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWELFTH day of JANUARY, 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Yamachiche, P. Q., the following immovables, to wit:

1. A farm situate in the parish of Yamachiche, in the concession of Grande Acadie, known and designated under number eleven hundred and twenty one (1121), on the official cadastral plan and book of reference of the County of Saint Maurice, for the said parish of Yamachiche, measuring three arpents in front by a mean depth of 45 arpents and two perches, forming 135 arpents and 60 perches in superficies, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

2. Another farm situate in the parish of Yamachiche, in the concession of the village of Rivière du Loup, known and designated under number eleven hundred and twenty nine (1129), on the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice for the parish of Yamachiche, forming about one hundred and eight to one hundred and ten arpents in superficies, more or less—with the buildings and dependencies thereon erected.

The titles and certificates may be examined at my office, at any time.

This sale is made pursuant to articles 716-717, C.C.P., and article 20, paragraphes 4a, b, c of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to,

NAPOLEON ALARIE,

Authorized trustee.

Office: No. 20, Alexander Street,
Three Rivers, December 7, 1927.

5818—49-2

Canada, province de Québec, district de Saint-François. No. 195.

Dans l'affaire de Henri Bousquet, marchand, de Valcourt, comté de Shefford, Qué.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, situé à Valcourt, dans le comté de Shefford, et désigné comme suit:

Un immeuble décrit comme étant le lot numéro trois cent trente-deux (No 332) des plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely; borné en front par le chemin public, en profondeur par Joseph Bombardier et du côté nord par Prudent Beaudry—avec la maison privée, le magasin et autres bâtisses y érigées.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Saint-François, en matière de faillite, rendu le 23 novembre 1927, portant le No 195 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la Loi de Faillite, article 20, par 4. et seq., ayant effet du décret, à la porte de l'église catholique de Valcourt, comté de Shefford, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER, mil neuf cent vingt-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19 rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 13 décembre 1927. 5929—50-2

Province de Québec, district de Montréal, No. 119. Cour Supérieure, en matière de faillite.

Dans l'affaire de: Louis-Philippe Tremblay, constructeur, et De Albertine Tremblay, marchande publique, épouse séparée de biens de Hormidas Desgagné, constructeur, faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de "H. Desgagné & Cie", et et le dit H. Desgagné tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, faillis.

Avis public est par les présentes donné, que JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER 1928, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à l'encan public, au bureau du shérif de Montréal, au Palais de Justice, Montréal, les immeubles suivants:

"Les lots de terre portant les numéros quatre cent quatre et quatre cent cinq du lot numéro cent soixante-dix-sept (177-404-405), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 272 à 278 de l'avenue Notre-Dame-de-Grâce, quartier Notre-Dame-de-Grâce, en la Cité de Montréal".

Cette vente est faite conformément à l'article 20, section 4, a, b, c et e de la loi de faillite, de façon à donner l'effet du décret.

Conditions de vente: Comptant.

Pour autres renseignements, s'adresser aux syndics.

Les syndics-conjoints,

J.-E. BEAUDIN,

A.-R. ROUSSE.

Bureaux: J.-E. Beaudin,

526, Power Bldg, 83 Craig-Ouest,

Tel. Lanc 2394, Montréal.

A.-R. Rousse,

706-190 St-Jacques,

Tél. Main 4298, Montréal. 5941—50-2

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. No. 195.

In the matter of Henri Bousquet, merchant, of Valcourt, county of Shefford, Que.

Public notice is hereby given that the following immovable situate at Valcourt, in the county of Shefford, and designated as follows:

An immovable described as being lot number three hundred and thirty two (No. 332), on the official cadastral plan and book of reference of the township of Ely; bounded in front by the public road, in depth by Joseph Bombardier, and on the north side by Prudent Beaudry—with the private house, store and other buildings thereon erected.

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Saint Francis, sitting in Bankruptcy, rendered the 23rd of November, 1927, bearing No. 195 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, par. 4 and seq., having the effect of a sheriff's sale, at the door of the Catholic church of Valcourt, county of Shefford, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty eight, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 19 Saint James Street, Montreal.

Montreal, December 13, 1927. 5930—50-2

Province of Quebec, District of Montreal, No. 119. Superior Court. Sitting in Bankruptcy.

In the matter of: Louis Philippe Tremblay, builder, and Albertine Tremblay, public merchant, wife separate as to property of Hormidas Desgagné, builder, carrying on business together under the firm name and style of "H. Desgagné & Cie", and the said H. Desgagné, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, Insolvents.

Public notice is hereby given that on THURSDAY, the NINETEENTH day of JANUARY, 1928, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the office of the sheriff of Montreal, in the Court House, Montreal the following immoveables:

The lots of land bearing numbers four hundred and four and four hundred and five of lot number one hundred and seventy seven (177-404-405), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 272 to 278 of Notre Dame de Grace Avenue, Notre Dame de Grace Ward, in the city of Montreal.

This sale is made pursuant to article 20, section, 4, a, b, c and e of the Bankruptcy Act, so as to give said sale the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to the trustees.

J. E. BEAUDIN,

A. R. ROUSSE,

Joint Trustees.

Office: J. E. Beaudin,

526 Power Bldg, 83 Craig West,

Tel. Lanc, 2394, Montreal.

A. R. Rousse,

706-190 St. James,

Tel. Main 4298, Montreal. 5942—50-2

Ventes par licitation

Sales by Licitation

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No 4938. Dame Agnès Murray, demanderesse; vs J.-P. Murray *et al*, défendeurs, & Thomas-F. Madden *et al*, requérants en reprise d'instance.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quatrième jour de juin 1924, dans une cause dans laquelle Dame Agnès Murray, de la cité d'Outremont, et district de Montréal, fille majeure, est demanderesse; et John-P. Murray, bourgeois, Edward Murray, journalier, Dames Ellen Murray et Mary-Mabel Murray, toutes deux filles majeures; Dame Maud-May Murray, épouse séparée de biens d'Arthur Bentley, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Dame Gertrude-Bridget Murray, veuve de feu J.-Archibald Gunning, tous des cité et district de Montréal, et Dame Rosina-Eva Murray, de Brocton, état du Massachusetts, un des États-Unis d'Amérique, épouse séparée en biens de Thomas-F. Madden, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse à ester en justice, son défendeurs et Thomas-F. Madden, surintendant d'assurance, de la cité de Brocton, dans l'état de Massachusetts, un des États-Unis d'Amérique, tant personnellement qu'en ses qualités d'administrateur, dûment nommé par ordre de la Cour de Vérification des Testaments pour le comté de Plymouth, dans ledit état, en date du 25ème jour de mai 1925, de la succession de sa défunte femme, dite Dame Rosina-Eva Murray, en son vivant du même endroit, et de gardien dûment nommé par ordre de la dite Cour de Vérification des Testaments, en date du 25ème jour de janvier 1926, de son fils mineur William-John Madden, né le septième jour de février 1907, issu de son mariage avec sa défunte femme; John-P. Murray, de la cité et du district de Montréal, commis, en sa qualité de tuteur dûment nommé par un jugement de la dite Cour Supérieure, portant la date du huit mars 1926, de son fils mineur William-John Madden et Peter-James Madden, alias Murray, de la cité de Buffalo, dans l'Etat de New-York, un autre desdits États-Unis d'Amérique, sont requérants en reprise d'instance, la requête en reprise d'instance ayant été accordée par un jugement de la Cour Supérieure en date du 30 mars 1926, à Montréal, la licitation de certains immeubles a été ordonnée par ledit jugement de la Cour Supérieure rendu le 4 juin 1924, lesquels immeubles sont décrits comme suit, savoir:

a. Les propriétés portant le numéro cadastral 116 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, portant les numéros civiques 706, 708, 710, 712 et 714 de la rue Lagauchetière-Est;

b. Les propriétés portant le numéro cadastral 478 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 1213 à 1221 inclusivement, rue Dorion.

c. Les propriétés portant le numéro cadastral 479 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 1225 à 1229 inclusivement, rue Dorion.

d. Les propriétés portant les numéros du cadastre 484 et 485 des plan et livre de renvoi officiels

Superior Court.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4938. Dame Agnès Murray, Plaintiff; vs J. P. Murray *et al*, Defendants; & Thomas F. Madden *et al*, Petitioners *en reprise d'instance*.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a Judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 4th of June, 1924, in a case in which Dame Agnes Murray, of the city of Outremont, district of Montreal, spinster of full age, is Plaintiff; and John P. Murray, gentleman; Edward Murray, labourer; Dame Ellen Murray, Dame Mary Mabel Murray, both of the full age of majority, Dame Maud May Murray, wife separate as to property of Arthur Bentley and the latter for the purposes of authorizing his said wife hereto; Dame Gertrude Bridget Murray, widow of the late J. Archibald Gunning, all of the city and district of Montreal, and Dame Rosina Eva Murray, of Brocton, in the commonwealth of Massachusetts, one of the United States of America, wife separate as to property of Thomas F. Madden, of the same place, and the latter for the purpose of hereto authorizing his said wife to *ester en justice*, are Defendants; and Thomas F. Madden, Insurance Superintendent, of the city of Brocton, in the commonwealth of Massachusetts, one of the United States of America, as well personally as in his qualities of Administrator, duly appointed by order of the Probate Court for the county of Plymouth, in said commonwealth, bearing date the 25th. day of May, 1925, of the estate of his late wife, said Dame Rosina Eva Murray, in her lifetime of the same place and of guardian, duly named and appointed by an order of said Probate Court bearing date 25th. day of January, 1926, of his minor son William John Madden, born on February 7th, 1907, issue of his marriage with his said late wife; John P. Murray, of the city and district of Montreal, Clerk, in his quality of tutor, duly named and appointed by Judgment of the said Superior Court, bearing date March 8th, 1926, to said minor, William John Madden; and Peter James Madden *alias* Murray, of the city of Buffalo, in the state of New York, another of said United States of America, are Petitioners *en reprise d'instance*, the petition *en reprise d'instance* having been granted by Judgment of the Superior Court, rendered on the 30th, of March, 1926, at Montreal, the licitation of certain immoveables was ordered by the said Judgment of the Superior Court, rendered on the 4th. of June, 1924, which immoveables are described as follows, to wit:

a. Properties bearing cadastral number 116 on the official plan and book of reference of the Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic numbers 706, 708, 710, 712 and 714 of Lagauchetière Street East.

b. Properties bearing cadastral number 478, on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic numbers 1213 to 1221 inclusively, Dorion Street.

c. Properties bearing cadastral number 479, on the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic numbers 1225 to 1229 inclusively of Dorion Street.

d. Properties bearing cadastral numbers 484 and 485, on the official plan and book of reference

pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal; le numéro du cadastre 485, portant les numéros civiques 1030 à 1036, rue Sainte-Catherine-Est, et le numéro du cadastre 484, portant les numéros civiques 1283 à 1285 inclusivement de la rue Dorion, lesdits lots portant les numéros du cadastre 484 et 485.

e. Les propriétés portant le numéro cadastral 454 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 1184 à 1186 rue Dorion.

f. Les propriétés portant le numéro cadastral 451 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 1216 à 1218 rue Dorion.

g. Les propriétés portant le numéro cadastral 211 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 1050, 1052, 1056 et 1060 rue Dorion.

h. Les propriétés portant le numéro cadastral 219 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 1084, 1086, 1090 et 1092 rue Cartier.

i. Les propriétés portant le numéro cadastral 258 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 807 et 809 Lagachetière Est et les numéros civiques 1053, 1061, 1063, 1067 et 1069 rue Plessis.

j. Les propriétés portant le numéro cadastral 477 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, étant les numéros civiques 1201, 1203, 1207 et 1209 rue Dorion.

k. Les propriétés portant les numéros du cadastre 144, 145, 146, 147 et 148 des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-André-d'Acton, dans le district de Saint-Hyacinthe, comté de Bagot, moins la partie du lot 144 qui a été expropriée par le chemin de fer South-Eastern Railway Co.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1928, Cour tenante, en la cité de Montréal, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans la cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 13 décembre 1927.

Le procureur de la demanderesse,
THOMAS-E. WALSH.
Bureau: 750 rue Saint-Gabriel, Montréal.
5903-50-2

of Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, cadastral number 485 bearing civic numbers 1030 to 1036 Saint Catherine Street East, and cadastral number No. 484, bearing civic numbers 1283 to 1285 inclusively on Dorion Street, said lots bearing cadastral numbers 484 and 485.

e. Properties bearing cadastral number 454, on the official plan and book of reference of the Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic number 1184 and 1186 Dorion Street.

f. Properties bearing cadastral number 451, on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the City of Montreal, bearing the civic numbers 1216 and 1218 Dorion Street.

g. Properties bearing cadastral number 211, on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic numbers 1050, 1052, 1056 and 1060 on Dorion Street.

h. Properties bearing cadastral number 219, on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic numbers 1084, 1086, 1090 and 1092 on Cartier Street.

i. Properties bearing cadastral number 258, on the official plan and book of reference of the Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic numbers 807 and 809 Lagachetière Street East, and civic numbers 1053, 1061, 1063, 1067 and 1069 on Plessis Street.

j. Properties bearing cadastral number 477, on the official plan and book of reference for the Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, bearing civic numbers 1201, 1203, 1207 and 1209 on Dorion Street.

k. Properties bearing cadastral numbers 144, 145, 146, 147 and 148 on the official plan and book of reference of the parish of Saint André d'Acton, in the district of Saint Hyacinthe, county of Bagot, less that part of lot 144 which was expropriated by the South Eastern Railway Co.

The immovables above described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1928, at the sitting of the Superior Court, in the city of Montreal, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the Prothonotary's office of the said Court; and all oppositions *afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire* to the said licitation, must be filed in the Prothonotary's office of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions *afin de conserver*, must be filed within the 6 days after the adjudication; and all parties making default to file the said oppositions within the said delays will be foreclosed.

THOMAS E. WALSH,
Attorney for Plaintiff.
750 Saint Gabriel Street, Montreal.
Montreal, December 13, 1927.

5904-50-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-21049.

Dame Mary-Elizabeth Armstrong, épouse séparée de biens de John-C. Shea, de Brockville, Ontario, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs Elizabeth McCarthy, veuve de William-Joseph Single-

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-21049.

Dame Mary Elizabeth Armstrong, wife separate as to property of John C. Shea, of Brockville, Ontario, and the latter to authorize his wife to these presents, plaintiff; vs Elisabeth McCarthy, widow of William Joseph Singleton, of

ton, des cité et district de Montréal, Bernard-Joseph O'Byrne, des cité et district de Montréal, Catherine Ellis O'Byrne, de la ville de New-York, l'un des États-Unis d'Amérique, William-Dennis O'Byrne, de la ville de Keen, dans l'état de New-York, l'un des États-Unis d'Amérique, Elizabeth-Sophia O'Byrne, des cité et district de Montréal, Edward-John O'Byrne, des cité et district de Montréal, James-Stephen Kennedy, des cité et district de Montréal, Kathleen Armstrong, épouse séparée de biens de William McDonough, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa femme aux fins des présentes, Gordon-Dennis Armstrong, des cité et district de Montréal, Henry-Daniel Armstrong, sans domicile connu, Patrick-Joseph Armstrong, de la ville de Winnipeg, Margaret-Irene Armstrong, épouse séparée de biens de E.-H. McIntyre, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa femme aux fins des présentes, Agnes-Ida Armstrong, épouse séparée de biens de Ubald Grégoire, des cité et district de Montréal et ce dernier pour autoriser sa femme aux fins des présentes, Mary McCarthy, épouse séparée de biens d'Isa Brown, de l'état d'Okloha, un des États-Unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser sa femme aux fins des présentes, Andrew McCarthy, des cité et district de Montréal, John McCarthy, des cité et district de Montréal, Edward McCarthy, des cité et district de Montréal, Charles McCarthy, de Lakewood, Ohio, un des États-Unis d'Amérique, William McCarthy, de Los Angeles, Californie, un des États-Unis d'Amérique, Dame Mary-Ann McCarthy, épouse de E.-P. Talon, de Glen Elm, de la province de Québec, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Julia Meagher, veuve de M. Mock, de Northfield, dans l'état de Minnesota, un des États-Unis d'Amérique, Dame Mary Collanan, veuve de Theo Tschoon, de Northfield, Minnesota, un des États-Unis d'Amérique, Catherine Collanan, de Northfield, Minnesota, un des États-Unis d'Amérique, Mary Meagher, épouse séparée de biens de Henry Byrnes, de Minneapolis, Minnesota, un des États-Unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Anna Eiden, épouse séparée de biens de Raymond Murphy, de Farmington, Minnesota, l'un des États-Unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Mary Eiden, épouse séparée de biens de Michel McLeod, de New Port, Minnesota, un des États-Unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs; et Dame Kathleen Armstrong, épouse séparée de biens de William McDonough, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, en sa qualité d'exécutrice testamentaire, mise en cause.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, rendu le sixième (6) jour du mois de décembre 1927, dans la cause ci-dessus désignée, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un terrain comprenant la moitié d'un lot connu et désigné au plan officiel et au livre de renvoi de la paroisse de Montréal sous le numéro deux mille sept cent quatre (No 2704) mesurant vingt-quatre pieds de largeur par soixante-quinze pieds (75) de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-douze (92) pieds de profondeur dans l'au-

the City and District of Montreal, Bernard Joseph O'Byrne, of the City and District of Montreal, Catherine Ellis O'Byrne, of the City of New-York, one of the United States of America, William Dennis O'Byrne, of the City of Keen, in the state of New-York, one of the United States of America, Elizabeth Sophia O'Byrne, of the City and District of Montreal, Edward John O'Byrne, of the City and District of Montreal, James Stephen Kennedy, of the City and District of Montreal, Kathleen Armstrong, wife separate as to property of William McDonough, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife to these presents, Gordon Dennis Armstrong, of the City and District of Montreal, Henry Daniel Armstrong, without a known domicile, Patrick Joseph Armstrong, of the City of Winnipeg, Margaret Irene Armstrong, wife separate as to property of E. H. McIntyre, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife to these presents, Agnes Ida Armstrong, wife separate as to property of Ubald Gregoire, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife to these presents, Mary McCarthy, wife separate as to property of Isa Brown, of the state of Okloha, one of the United States of America, and the latter to authorize his wife to these presents, Andrew McCarthy, of the City and District of Montreal, John McCarthy, of the City and District of Montreal, Edward McCarthy, of the City and District of Montreal, Charles McCarthy, of Lakewood, Ohio, one of the United States of America, William McCarthy, of Los Angeles, California, one of the United States of America, Dame Mary Ann McCarthy, wife of E. P. Talon, of Glen Elm, of the Province of Quebec, and the latter to authorize his wife to these presents, Dame Julia Meagher, widow of M. Mock, of Northfield, in the state of Minnesota, one of the United States of America, Dame Mary Collanan, widow of Theo. Tschoon, of Northfield, Minnesota, one of the United States of America, Catherine Collanan, of Northfield, Minnesota, one of the United States of America, Mary Meagher, wife separate as to property of Henry Byrnes, of Minneapolis, Minnesota, one of the United States of America, and the latter to authorize his wife to these presents, Dame Anna Eiden, wife separate as to property of Raymond Murphy, of Farmington, Minnesota, one of the United States of America and the latter to authorize his wife to these presents, Mary Eiden, wife separate as to property of Michel McLeod, of New Port, Minnesota, one of the United States of America, and the latter to authorize his wife to these presents, defendants; and Dame Kathleen Armstrong, wife separate as to property of William McDonough, of the City and District of Montreal, and the latter to authorize his wife to these presents, in her quality of testamentary executrix, *mise en cause*.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the District of Montreal, rendered on the sixth (6) day of December 1927, in this cause hereinabove described, ordering the licitation of the immoveables described as follows, to wit:

1. A lot of land being the just half of a lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal under the number two thousand seven hundred and four (No. 2704), containing twenty-four feet width by seventy five (75) feet depth on one line, and ninety two (92) feet depth in the other line

tre ligne, plus ou moins; borné en avant par la rue Grand Tronc, en arrière par les lots de la rue Albert, d'un côté par le lot de Louis Lamère, et de l'autre côté par Gabriel Lalonde—avec les bâtisses ci-dessus érigées et portant les numéros civiques cinq cent dix-neuf et cinq cent vingt et un (519-521) de la rue Grand Tronc.

2. La moitié est d'un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux mille sept cent cinq (2705) de la dite moitié est contenant vingt-quatre pieds moins deux pouces de largeur par une profondeur irrégulière; bornée en front par la rue Grand Tronc, d'un côté par le résidu dudit lot et de l'autre côté par le lot numéro deux mille sept cent quatre (2704) des dits plan et livre et en outre par le lot numéro deux mille sept cent douze (2712) des mêmes plans—avec une maison à deux étages en bois et briques portant les numéros civiques cinq cent vingt-sept et cinq cent vingt-neuf (527-529) de la dite rue Grand Tronc et les autres bâtisses dessus érigées, moins une lisière de terre de quatre pieds de largeur par quarante-six pieds de profondeur, pour former la moitié d'un passage commun de huit pieds de largeur qui devra être laissé pour un usage commun dans le milieu du dit lot de terre.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIEME (12) jour de JANVIER 1928, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, Cour tenant, dans la division de pratique chambre 31, ou dans toute autre chambre que le président de cette Cour jugera nécessaire de référer, au palais de justice, en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 7 décembre, 1927.

Le procureur de la demanderesse,
5787—49-2 FABIO MONET.

more or less; bounded in front by Grand Trunk Street, in rear by the lots of Albert Street, on one side by that one of Louis Lamère and on the other side by Gabriel Lalonde—with all the buildings thereon erected and bearing civic numbers five hundred and nineteen and five hundred and twenty one (519-521) of Grand Trunk Street.

2. The East half of a lot of land designated and known, on the official plan and book of reference for the municipality of Montreal, as number two thousand seven hundred and five (2705), said half containing twenty four feet less two inches in width by an irregular depth; bounded in front by Grand Trunk Street, on one side by the other half of the same lot, on the other side by number two thousand seven hundred and four (2704) of said plan and book, and in rear by number two thousand seven hundred and twelve (2712) of the same plan—with a two story wood and brick house and other buildings thereon erected, bearing civic numbers five hundred and twenty seven and five hundred and twenty nine (527-529) of the said Grand Trunk Street, less a strip of land of four feet in width by forty six feet in depth, to form one half of a common passage of eight feet in width which is to be left for common use in the middle of the said lot of land.

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWELFTH (12th) day of JANUARY 1928, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, in Room 31 or in any other Room in which the Honourable Judge would refer to, in the Court House in Montreal, subject to the charges, causes and conditions contained in the list of charges deposited in the Office of the Prothonotary of the Superior Court of the District of Montreal, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, December 7th, 1927.

FABIO MONET,
5788—49-2 Attorney for plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et TENEMENTS sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } LES COMMISSAIRES
No 151. } RES D'ECOLÉS
du village d'Arthabaskaville, demandeurs; vs
P.-H. COTÉ, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé sur le côté nord-est de la rue de la Cour, dans la ville d'Arthabaska, contenant environ 98 pieds et 10 pouces de front sur 200 pieds de profondeur, mesure anglaise, et connu

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } THE SCHOOL COMMISSIONERS for
No. 151. } the village of Arthabaskaville; plaintiffs; vs
P. H. COTE, defendant.

As belonging to said defendant:

An emplacement situated on the north east side of "Court Street", in the town of Arthabaska, containing about 98 feet and 10 inches in front by 200 feet in depth, English measurement, and

et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, comme faisant partie du lot No 267; borné en front par la dite rue, en arrière et du côté sud-est par Mlle Louise Côté et du côté nord-ouest par Uldoric Houle—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Arthabaska, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 21 novembre 1927. 5541—47-2
[Première publication, 26 novembre 1927]

known and designated upon the official plan and book of reference for the village of Arthabaskaville, as forming part of lot No. 267; bounded in front by said street, in rear and on the south east side by Miss Louise Côté and on the north west side by Uldoric Houle—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, at the Court House, Arthabaska, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next (1927), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, November 21, 1927. 5542—47-2
[First publication, November 26, 1927]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } DOMINIQUE BER-
No 10145 } TRAND, demandeur;
contre ALBERT LANDRY, défendeur.

1. La coupe de tout le bois qu'il y a ou peut avoir actuellement sur un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Elzéar-de-Beauce, en la concession Saint-Jacques, de un arpent de front sur onze arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front à Louis Guay ou représentants, en profondeur à la coupe de bois de Léonidas Jacques, nord-ouest à Gédéon Bilodeau et Honoré Couture ou représentants et sud-est à Joseph Laplante et Jean Guay ou représentants, laquelle coupe de bois appert être sur l'immeuble connu et désigné aux plan et livre officiels de renvoi du cadastre pour la paroisse de Saint-Elzéar de la Beauce, sous le numéro cent soixante-deux (No 162).

2. Un emplacement de forme irrégulière, situé en la paroisse de Saint-Maxime, de cinquante pieds de front sur cent dix pieds de profondeur, et de là de cent dix pieds de largeur sur cinquante-huit pieds de profondeur, d'un côté, et de l'autre côté soixante-dix pieds, le tout mesure anglaise et sans garantie de mesure précise; borné en avant partie à un chemin de sortie et partie au terrain de Fortunat Bédard, en arrière au terrain de Joseph Drouin, d'un côté partie à ces derniers et de l'autre côté à celui de Cyrille Beaudoin, connu et désigné aux plan et livre officiels de renvoi du cadastre pour la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, comme faisant partie du numéro sept cent quarante-quatre (partie 744) ce jour, Saint-Maxime-de-Dorchester—le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances, et le dit emplacement avec et y compris tous droits de passage dans un chemin de sortie qu'il peut y avoir en vertu d'un titre antérieur consenti par Hubert Couture à qui de droit, et tel que le tout est actuellement. Sujet, le dit immeuble en dernier désigné, aux droits par Fortunat Bédard de prendre l'eau à un puits existant sur le dit immeuble et sous les privilèges y attachés.

Le tout à charge de payer à qui de droit une rente annuelle foncière de \$18.60.

Pour être vendus, l'item No 1 à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar, à DIX heures de l'avant-midi, et l'item No 2, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maxime

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } DOMINIQUE BER-
No. 10145. } TRAND, plaintiff;
against ALBERT LANDRY, defendant.

1. The cut of all the timber there is or may be actually on a certain lot of land situate in the parish of Saint Elzéar de Beauce, in the Saint Jacques concession, of one arpent in front by eleven arpents in depth, more or less; bounded in front by Louis Guay or representatives, in depth by the cut of timber of Leonidas Jacques, on the northwest by Gédéon Bilodeau and Honoré Couture or representatives, and on the southeast by Joseph Laplante and Jean Guay or representatives, which cut of timber appears to be on the immovable known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Elzéar de la Beauce, under the number one hundred and sixty two (No. 162);

2. An emplacement of irregular outline situate in the parish of Saint Maxime, of fifty feet in front by one hundred and ten feet in depth, and thence one hundred and ten feet in width by fifty eight feet in depth, on one side, and on the other side seventy feet, all English measure and without warranty of precise measurement; bounded in front partly by an exit road and partly by the land of Fortunat Bédard, in the rear by the land of Joseph Drouin, on one side partly by the latter and on the other side by that of Cyrille Beaudoin, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Marie de la Beauce, as forming part of number seven hundred and forty four (part 744), now Saint Maxime de Dorchester—the whole with buildings, circumstances and dependencies, and the said emplacement with and including all rights of way in an exit road that there may be thereon, in virtue of a previous title assented to by Hubert Couture in favor of whom it may concern, and as the whole is actually. The said immovable lastly described is subject to the rights, in favour of Fortunat Bédard, to obtain water at a well existing on the said immovable and under the privileges attached thereto.

The whole subject to the charge of paying whom it may concern a yearly ground rent of \$18.60.

To be sold, item No. 1 at the church door of the parish of Saint Elzéar, at TEN o'clock in the forenoon, and item No. 2 at the church door of the parish of Saint Maxime de Scott, at TWO

de Scott, à DEUX heures de l'après-midi, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1928.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT,
St-Joseph, Beauce, 12 décembre, 1927.

5875—50-2

[Première publication, 17 décembre, 1927]

o'clock in the afternoon, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, 1928.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office,
St. Joseph, Beauce, 12th December, 1927.

5876—50-2

[First publication, 17 December, 1927]

BEAUHARNOIS

FIERIS FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat dans et pour le comté de Huntingdon.

No. 1009. } OLIVIER DUROCHER, Deman-
deur; vs WILLIAM SENE-
CAL, défendeur.

Saisis comme appartenant au Défendeur:

1. Ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Dundee, sous le numéro trente-C (30-C), faisant partie du lot No 30 du Rang "Broken Front", de la subdivision primitive du dit canton Dundee; borné vers le nord-est par le lot No 29-B, vers le sud-est par le lot No 30-B, vers le sud-ouest par le lot No 31-D, et vers le nord-ouest par la Rivière aux Saumons, contenant une superficie de vingt-cinq acres (25. 0. 00) ou de vingt-neuf arpents cinquante-sept perches (29.57);

2. Ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Dundee sous le numéro trente et un D (31-D), faisant partie du lot numéro 31 du Rang "Broken Front"; de la subdivision primitive du dit canton Dundee; borné vers le nord-est par le lot No 30-C, vers le sud-est par le No 31-C, vers le sud-ouest par le No 32-B, et vers le nord-ouest, par la Rivière aux Saumons, contenant une superficie de vingt-cinq acres (25. 0. 00) ou de vingt-neuf arpents cinquante-sept perches (29.57)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Agnès-de-Dundee, le TRENTE et UNIEME jour de DECEMBRE 1927, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CRÉPIN,
Salaberry-de-Valleyfield, le 19 novembre 1927.
[Première publication, le 26 novembre 1927]
5543—47-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court in and for the County of Huntingdon.

No. 1009. } OLIVIER DUROCHER, Plain-
tiff; vs WILLIAM SENE-
CAL, Defendant.

Seized as belonging to Defendant:

1. That lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Dundee, under the number thirty-C (30-C), forming part of lot No. 30 of the "Broken Front" range of the primitive subdivision of the said township of Dundee; bounded towards the north-east by lot No. 29-B, towards the south-east by lot No. 30-B, towards the south-west by lot No. 31-D and towards the north-west by Salmon River, containing in area twenty five acres (25.0.00) equal to twenty-nine arpents fifty-seven perches (29.57);

2. That lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Dundee, under the number thirty-one-D (31-D), forming part of lot No. 31 of the "Broken Front" range of the primitive subdivision of the said township of Dundee, bounded to the north-east by lot No. 30-C, to the south-east by lot No. 31-C, to the south-west by lot No. 32-B and to the north-west by Salmon River, containing in area twenty five acres (25.0.00) equal to twenty-nine arpents fifty-seven perches (29.57)—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Ste-Agnès de Dundee, the THIRTY FIRST day of DECEMBER, 1927, at TWO o'clock in the afternoon.

DOMINA CRÉPIN,
Sheriff's office,
Salaberry de Valleyfield, November 19th. 1927.
[First publication, November 26, 1927]
5544—47-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, }
Province de Québec, } SHERBROOKE
District de St-François, } TRUST CO., de-
No 151. } manderesse; vs
ALFRED MERLE

BOWKER ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant au Défendeur:

Les lots numéros mille cinq cent vingt-huit (1,528), mille six cent treize (1,613) et mille six cent quatorze (1,614), au plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi du canton Bolton, district de Bedford, sauf et excepté la portion du dit lot mille six cent treize (1,613) vendue par Christopher-W. Bryant à Sa Majesté le Roi, par acte de vente devant témoins en date du cinquième jour d'août 1910 et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Brome, dans le Régis-

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, }
Province of Québec, } SHERBROOKE
District of St. Francis, } TRUST CO.,
No. 151. } Plaintiff; vs AL-
FRED MERLE

BOWKER ET AL. Defendants.

As belonging to defendants:

Lots numbers fifteen hundred and twenty eight (1,528), sixteen hundred and thirteen (1,613) and sixteen hundred and fourteen (1,614), of the official cadastral plan and in the book of reference of the Township of Bolton, District of Bedford, save and except the portion of said lot sixteen hundred and thirteen (1,613) sold by Christopher W. Bryant to His Majesty the King, by deed of sale executed before witnesses on the fifth day of August, 1910, and registered

tre B, Volume 64, No 37120, excepté cette partie du dit lot numéro mille six cent treize (1, 613), vendue à Dame Marie-Louise Dufresne, veuve de feu Aimé Marsan, mesurant cent douze pieds dans les lignes est et ouest par soixante-six pieds le long du chemin du gouvernement et plus particulièrement décrite dans un acte passé devant L.-A. Gaudet, N.P., le six septembre 1919, registre B, Vol. 67, No 43978, et aussi excepté les droits à une certaine source donnés à Dame Marie-Louise Dufresne, tels que décrits dans un acte passé devant O. Tourigny, N. P., le vingt-deuxième jour de septembre 1923, Régistre B, Vol. 70, No 48072, Bureau d'enregistrement du comté de Brome—avec toutes les dépendances et les édifices y érigés et qui font partie du dit immeuble.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Benoît-du-Lac, dans le canton Bolton, district de Bedford, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE 1927, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sweetsburg, Qué., C.-B. JAMESON.
le 22 novembre 1927. Sheriff's office,
[Première publication, le 26 novembre 1927] Sweetsburg, Que., November 22nd., 1927.
5545-47-2 [First publication, November 26, 1927]
5546-47-2

in Brome County Registry Office, in Register B, Volume 64, No. 37120, except that part of said lot number sixteen hundred and thirteen (1,613), sold to Mrs. Marie Louise Dufresne, widow of the late Aimé Marsan, being one hundred and twelve feet on its East and West lines, by sixty six feet along the Government Road, as more fully described by deed passed before L. A. Gaudet, N.P., September 6th., 1919, Register B, Vol. 67, No. 43978, and also except the rights to a certain spring given to Mrs. Marie Louise Dufresne, as shown by deed passed before O. Tourigny, N.P., on the twenty second day of September, 1923, Register B, Vol. 70, No. 48072, Brome County Registry Office—together with all the appurtenances and buildings thereon and thereonto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Benoit du Lac, in the township of Bolton, District of Bedford, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER, 1927, at TWO of the clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JEREMIE PROVOST,
District de Joliette. } ci-devant cultivateur,
No 1854. } actuellement rentier,
de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, dans le district de Joliette, demandeur; vs GEORGE PROVOST, ci-devant du même lieu et actuellement aux Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Une terre située dans le rang B du canton Brassard, en la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, de deux cent six acres de terre en superficie, étant les lots Nos 35a, 35b et 36 du rang B, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Brassard, en la paroisse de Saint-Michel-des-Saints—bâtie de maison et dépendances.

Pour être vendue le DIX-SEPTIEME jour du mois de JANVIER 1928, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEORGE DES ROCHES.
Ce 13e jour de décembre 1927. 5931-50-2
[Première publication, 17 décembre 1927]

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } JEREMIE PROVOST,
District of Joliette. } heretofore farmer and
No. 1854. } actually annuitant, of
the parish of Saint Michel des Saints, district of Joliette, Plaintiff; vs GEORGE PROVOST, heretofore of the same place and actually in the United States of America, Defendant.

A farm situate in range B of the township of Brassard, in the parish of Saint Michel des Saints, containing two hundred and six acres in area, being lots Nos. 35a, 35b and 36 of range B, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Brassard, in the parish of Saint Michel des Saints—with house and dependencies thereon erected.

To be sold on the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1928, at the door of the church of the parish of Saint Michel des Saints, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DES ROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
This 13th day of December, 1927. 5932-50-2
[First publication, December 17, 1927]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
Rivière-du-Loup, à savoir: } SAMUEL-CHAR-
No 5030. } LES RIOU,
avocat, de la cité de Rivière-du-Loup, l'un des demandeurs en la présente cause, dans laquelle Ferdinand J. Michaud, Arthur-L. Pelletier, tous deux marchands, Noémie Piuze, veuve de feu le docteur Félix-E. Gilbert, et le dit Samuel-Charles Riou, avocat, tous quatre de la cité de Fraserville, sont demandeurs; contre STANISLAS-J. FRENETTE, ci-devant, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de la cité et du district de Montréal, à savoir:

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.
Rivière du Loup, to wit: } SAMUEL CHAR-
No. 5030. } LES RIOU,
advocate, of the city of Rivière du Loup, one of the plaintiffs in the present cause, in which Ferdinand J. Michaud, Arthur L. Pelletier, both merchants, Noemie Piuze, widow of the late Doctor Felix E. Gilbert, and the said Samuel Charles Riou, advocate, all four of the city of Fraserville, are plaintiffs; against STANISLAS J. FRENETTE, heretofore of the city and district of Saint Hyacinthe, and now of the city and district of Montreal, to wit:

Un lot de terre situé en le village de Saint-Georges-de-Cacouna; borné au nord, au chemin public, au sud, à Elie Beaulieu, à l'est, à Louis Dubé, et à l'ouest, à Léandre Bérubé, et désigné au cadastre officiel pour le village de Saint-Georges-de-Cacouna, sous le numéro six (6)—avec ensemble les trois maisons et autres bâtisses construites sur le dit lot de terre, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de Saint-Georges-de-Cacouna, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 22 novembre 1927.
[Première publication, 26 novembre 1927]
5547—47-2

A lot of land situate in the village of Saint Georges de Cacouna; bounded on the north by the public road, on the south by Elie Beaulieu, on the east by Louis Dubé and on the west by Léandre Bérubé, and designated on the official plan for the village of Saint Georges de Cacouna, under number six (6)—together with the three houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Georges de Cacouna, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, November 22, 1927.
[First publication, November 26, 1927]
5548—47-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS

Côur Supérieure.

Province of Québec, } L'ESLYSIBLEY, mar-
District de Montcalm, } chand, du village
No 1232. } de L'Annonciation,
demandeur; vs ALPHONSE LABELLE, de
Labelle, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur, les lots de terre Nos (93) quatre-vingt-treize et (94) quatre-vingt-quatorze des plan et livre de renvoi officiels du village de Labelle, district de Montcalm—avec bâtisses ci-dessus érigées; sauf excepté cependant du terrain ci-dessus désigné un morceau de terre de 80 pieds de front par 80 pieds de profondeur; borné en front par la rue principale du village de Labelle, d'un côté par le chemin conduisant à la Conception et des deux autres côtés par le terrain sus-décrit—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Labelle, SAMEDI, LE VINGT ET UNIEME jour de JANVIER 1928, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, LAMARCHE & BOUDREAU, Sheriff's Office,
Mont-Laurier, ce 9 décembre 1927. Mont Laurier, December 9, 1927.
5877—50-2 5878—50-2
[Première publication, 17 décembre, 1927] [First publication, 17 December, 1927]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } J.-RAOUL BOULAN-
No 2777. } J. GER, industriel,
de la ville de Montmagny, demandeur; contre
PHILIAS BOULET, cultivateur, de la paroisse
de Saint-Thomas, défendeur.

1. Le lot de terre numéro six cent trente (630) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas contenant en superficie, environ, quatre-vingt-huit (88) arpents—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot de terre numéro six cent trente et un (631), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas—circonstances et dépendances.

3. Une terre à bois connue et désignée aux

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court

Province of Québec, } L'ESLY SIBLEY, mer-
District of Montcalm, } chant, of the village
No. 1232 } of L'Annonciation,
plaintiff; vs ALPHONSE LABELLE, of Labelle,
defendant.

Seized as belonging to the defendant, the lots of land (No. 93) ninety three and (94) ninety four on the official plan and book of reference of the village of Labelle, district of Montcalm—with the buildings thereon erected, save and except however from the land hereabove designated a parcel of land of 80 feet in front by 80 feet in depth; bounded in front by the main street of the village of Labelle, on one side by the road leading to La Conception and on the two other sides by the land hereabove described—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Labelle, on SATURDAY, the TWENTY FIRST of JANUARY, 1928, at THREE o'clock in the afternoon.

LAMARCHE & BOUDREAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Mont Laurier, December 9, 1927.
5878—50-2
[First publication, 17 December, 1927]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } J. RAOUL BOULAN-
No. 2777. } J. GER, manufactur-
er, of the town of Montmagny, plaintiff; against
PHILIAS BOULET, farmer, of the parish of
Saint Thomas, defendant.

1. That lot of land number six hundred and thirty (630), on the official cadastre for the parish of Saint Thomas, containing about eighty eight (88) arpents in area—with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. That lot of land number six hundred and thirty one (631), on the official cadastre for the parish of Saint Thomas—circumstances and dependencies.

3. A timber land known and designated on the

plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Thomas comme faisant partie du lot numéro huit cent soixante et un (861).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Montmagny, MARDI le VINGT-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain (1927), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montmagny, 22 novembre 1927. 5549—47-2 J.-C. LISLOIS.
[Première publication, 26 novembre 1927]

official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Thomas as forming part of lot number eight hundred and sixty one (861).

To be sold at the door of the parochial church of Saint Thomas de Montmagny, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, 1927, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. C. LISLOIS,
Montmagny, November 22, 1927. 5550—47-2 Sheriff.
[First publication, November 26, 1927]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FREDERICK FRANKE, de la cité de Westmount, district de Montréal, et FERNAND LEVASSEUR, de la cité de Montréal, tous deux commerçants, demandeurs; vs ANTOINE PIGEON, de la cité de Montréal, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Georges, en la cité de Montréal, et connu et désigné comme portant le lot No sept cent cinquante-six (756), aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Laurent, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, y compris système d'arrosoir automatique, poulies, etc., le dit lot de terre ayant quarante-trois (43) pieds de largeur par soixante-quatorze (74) pieds de profondeur environ, et une superficie de trois mille cent quatre-vingt-deux pieds (3182) mesure anglaise, plus ou moins; tel que le tout se trouve et avec les droits que le défendeur peut avoir dans la ruelle au côté sud-est du dit immeuble, et avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble en cette cause, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le dixième jour de novembre dernier, aura lieu de nouveau au même endroit le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

A la folle-enchère de Moses Sigal, suivant jugement de l'Hon. juge P. Demers, en date du 29 novembre 1927.

Un dépôt de 2290.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, daté le 3 décembre 1927.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 13 décembre, 1927. OMER LAPIERRE. 5893

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CELINA GUILBAULT, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens d'ALEXANDRE GOYER, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ALEXANDRE GOYER, défendeur.

"Un lot de terre situé en la cité de Montréal, étant le coin sud-est des rues Laurier et Henri-Julien, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-treize, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses dessus y érigées; contenant trente-neuf pieds de front par trente-neuf pieds de profondeur, plus ou

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FREDERICK FRANKE, of the city of Westmount, district of Montreal, and FERNAND LEVASSEUR, of the city of Montreal, both traders, Plaintiffs; vs ANTOINE PIGEON, of the city of Montreal, Defendant.

An emplacement fronting on St. Georges Street, in the city of Montreal, and known and designated as bearing lot No. seven hundred and fifty six (756), on the official plan and book of reference of St. Lawrence Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, including the automatic sprinkling system, pulleys, etc., the said lot of land having about forty-three (43) feet in width by seventy four (74) feet in depth and a superficies of three thousand one hundred and eighty two (3182) feet, English measure, more or less, as the whole subsists and with the rights which the defendant may have in a lane on the southeast side of the said immovable, and with the active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immovable.

Notice is hereby given that the sale of the immovable in this cause which was held at my office, in the city of Montreal, the tenth day of November last, shall again be held at the same place, the TWELFTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

For false bidding of Moses Sigal, pursuant to a judgment of the Honourable Justice P. Demers, dated the 29th of November, 1927.

A deposit of \$2,290.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 3rd of December, 1927.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montreal, December 13, 1927. Sheriff. 5894

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CELINA GUILBAULT, of the city and district of Montreal, wife separate as to property by marriage contract of ALEXANDRE GOYER, of the same place, and duly authorized to ester en justice for the purposes hereof, plaintiff; vs ALEXANDRE GOYER, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, being the southeast corner of Laurier and Henri-Julien Streets, known and designated as being lot number one hundred and seventy three on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis—with all the buildings thereon erected, measuring thirty nine feet in front by thirty nine feet in depth, more or

moins; avec toutes les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble".

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 13 décembre 1927. 5895—50-2
[Première publication, 17 décembre, 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J.-G. DUHAMEL, de-
No A-18995. } J. mandeur; vs J.-A.
MARTEL ET JEAN BEETZ, défendeurs; et
T. BRASSARD, registrateur pour la division
d'enregistrement de Montréal, mis-en-cause.

Comme appartenant aux dits défendeurs:

Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les subdivisions deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-trois du lot originaire numéro soixante et un (Nos 61-252 et 253), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées, situés rue Brodeur entre Boulevard Décarie et Girouard.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 14 décembre 1927. 5933—50-2
[Première publication, 17 décembre 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE PRUDENTIAL
No D-21765. } INSURANCE CO.
OF AMERICA, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Newark, dans le comté d'Essex, dans l'Etat de New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à faire affaires au Canada, Demanderesse; vs EXCHANGE SECURITIES, LTD., de la cité et du district de Montréal, défenderesse, et AIME LOZEAU, curateur.

Comme appartenant à la défenderesse et en possession de Aimé Lozeau, curateur:

Un emplacement ayant front sur l'avenue Beaconsfield, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision deux cent onze du lot numéro cent soixante-cinq (165-211) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant, ledit emplacement, vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-onze pieds de profondeur.

Avec les bâtisses sus-érigées, portant autrefois le numéro civique 312 avenue Beaconsfield, maintenant connu comme étant le numéro 308 avenue Beaconsfield.

Avec et à charge d'une servitude réciproque de droit de passage et de vue dans et sur le passage de huit pieds de largeur sur une profondeur de soixante-et-onze pieds de l'avenue Beaconsfield, du côté nord-ouest du dit emplacement, lequel passage est composé de deux lisières de terrain d'une largeur de quatre pieds chacune, une prise du côté nord-ouest dudit emplacement et l'autre du côté sud-est de la subdivision deux cent douze du dit lot (165-212), sur une profondeur, dans les deux cas, de soixante-et-onze pieds de l'avenue Beaconsfield.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$650.00 sera exigé de chaque

less; with all servitudes, active and passive, attached to the said immovable.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1927. 5896—50-2
[First publication, 17 December, 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J. G. DUHAMEL, Plain-
No. A-18995. } J. tiff; vs J. A. MARTEL,
AND JEAN BEETZ, Defendants; AND T. BRAS-
SARD, registrar for the Registration Division
of Montreal, *mis-en-cause.*

As belonging to the said defendants:

Two lots of land situate in the city of Montreal, known and designated as being subdivisions two hundred and fifty two and two hundred and fifty three of the original lot number sixty one (Nos. 61-252 & 253) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with buildings thereon erected, situate on Brodeur Street, between Decarie and Girouard boulevards.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 14, 1927. 5934—50-2
[First publication, December 17, 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE PRUDENTIAL IN-
No. D-21765. } SURANCE CO. OF
AMERICA, a body politic and corporated having its head office and principal place of business in the city of Newark, in the county of Essex, in the State of New Jersey, one of the United States of America, duly licensed under the laws of Canada, Plaintiff; vs EXCHANGE SECURITIES, LTD., of the city and district of Montreal, Defendant, and AIME LOZEAU, curator.

As belonging to the Defendant and in the possession of Aimé Lozeau, curator:

An emplacement fronting on Beaconsfield Avenue, in the city of Montreal, known as subdivision two hundred and eleven of lot number one hundred and sixty five (165-211), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring, the said emplacement, twenty five feet in width by ninety one feet in depth.

With the building thereon erected, bearing formerly civic number 312 Beaconsfield Avenue, now known as 308 Beaconsfield Avenue.

Together with and subject to a reciprocal servitude of right of passage and of view in over, and upon the passage eight feet in width by seventy-one feet in depth from Beaconsfield Avenue, on the North-West side on the said emplacement, which passage is composed of two strips of land each four feet in width, the one taken from the North West side of the said emplacement and the other from the South East side of subdivision two hundred and twelve of the said lot (165-212), by a depth in each case of seventy one feet from Beaconsfield Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, in the NINETEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$650.00 shall be exacted from each

offrant ou enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté ce sixième jour de décembre 1927.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 14 décembre 1927. 5935—50-2
[Première publication, 17 Décembre 1927]

and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a Judgment of Hon. Judge Coderre, dated December 6th., 1927.

Sheriff's office,
Montreal, December 14, 1927. 5936—50-2
[First publication, December 17, 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE PRUDENTIAL**
No F23765. } **INSURANCE CO.**
OF AMERICA, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Newark, dans le comté d'Essex, dans l'Etat de New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à faire affaires au Canada, demanderesse; vs EXCHANGE SECURITIES, LIMITED, défenderesse, et AIME LOZEAU, curateur.

Comme appartenant à la défenderesse et maintenant en possession de Aimé Lozeau, curateur:

Un emplacement ayant front sur l'avenue Beaconsfield, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision deux cent quatorze du lot numéro cent soixante-cinq (165-214) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant, le dit emplacement, vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-onze pieds de profondeur.

Avec les bâtisses sus-érigées, portant autrefois le numéro civique 318 avenue Beaconsfield, maintenant connu comme étant le numéro 314 avenue Beaconsfield.

Avec et à charge d'une servitude réciproque de droit de passage et de vue dans et sur le passage de huit pieds de largeur sur une profondeur de soixante-et-onze pieds de l'avenue Beaconsfield, du côté sud-est dudit emplacement, lequel passage est composé de deux lisières de terrain d'une largeur de quatre pieds chacune, une prise du côté sud-est dudit emplacement et l'autre du côté nord-ouest de la subdivision deux cent treize du dit lot (165-213), sur une profondeur, dans les deux cas, de soixante-et-onze pieds de l'avenue Beaconsfield.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$650.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté ce sixième jour de décembre 1927.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 13 décembre 1927.
[Première publication, 17 décembre 1927]
5937—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE PRUDENTIAL**
No F23951. } **INSURANCE CO.**
OF AMERICA, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Newark, dans le comté d'Essex, en l'état de New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à faire affaires au Canada, demanderesse; vs DAME ELSIE HOERNER *et vir*, de la cité et du district de Montréal, defenderesse, et AIME LOZEAU, curateur.

Comme appartenant à la défenderesse et en la possession d'Aimé Lozeau, curateur:

Un emplacement ayant front sur l'avenue Beaconsfield, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision deux cent douze du lot

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE PRUDENTIAL**
No. F23765. } **INSURANCE CO.**
OF AMERICA, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the City of Newark, in the County of Essex, in the State of New Jersey, one of the United States of America, duly licensed under the laws of Canada, plaintiff; vs EXCHANGE SECURITIES, LIMITED, defendant, and AIME LOZEAU, curator.

As belonging to the defendant and presently in the possession of Aimé Lozeau, curator:

An emplacement fronting on Beaconsfield Avenue, in the City of Montreal, known as subdivision two hundred and fourteen of lot number one hundred and sixty five (165-214), on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, measuring, the said emplacement, twenty five feet in width by ninety one feet in depth.

With the building thereon erected, bearing formerly civic No. 318 Beaconsfield Avenue, now known as 314, Beaconsfield Avenue.

Together with and subject to a reciprocal servitude of right of passage and of view in, over and upon the passage eight feet in width by seventy one feet in depth from Beaconsfield Avenue, on the south east side of the said emplacement, which passage is composed of two strips of land each four feet in width, the one taken from the south east side of the said emplacement, and the other from the north west side of subdivision two hundred and thirteen of the said lot (165-213) by a depth in each case of seventy one feet from Beaconsfield Avenue.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$650.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated December 6th., 1927.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 13, 1927.
[First publication, December 17, 1927]
5938—50-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE PRUDENTIAL IN-**
No. F-23951 } **SURANCE CO. OF**
AMERICA, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the City of Newark, in the County of Essex, in the State of New Jersey, one of the United States of America, duly licensed under the laws of Canada, plaintiff; vs DAME ELSIE HOERNER *et vir*, of the city and district of Montreal, defendant, and AIME LOZEAU, curator.

As belonging to the defendant and in the possession of Aimé Lozeau, curator:

An emplacement fronting on Beaconsfield Avenue, in the City of Montreal, known as subdivision two hundred and twelve of lot number

numéro cent-soixante-cinq (165-212) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant, ledit emplacement, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur.

Avec les bâtisses sus-érigées portant autrefois le No 314 avenue Beaconsfield, maintenant connu comme étant le No 310 avenue Beaconsfield, le mur nord-ouest étant mitoyen;

Avec et à charge d'une servitude réciproque de droit de passage et de vue dans et sur le passage de huit pieds de largeur sur une profondeur de soixante-et-onze pieds de l'avenue Beaconsfield, du côté sud-est dudit emplacement, lequel passage est composé de deux lisières de terrain d'une largeur de quatre pieds chacune, une prise du côté sud-est dudit emplacement et l'autre du côté nord-ouest de la subdivision deux cent onze dudit lot (165-211) sur une profondeur, dans les deux cas, de soixante-et-onze pieds de l'avenue Beaconsfield.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$650.00 sera exigé de chaque ofrant ou enchérisseur, avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le sixième jour de décembre 1927.

Bureau du Shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, le 14 décembre, 1927. 5939—50-2
[Première publication, 17 décembre, 1927]

one hundred and sixty-five (165-212), on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, measuring, the said emplacement, twenty-five feet in width by ninety-one feet in depth.

With the building thereon erected, bearing formerly No. 314 Beaconsfield Avenue, now known as 310 Beaconsfield Avenue, the north-west wall whereof is *mitoyen*.

Together with and subject to a reciprocal servitude of right of passage and of view in, over and upon the passage eight feet in width by seventy one feet in depth from Beaconsfield Avenue, on the south east side of the said emplacement, which passage is composed of two strips of land each four feet in width, the one taken from the south east side of the said emplacement and the other from the north-west side of subdivision two hundred and eleven of the said lot (165-211), by a depth in each case of seventy one feet from Beaconsfield Avenue.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

A deposit of \$650.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated December 6th., 1927.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, December, 14th., 1927. 5940—50-2
[First publication, 17 December, 1927]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DAME JOSEPHINE
No C-20966. } DEMERS, de la cité
et du district de Montréal, veuve de feu Césaire-Ildège Paiement, de son vivant du même lieu, Demanderesse; vs JOSEPHAT-S. BLONDIN, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un certain emplacement faisant front sur le Boulevard Gouin Est, en la cité de Montréal, d'une largeur de vingt-trois pieds et deux pouces sur une profondeur de cent trente-quatre pieds dans sa ligne nord-est et de cent trente-six pieds et six pouces dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise, plus ou moins, et étant composé, le dit emplacement: (A) du lot de terre No 1, redivision du No deux, subdivision officielle du lot originaire No deux cent cinquante-cinq; (B) du lot de terre No trois, redivision du lot No trois, subdivision officielle du dit lot originaire No deux cent cinquante-cinq (255-2-1 et 255-3-3) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec droit de passage et de vue en commun dans et sur le lot de terre No 255-3-2, des susdits plans et livre de renvoi officiels—avec aussi toutes les bâtisses érigées sur le dit emplacement, notamment une maison portant le No civique 81 du dit Boulevard Gouin Est, Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain (1928), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's office,
Montréal, 22 novembre 1927. 5555—47-2
[Première publication, le 26 novembre 1927]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DAME JOSEPHINE
No. C-20966. } DEMERS, of the city
and district of Montreal, widow of the late Césaire-Ildège Paiement, in his lifetime of the same place, Plaintiff; vs JOSEPHAT S. BLONDIN, of the city and district of Montreal, defendant.

A certain emplacement fronting on Boulevard Gouin East, in the city of Montreal, measuring twenty three feet and two inches in width by a depth of one hundred and thirty four feet in its northeast line and one hundred and thirty six feet and six inches in its southwest line, English measure, more or less, and being composed the said emplacement (A) of a lot of land No. 1, redivision of number two, official subdivision of original lot number two hundred and fifty five; (B) of a lot of land number three, redivision of lot number three, official subdivision of the said original lot number two hundred and fifty five (255-2-1 and 255-3-3), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the right of way and view in common in and on the lot of land No. 255-3-2 of the aforesaid official plan and book of reference—also with all the buildings erected on the said emplacement, more particularly a house bearing civic No. 81 of the said Boulevard Gouin East, Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTH day of JANUARY next, (1928), at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's office,
Montreal, November 22, 1927. 5556—47-2
[First publication, November 26, 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOHN PHANEUF, de-
No 17324. } mandeur; vs PAUL
GERMAIN, défendeur.

Un emplacement situé au Parc Molson, cité de Montréal, ayant front sur la rue Molson, contenant 37½ pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, composé: 1. du lot numéro deux cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du numéro deux cent sept (207-296) du plan officiel du village incorporé de la Côte Visitation; 2. de la moitié sud-est du lot numéro deux cent quatre-vingt-quinze de la subdivision dudit lot No 207 (207-295) dudit plan, contenant, la dite partie, douze pieds et demi de largeur par cent cinq pieds de profondeur; bornée en front par la rue Molson, en arrière par une ruelle, au sud-est par le lot ci-dessus décrit, au nord-ouest par le résidu dudit lot No 295.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain (1928), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's office,
Montréal, 22 novembre 1927. 5557-47-2
[Première publication, 26 novembre 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOHN PHANEUF, plain-
No 17324. } tiff; vs PAUL GERMAIN
defendant.

An emplacement situate in Molson's Park, city of Montreal, fronting on Molson Street, measuring 37½ feet in width by one hundred and five feet in depth, composed of: 1. lot number two hundred and ninety six of the official subdivision of number two hundred and seven (207-296), on the official plan for the incorporated village of Côte de la Visitation; 2. the southeast half of lot number two hundred and ninety five of the subdivision of said lot No. 207 (207-295) of said plan, said part measuring twelve and one half feet in width by one hundred and five feet in depth; bounded in front by Molson Street, in the rear by a lane, on the southeast by the above described lot, on the northwest by the residue of said lot No. 295.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JANUARY next, 1928, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's office,
Montreal, November 22, 1927. 5558-47-2
[First publication, November 26, 1927]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } EDMOND POULIOT,
No 6504. } THEODULE SIMARD,
ET ARTHUR BOIVIN, tous trois de Saint-Gré-
goire-de-Montmorency, JOSEPH VALLEE, de
Beauport, ET J.-P. DUSSAULT, de Québec;
contre VICTOR PLAMONDON, marchand,
de Québec, à savoir:

La subdivision No 186 (cent quatre-vingt-six) du lot No 2341-C (deux mille trois cent quarante et un-C), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie-Louise, mesurant 40 pieds de largeur sur 60 pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff's Office,
Québec, ce 30 novembre 1927.
[Première publication, 3 décembre 1927]
[Deuxième publication, 17 décembre 1927]
5673-48-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } EDMOND POULIOT,
No. 6504. } THEODULE SIMARD
AND ARTHUR BOIVIN, all three of Saint Gré-
goire de Montmorency, JOSEPH VALLEE, of
Beauport, and J. P. DUSSAULT, of Quebec;
against VICTOR PLAMONDON, merchant, of
Quebec, to wit:

The subdivision No. 186 (one hundred and eighty six) of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty one-C), on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Marie Louise Street, measuring 40 feet in width by 60 feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, November 30, 1927.
[First publication, December 3, 1927]
[Second publication, December 17, 1927]
5674-48-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 312. } T.-H. PELLETIER, hôtelier, de
la cité de Sherbrooke, dans le
district de Saint-François, demandeur; contre
NAPOLEON DESLAURIERS, de la cité de
Sherbrooke, district de Saint-François, défen-
deur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:
La partie indivise d'une certaine étendue ou

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 312. } T. H. PELLETIER, hotel-keeper,
of the city of Sherbrooke, in
the district of Saint Francis, plaintiff; vs NAPO-
LEON DESLAURIERS, of the city of Sher-
brooke, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
The undivided part of a certain tract or parcel

parcelle de terre désignée comme étant toute cette partie du lot numéro quatre cent soixante-seize (476); aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Est de la cité de Sherbrooke, décrite comme suit: Commençant au coin nord-est du dit lot quatre cent soixante-seize (476), sur la rue du Pont, et de là, vers le sud-ouest, en suivant la dite rue du Pont, cent dix pieds; de là, dans une direction diagonale vers l'arrière du dit lot, cent soixante-dix pieds, jusqu'au ruisseau qui sépare le dit lot du lot numéro quatre cent soixante-dix-sept (477) du dit plan, à un point quarante pieds en droite ligne de la borne est du dit lot, séparant le lot donné par les présentes du lot numéro quatre cent vingt du dit plan; de là, en suivant le ruisseau faisant l'arrière-ligne du dit lot quatre cent soixante-seize, jusqu'au point où il rencontre le dit lot cinq cent vingt, de là, vers le nord, deux cent soixante pieds jusqu'au point de départ, la dite parcelle de terre présentement donnée étant bornée en front par la rue du Pont, à l'ouest par la portion du dit lot quatre cent soixante-seize vendue par James-F. Morkill *et al*, à Théodore Dufour, en arrière par le dit ruisseau qui sépare le dit lot numéro quatre cent soixante-seize du lot numéro quatre cent soixante-dix-sept, et à l'est par la ligne qui sépare le dit lot numéro quatre cent soixante-seize des lots numéros cinq cent vingt, cinq cent vingt et un, cinq cent vingt-deux, cinq cent vingt-trois et cinq cent vingt-quatre du dit plan. La dite portion du dit lot présentement donnée contenant une superficie de treize mille trois cent vingt-six (13,326) pieds carrés, le tout tel qu'indiqué sur le plan du terrain, fait par G.-K. Addie, A.G.Q., en date du trois février 1902.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 22 novembre 1927. 5561—47-2
[Première publication, 26 novembre 1927]

of land designated as all that part of the lot number four hundred and seventy six (476), upon the cadastral plan and book of reference for the East Ward of the city of Sherbrooke, described as follows: Beginning at the north-east corner of said lot four hundred and seventy six on Bridge Street, and running south-westerly along said Bridge Street, one hundred and ten feet; thence, running in a diagonal direction towards the rear of said lot, one hundred and seventy feet, to the brook dividing said lot from the lot number four hundred and seventy seven on said plan, at a point forty feet in a direct line from the easterly boundary of said lot, dividing the lot hereby donated from the lot number five hundred and twenty on said plan; thence, following the brook forming the rear line of said lot four hundred and seventy six to the point where it meets said lot five hundred and twenty; thence, northerly, two hundred and sixty feet to the place of beginning; said parcel of land hereby donated being bounded in front by Bridge Street, on the west by the portion of said lot four hundred and seventy six sold by James F. Morkill *et al* to Théodore Dufour, in rear by the said brook dividing said lots number four hundred and seventy six from lot number four hundred and seventy seven, and on the east by line dividing said lot four hundred and seventy six from lots numbers five hundred and twenty, five hundred and twenty one, five hundred and twenty two, five hundred and twenty three and five hundred and twenty four, upon the said plan. Said portion of said lot hereby donated containing an area of thirteen thousand three hundred and twenty six square feet (13,326), the whole as shown upon the plan thereof made by G. K. Addie, P.L.S., dated the third of February, 1902.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, November 22, 1927. 5562—47-2
[First publication, November 26, 1927].

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat de District.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir:) **D**ANS une cause No 1418.) dans laquelle: JOSEPH CHAMPAGNE, était appellant; vs LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA PAROISSE DE SAINT-NARCISSE, district des Trois-Rivières, étaient intimés, & MAURICE-L. DUPLÉSSIS *et al*, Distrayants, & Les dits Intimés, saisissants, vs JOSEPH CHAMPAGNE, appellant-saisi.

Comme appartenant au dit appellant-saisi Joseph Champagne, savoir: 1. Un lopin de terre situé au lieu de la Hétrière, paroisse de Saint-Narcisse, comté de Champlain, contenant deux arpents de front, sur environ douze arpents de profondeur, prenant son front à la ligne de la terre de Joseph Vellette, et se terminant en profondeur à Victor Rousseau, joignant au sud-ouest à Thomas Piché, de l'autre côté à la North Shore Power Company—avec toutes les bâtisses y érigées, ledit lopin de terre est connu et désigné sous le numéro six cent neuf (No 609), sur les plan et livre de

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District Magistrate's Court.—District of Three-Rivers

Three Rivers, to wit:) **I**N a cause wherein: No. 1418.) JOSEPH CHAMPAGNE was Appellant; vs THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE PARISH OF SAINT NARCISSE, district of Three Rivers, were Respondents, & MAURICE L. DUPLÉSSIS, *et al*, Distracting for costs, & the said Respondents, Seizing, vs JOSEPH CHAMPAGNE, Appellant seized.

As belonging to the said Appellant-seized, Joseph Champagne, to wit: 1. A parcel of land situate at La Hétrière, parish of Saint Narcisse, county of Champlain, measuring two arpents in front by about twelve arpents in depth; bounded in front by the line of the land of Joseph Vellette, and ending in depth at Victor Rousseau, adjoining on the southwest Thomas Piché, and on the other side the North Shore Power Company—with all the buildings thereon erected, the said parcel of land is known and designated under number six hundred and nine (No. 609), on the

renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan;

2. Un lopin de terre situé au même endroit, même paroisse, voisin de celui en premier lieu désigné; borné au nord au cordon des terres de la Hétière, au sud-ouest à la profondeur, au lopin de terre en premier lieu désigné, au nord-est au terrain appartenant à la dite North Shore Power Company, et en profondeur à la même, ce dit lopin de terre fait partie du lot numéro six cent sept (Ptie No 607), sur les plan et livre de renvoi officiels susdits.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, dans le comté de Champlain, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain 1928, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHIL-L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 13 décembre 1927. 5897—50-2
[Première publication, 17 décembre, 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } THOMAS GRE-
No 314. } NIER, deman-
deur; vs ARSENE GENDRON, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, à la concession de la Grande-Acadie, connue et désignée sous le numéro onze cent treize (No 1113) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche—avec une maison et autres bâtisses y érigées;

2. Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, à la concession de Vide-Poche, connue et désignée sous le lot numéro mille cinquante-six (No 1056) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche;

3. Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, à la concession de la Grande Acadie, connue et désignée sous le lot numéro onze cent vingt et un (No 1121) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, dans le comté de Saint-Maurice, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain 1928, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHIL-L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 12 décembre, 1927. 5899—50-2
[Première publication, 17 décembre, 1927]

official plan and book of reference for the parish of Sainte Geneviève de Batiscan;

2. A parcel of land situate at the same place, same parish, next to the parcel of land firstly described; bounded on the north by the division line of La Hétière, on the southwest on the depth, by the parcel of land firstly described, on the northeast by the land belonging to the said North Shore Power Company, and in depth by the same company, the said parcel of land forms part of lot number six hundred and seven (Pt. No. 607), on the aforesaid official plan and book of reference.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Narcisse, in the county of Champlain, the NINETEENTH day of JANUARY next, 1928, at TWO o'clock in the afternoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, December 13, 1927. 5898—50-2
[First publication, 17 December, 1927]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.
Trois-Rivières, to wit: } THOMAS GRE-
No. 314. } NIER, plaintiff;
vs ARSENE GENDRON, defendant.

As belonging to said defendant, to wit: 1. A farm situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the Grande Acadie concession, known and designated under number eleven hundred and thirteen (No. 1113), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Anne d'Yamachiche—with a house and other buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the Vide Poche concession, known and designated under lot number one thousand and fifty six (No. 1056), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Anne d'Yamachiche.

3. A farm situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the Grande Acadie Concession, known and designated under lot number eleven hundred and twenty one (No. 1121), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Anne d'Yamachiche—with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the county of Saint Maurice, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, 1928, at ONE o'clock in the afternoon.

PHIL-L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, December 12, 1927. 5900—50-2
[First publication, 17 December, 1927]

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU.
GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
*Assistant-Procureur- }
 Général-Suppléant. } ATTENDU que l'Honorable* Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre de la subdivision d'une partie du lot No 229, Bloc 41, comprenant les lots Nos 1980 à 1997, du canton de Rouyn (maintenant ville de Rouyn), comté de Témiscamingue, compris dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau.

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot, autant qu'il est possible de s'en assurer;
3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre de la subdivision d'une partie du lot No 229, Bloc 41, comprenant les lots Nos 1980 à 1997, du canton de Rouyn (maintenant ville de Rouyn), comté de Témiscamingue, et

Nous fixons au dix-neuvième jour de décembre 1927 le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C.C., deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le dix-neuvième jour de décembre 1927, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C.C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C.C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, }
Acting Deputy } WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 261, article 2, a cadastral plan of the subdivision of a part of lot No. 229, Block 41, comprising lots Nos. 1980 to 1997, of the township of Rouyn, (now town of Rouyn), county of Temiscamingue, comprised in the registration division of Temiscamingue, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Temiscamingue, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec, to wit:

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;
2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;
3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number, which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing, in the office of the registration division of Temiscamingue, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the subdivision of a part of lot No. 229, Block 41, comprising lots Nos. 1980 to 1997, of the township of Rouyn (now town of Rouyn), county of Temiscamingue, and

We fix on the nineteenth day of December, 1927, as the day on which the provisions of article 2168 C.C., shall come into force in the registration division of Temiscamingue, respecting the territory hereabove designated, and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the nineteenth day of December, 1927, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 C.C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C.C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of

de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce TREIZIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
5907 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- }
Général-Suppléant. }
ATTENDU que, conformément aux dispositions des Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 1, article 61, paragraphe 24, sous-paragraphe f du paragraphe 14 de la cédule de l'article 17 du Code Civil, et de l'article 7 du Code de Procédure Civile, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, fixer certains jours comme jours de fête publique et que ces jours sont considérés comme "jours fériés" et "jours non juridiques";

ATTENDU que le Jour de Noël 1927 et le premier jour de l'an 1928 coïncident avec les dimanches 25 décembre 1927 et le 1er janvier 1928 et qu'il convient que le lendemain de ces jours soient observés comme "jours fériés" et "jours non juridiques";

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que le 26 décembre 1927 et le 2 janvier 1928 soient observés comme jours de fête publique, au sens des dispositions des Statuts refondus 1925, du Code Civil et du Code de Procédure Civile.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre cité de QUEBEC, de Notre province de Québec, ce SEIZIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
5923 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

QUEBEC, in Our said Province, this THIRTEENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty seven and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

5908 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, }
Acting Deputy }
Attorney General. }
WHEREAS, in conformity with the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 1, article 61, paragraph 24, sub-paragraph f, of paragraph 14 of the schedule of article 17 of the Civil Code, and of article 7 of the Code of Civil Procedure, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, fix certain days as public holidays and that such days shall be considered as "holidays" and "non judicial days";

WHEREAS Christmas Day, 1927, and the first day of the year 1928, coincide with the Sundays of the 25th of December, 1927 and the 1st of January, 1928, and that it is expedient that the day following the said days shall be observed as "holidays" and "non judicial days";

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ordered and enacted and do hereby order and enact that the 26th of December, 1927, and the 2nd of January, 1928, shall be observed as public holidays, within the meaning of the provisions of the Revised Statutes, 1925, the Civil Code and Code of Civil Procedure.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this SIXTEENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty seven, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

5924 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } ATTENDU que le lieu-
Assistant-Procureur- } tenant-gouverneur
Général-Suppléant. } en conseil peut, conformément aux dispositions des Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 156, article 5, ordonner, dans un district, l'usage d'un ou de plusieurs bâtiments convenables pour servir de prisons et déclarer que telles prisons sont des prisons communes et des maisons de correction d'un district;

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire d'établir une prison dans le district de Pontiac, à Ville-Marie, en attendant la construction du palais de justice et de la prison à cet endroit;

ATTENDU que le local communément désigné sous le nom de "palais de justice de Ville-Marie" est un bâtiment convenable pour servir temporairement de prison;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons, conformément aux dispositions des Statuts refondus 1925, chapitre 156, article 5, que la bâtisse communément désignée sous le nom de "palais de justice" à Ville-Marie, dans le district de Pontiac, serve temporairement de prison, et déclarons cette prison commune et maison de correction du district de Pontiac.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce QUATORZIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5925

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS the Lieu-
Acting Deputy } tenant-Governor
Attorney General. } in Council may, in conformity with the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 156, article 5, order, in any district, the use of one or more buildings suitable to serve as gaols and may declare that such gaols shall be common gaols and houses of correction for a district;

WHEREAS it has become necessary to establish a gaol in the district of Pontiac, at Ville-Marie, while awaiting the building of the Court House and Gaol at such place;

WHEREAS the premises commonly designated under the name of "Court House of Ville-Marie" is a building suitable to serve temporarily as a gaol;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ordered and enacted and do hereby order and enact, in conformity with the provisions of the Revised Statutes, 1925, chapter 156, article 5, that the building commonly designated under the name of "Court House", at Ville-Marie, in the district of Pontiac, shall temporarily serve as a gaol and declare such gaol to be a common gaol and house of correction for the district of Pontiac.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this FOURTEENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty seven and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

5926

Assurances

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par le présent donné que le nom officiel de la compagnie "The Stanstead and Sherbrooke Mutual Fire Insurance Company" a été changé en celui de "The Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance Company (Stock Mutual)", en vertu de l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil approuvé le 9 décembre, 1927, conformément aux dispositions de l'article 93 du chapitre 243 des Statuts refondus de Québec, 1925.

Le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
O. E. SHARPE.

Branche des assurances,
Département du Trésor.
Québec, P.Q.

5951—50-2

Insurances

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that the official name of "The Stanstead and Sherbrooke Mutual Fire Insurance Company" has been changed into that of "The Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance Company (Stock Mutual)" in virtue of the authorization of the Lieutenant-Governor in Council approved the 9th of December, 1927, and pursuant to the provisions of Article 93 of Chapter 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

5952—50-2

CITÉ DE MONTRÉAL

CITY OF MONTREAL

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 62, Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes :

Charges pour le garage d'automobiles; commissions d'étude ou d'investigation; emprunts: pour expropriation, travaux permanents; expropriations: rôles, coût d'expropriations ou de travaux publics dans certains cas, dépenses: faisant partie du coût d'expropriations, coût de matériaux, bâtiments et terrains expropriés; rôles de taxes, spéciales; pouvoirs du Conseil; nombre de familles par maison, pavages permanents; rôles d'évaluation re: compagnies de chemin de fer; taxes sur salons de coiffure à domicile, sur commerce de bois sur les quais, sur automobiles; sur parcs d'amusement, amphithéâtres ("arenas"), champs de courses; validation de certains actes; vente de terrains, rue Curatteau; vente d'immeubles pour non-paiement de taxes; substitutions, rôles de répartition de fabriques; avis général, avis aux créanciers hypothécaires; limites des quartiers; lignes homologuées; infractions aux règlements; carte d'identité; intérêt sur taxes; commission du service municipal; élections; baux.

Le greffier de la cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de ville,
Montréal, 14 décembre 1927. 5915—50-4

Public notice is hereby given that the City of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different Acts amending the same, on the following matters:

Fees for storage of automobiles; Committees of inquiry or investigation; loans: for expropriations and permanent works; expropriations: rolls, cost of expropriations or of public works in certain cases, expenses forming part of the cost of expropriations, cost of materials, buildings and pieces of land expropriated; special tax rolls; powers of the Council; number of families per house; permanent pavings; valuation rolls re: railway companies; taxes on hair-dressing parlors in private houses, on wood trading on wharves, on automobiles, on amusement parks, arenas and race-courses; validation of certain deeds; sale of pieces of land on Curatteau Street; sale of immovables for non-payment of taxes; substitutions, church assessment rolls, general notice, notice to hypothecary creditors; boundaries of wards; homologated lines; infractions of by-laws; identification card; interest on taxes; Municipal Service Commission; elections; leases.

J. ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 14th. December, 1927. 5916—50-4

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la législature de Québec, pour faire amender sa charte et décreter: (1) que partie du lot 7296 du cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, dans la municipalité de St-Thomas-d'Aquin, est annexé à la cité; (2) que l'article 136, ch. 102, S. R. P. Q., 1925, tel qu'amendé, est amendé en remplaçant le mot novembre par le mot avril; (3) qu'il est défendu de construire sur des bâtisses des escaliers extérieurs sauf sur les faces donnant sur une cour; (4) que le conseil peut voter un octroi de dix mille dollars à la corporation du Séminaire de St-Hyacinthe; (5) que le conseil peut emprunter la somme de quatre-vingt mille dollars pour rembourser un pareil montant échéant le 1er novembre 1928; (6) que le conseil peut imposer une licence sur les pompes servant à la vente d'essence; (7) que le conseil peut adopter un règlement concernant la responsabilité des propriétaires des bâtisses s'égouttant sur les trottoirs; (8) que l'article 12 de la loi 17 George V, chapitre 84, est amendé en remplaçant le deuxième paragraphe par le deuxième paragraphe de l'article 523, chapitre 102, R. S. Q. P., 1925, tel qu'amendé par l'article 34 de la loi 5 George V, chapitre 95; (9) que le conseil peut adopter un règlement libérant la cité de responsabilité pour dommages causés par inondation envers les propriétaires de bâtisses dont les égouts ne seront pas construits suivant les devis prescrits dans le dit règlement; (10) que les argents empruntés pour la construction de systèmes d'aqueduc et d'éclairage ne comptent pas dans la dette de la municipalité pour les fins de déterminer le pouvoir d'emprunt; (11) que le conseil peut accorder une

Notice is hereby given that the City of Saint Hyacinthe will apply to the Quebec Legislature to have its Charter amended and have enacted that: (1) that part of lot 7296 on the Official Plan and Book of Reference for the Parish of Notre Dame de St. Hyacinthe, in the Municipality of St. Thomas d'Aquin, is annexed to the City; (2) that Article 136 of chapter 102 of R. S. P. Q., 1925, as amended, is amended for the city by replacing the word "November", in the first line of the second paragraph thereof, by the word "April"; (3) that it is forbidden to build outside stairs on buildings except on walls giving on inside yards; (4) that the Council may vote the sum of \$10,000.00 to the corporation of "le Séminaire de Saint Hyacinthe"; (5) that the Council may borrow the sum of \$80,000.00 to repay a like amount coming due the 1st. November, 1928; (6) that the Council may impose a license on pumps used to distribute gasoline; (7) that the Council may pass a by-law concerning the liability of the buildings draining on the side-walks; (8) article 12 of the Act 17 George V, chapter 84, is amended by replacing the second paragraph thereof by the second paragraph of article 523 of chapter 102, of R. S. P. Q., 1925, as amended by article 34 of the Act 5 George V, chapter 95; (9) that the Council may pass a By-Law relieving the City from liability to proprietors for damages caused by inundations of buildings, the drains of which are not built in accordance with the requirements; (10) that moneys borrowed for the construction of aqueduct and lighting systems are not to be taken into consideration in arriving at the total debt of the Municipality for the purpose of fixing the borrow-

franchise pour opérer pendant 20 ans un service d'autobus dans les limites de la cité.

Saint-Hyacinthe, 13 décembre 1927.

Le procureur,
5917—50-4 JOHN-G. AHERN.

CITÉ DE VERDUN

La Cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Emprunts pour travaux permanents; subrogation en faveur de ceux qui payent les taxes; ratification d'un contrat avec la Compagnie des Tramways; finance; voirie; expropriation; circulation des voitures dans les rues; secours aux malades indigents; assistance municipale.

Verdun, 14 décembre 1927.

Les procureurs de la Cité de Verdun,
5919—50-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine Session de la Législature de la Province de Québec, une requête sera présentée demandant la passation d'un bill privé permettant à L.-E. Langis Galipeault, étudiant en droit, de la cité de Québec, d'exercer la profession d'avocat dans la Province de Québec, aussitôt après avoir passé les examens requis pour l'admission à la dite pratique du droit.

Québec, 13 décembre, 1927.

5943—50-4 L.-E. LANGIS GALIPEAULT.

Avis public est, par le présent, donné que la Ville Lasalle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 2, George V, chapitre 73 et ses amendements aux fins: de limiter l'évaluation des terrains en culture; d'augmenter les pouvoirs de la ville de réglementer la construction des bâtiments dans la Municipalité; de changer les dispositions concernant la répartition du coût de construction de l'aqueduc et pour être autorisée à répartir de nouveau les versements à échoir sur les taxes spéciales déjà prélevées sous l'autorité du règlement No 56 du conseil de la ville, passé le 18 février 1923; pour valider et ratifier le règlement No 8 du conseil de la ville, passé le 19 mars 1913, accordant à la "Montreal Light Heat & Power Co." une franchise pour l'éclairage et le chauffage au gaz et à l'électricité dans la ville et une commutation de taxes, et pour amender la cédule annexée audit règlement pour exclure les taxes spéciales de la commutation; pour mieux définir les limites de la municipalité scolaire de la Ville Lasalle, et de la municipalité scolaire protestante de Lachine, du côté du fleuve Saint-Laurent, et pour autres fins.

Montréal, 16 décembre, 1927.

Le procureur de la Ville Lasalle,
5945—50-4 A.-S. PELLETIER.

Avis est par les présentes donné que Dame Clara Beauchamp, veuve de Simon Lacombe, personnellement et en sa qualité de tutrice à Marie-Anna Lacombe, mineure, et Marie-Louise et Marie-Jeanne Lacombe s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi décrétant que le dépôt, au bureau d'enregistrement de Montréal, de l'acte de quittance passé à Montréal le 12 septembre 1890 devant M. Pérodeau, notai-

ing powers of the Council; (11) that the Council may grant a franchise for a period of twenty years for the operation of an autobus service within the limits of the City.

Saint Hyacinthe, December 13th, 1927.

JOHN G. AHERN,
5918—50-4 Attorney.

CITY OF VERDUN

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Loans for public works; subrogation in favor of those who pay taxes; ratification of a deed with the Montreal Tramways Company; finance; roads; expropriation; regulation of traffic of any vehicles; municipal assistance.

Verdun, December 14th, 1927.

FAUTEUX & FAUTEUX,
5920—50-4 Attorneys for the City of Verdun.

Notice is hereby given that, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, a petition shall be presented requesting the passing of a private bill allowing L. E. Langis Galipeault, law-student, in the city of Quebec, to practise the profession of advocate in the Province of Quebec, immediately after passing the required examinations for admission to the practice of law.

Québec, December 13, 1927.

5944—50-4 L. E. LANGIS GALIPEAULT.

Public notice is hereby given that the Town of Lasalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act 2, George V, chapter 73, and amendments thereto, for the purposes of: limiting the valuation of the lands under cultivation; increasing the town's powers to make regulations for the construction of buildings in the Municipality; changing the provisions respecting the allotment of the building cost of the aqueduct, and to be authorized to make a new allotment on the instalments maturing on the special taxes already raised under the authority of by-law No. 56 of the Town Council, passed on the 18th of February, 1923; for rendering valid and ratifying by-law No. 8 of the Town Council, passed on the 19th of March, 1913, granting a franchise to the Montreal Light, Heat and Power Co., for lighting and heating with gas or electricity in the town, and an exemption of taxes, and to amend the schedule annexed to said by-law to exclude the special taxes from the exemption; for the better definition of the limits of the School Municipality of the Town of Lasalle, and of the Protestant School Municipality of Lachine, on the side of the river Saint Lawrence, and for other purposes.

Montreal, December 16, 1927.

A. S. PELLETIER,
5946—50-4 Attorney for the Town of Lasalle.

Notice is hereby given that Dame Clara Beauchamp, widow of Simon Lacombe, personally and in her quality of tutrice to Marie Anna Lacombe, minor, and Marie Louise and Marie Jeanne Lacombe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act enacting that the deposit in the Registry office of Montreal, of the deed of discharge passed at Montreal, on the 12th of September, 1890, before N. Perodeau, notary, by

re, par Pierre Persilier dit Lachapelle *et al* à Simon et Joseph Lacombe, est suffisant pour opérer la radiation de l'hypothèque et du privilège résultant de l'enregistrement d'un acte de vente du 14 juillet 1869, consenti par François Chalut *et al* à Simon et Joseph Lacombe, du lot numéro cent trente (130) du cadastre du village de la Côte des Neiges.

Les procureurs des requérantes,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
Montréal, 14 décembre 1927. 5947—50-4

Pierre Persilier dit Lachapelle *et al*, to Simon and Joseph Lacombe, shall be sufficient for the cancellation of the hypothec and privilege resulting from the registration of a deed of sale of the 14th of July, 1869, made by François Chalut *et al* to Simon and Joseph Lacombe, of lot number one hundred and thirty (130) of the cadastre of the village of Côte des Neiges.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for Petitioners.
Montreal, December 14, 1927. 5948—50-4

CANADA

PROVINCE DE QUEBEC

Avis est par les présentes donné que la Compagnie St-Lawrence Paper Mills, Limited, corps politique légalement incorporé, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, pour demander l'adoption d'une Loi ratifiant et validant à toutes fins que de droit: 1. un acte de vente, sous seing privé, consenti par Madame Eva Labrie, épouse de Eustache Simoneau, journalier, agissant tant personnellement que comme tutrice conjointe avec son mari à ses enfants mineurs et par le dit Eustache Simoneau, en sa qualité de tuteur conjoint aux dits enfants mineurs, en faveur de la Compagnie St-Lawrence Paper Mills, Limited, corps politique et incorporé de cette Province, à Trinity Bay, comté de Saguenay, le 21 novembre 1927, et déposé parmi les minutes de J.-A. Gauvin, N.P., le 15 décembre 1927, sous le numéro de minute 1779; 2. un acte de convention et droit de passage, sous seing privé, intervenu entre les mêmes parties le 21 novembre 1927 et déposé parmi les minutes du dit notaire le 15 décembre 1927, sous le numéro de minute 1780.

Québec, 15 décembre 1927.
Le procureur de la pétitionnaire,
5953—50-4 OSCAR BOULANGER, C.R.M.P.

CANADA

PROVINCE OF QUEBEC

Notice is hereby given that the Company St-Lawrence Paper Mills, Limited, a body politic duly incorporated, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the adoption of a Law ratifying and validating for all purposes as of right: 1. a deed of sale under private seal passed between Madam Eva Labrie, wife of Eustache Simoneau, day laborer, acting personally and as joint tutrix with her husband for their minor children, and also between the said Eustache Simoneau, in his quality of joint tutor to the said minor children, in favor of the Company St-Lawrence Paper Mills, Limited, a body corporate of this Province, at Trinity Bay, county of Saguenay, on the 21st. November, 1927, and deposited among the minutes of J. A. Gauvin, N.P., the 15th. December, 1927, under the minute number 1779; 2. a deed of agreement and right of way, under private seal, passed between the same parties the 21st. November, 1927, and deposited among the minutes of the said Notary on the 15th. December, 1927, under the minute number 1780.

Quebec, December 15th., 1927.
OSCAR BOULANGER, K.C.M.P.,
5954—50-4 Attorney for the petitioner.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, No D-27376. Cour Supérieure.

Dame Ethel Aisenstat, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de P.-G. Benny Kimmelfeld, ci-devant manufacturier, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son époux en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,
R.-G. DELORIMIER.
Montréal, 13 décembre 1927. 5949—50-4

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal. No. D-27376. Superior Court.

Dame Ethel Aisenstat, of the city and district of Montreal, wife common as to property of P. G. Benny Kimmelfeld, formerly of the same place, manufacturer, has, this day, sued her husband for separation as to property,

R. G. DELORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, December 13, 1927. 5950—50-4

Bureau-chef

QUEBEC PULP & PAPER CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la "Quebec Pulp & Paper Corporation", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 10 novembre 1927, et ayant son bureau-chef en la ville de Chicoutimi, province de Québec, a établi, à compter du 1er novembre 1927, son bureau d'affaires à Chicoutimi, province de Québec.

Chief Office

QUEBEC PULP & PAPER CORPORATION

Notice is hereby given that the "Quebec Pulp & Paper Corporation", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec dated the 10th of November 1927, and having its head office in the town of Chicoutimi, province of Quebec, has established, from November 1st, 1927 its chief place of business at Chicoutimi, province of Quebec.

Daté en la ville de Chicoutimi, province de Québec, ce treizième jour de décembre 1927.

5913

Le secrétaire,
JEAN-MARC CARIGNAN.

Dated at the town of Chicoutimi, province of Quebec, this thirteenth day of December, 1927.

5914

JEAN-MARC CARIGNAN,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La Compagnie "United American Lines, Incorporated", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 288 rue Saint-Jacques, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Erlenkoitter, de Montréal.

Québec, 6 décembre 1927.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5909

Company authorized to do business

The company "United American Lines, Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at 288 Saint James Street, Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr Charles Erlenkoitter, of Montreal.

Quebec, December 6, 1927.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

5910

Minutes de notaire

Québec, le 14 décembre 1927.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise par M. Alexandre-Eustache Prud'homme, notaire, de la cité de Montréal, au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Eustache Prud'homme, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5927-50-5

Notarial Minutes

Quebec, December 14, 1927.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr Alexandre Eustache Prud'homme, notary, of the City of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Eustache Prud'homme, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary

5928-50-5

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC—QUEBEC SECTION.

CANDIDATS AUX EXAMENS D'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens du 10 janvier 1928.—Examinations of the 10th of January, 1928.

Noms Names	Prénoms Surnames	Résidence Residence	Age	Collèges Colleges
1.—Boivin.....	Raymond.....	Chicoutimi...	21	Séminaire de Chicoutimi.
2.—Côté.....	Damase.....	Québec.....	24	Séminaire de St-Hyacinthe; Collège Ste-Marie.
3.—Dufour.....	Louis-Philippe.....	La-Malbaie.....	28	St-Victor-de-Tring.
4.—Fournier.....	René.....	Québec.....	22	Ste-Anne-de-la-Pocatière; Institut Thomas.
5.—Galipeault.....	Langis.....	".....	23	Séminaire de Québec.
6.—Lortie.....	Lucien.....	".....	23	".....
7.—Plante.....	Jean-Louis.....	".....	22	" de Rimouski.
8.—Roy.....	Lionel.....	".....	22	" de Québec.
9.—Tremblay.....	Victorien.....	".....	22	" de Chicoutimi.

Québec, le 14 décembre 1927—December 14, 1927.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Bar of Québec.

5921-22-50-2

BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 10 janvier 1928—Examinations, January 10th, 1928.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Armstrong.....	Talbot, A.....	34	Montréal.....	Queens University.
2.—Charland.....	Raphael.....	22	".....	Séminaire de Nicolet.
3.—Gauthier.....	Rodolphe.....	25	".....	Collège Ste-Marie et M.-A. Leblond de Brumath.
4.—Glasgow.....	Paul J. W.....	25	".....	University of Toronto & University of Oxford, Eng.
5.—Goldenberg.....	Morris.....	23	".....	Campbellton High School & Public School, N. B.
6.—Hurd.....	Frederick W.....	23	Westmount.....	Shinandoak Valley Academy & McGill University.
7.—Lalande.....	Léon.....	23	Windsor, Ont.....	Collège des Jésuites & University of Detroit.
8.—McNamee.....	Thomas Foster.....	20	Outremont.....	Catholic High School & McGill University.
9.—Meunier.....	Maurice.....	21	Montréal.....	Mont St-Louis & Professeur René Savoie.
10.—Morin.....	André.....	25	".....	Collège Ste-Marie et Séminaire de Sherbrooke.
11.—Raymond.....	Paul.....	23	Lachute.....	Collège Bourget et Collège St-Laurent.
12.—Sabourin.....	Roland.....	21	St-Jean.....	Université d'Ottawa.
13.—Schwartz.....	Max.....	20	Montréal.....	Victoria Public School & Montreal High School.

Montréal, 14 décembre 1927—December 14, 1927.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
BERNARD BISSONNETTE,
Secretary of the Bar of Montreal.

5911-12-50-2

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 50Index of the Quebec Official
Gazette, No. 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Aisenstat vs Kimmelfeld.....	3914
" Cantin vs Pagé.....	3885
" Morrison vs Klein.....	3885
" Taylor vs Maclagan.....	3885

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Aisenstat vs Kimmelfeld.....	3914
" Cantin vs Pagé.....	3885
" Morrison vs Klein.....	3885
" Taylor vs Maclagan.....	3885

ANNONCEURS:—Avis aux..... 3845

ADVERTISERS:—Notice to..... 3845

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de l'Annonciation.....	3869
The Stanstead and Sherbrooke Fire Ins. Co.....	3911
Union Canadienne-Française des Aveugles.....	3870

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de l'Annonciation.....	3869
The Stanstead and Sherbrooke Fire Ins. Co.....	3911
Union Canadienne-Française des Aveugles.....	3870

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés.....	3847
-------------------	------

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills.....	3847
--------------------	------

BUREAU-CHEF:—

Quebec Pulp & Paper Corporation.....	3614
St. Jérôme Power, Limited.....	3886

CHIEF-OFFICE:

Quebec Pulp & Paper Corporation.....	3914
St. Jérôme Power, Limited.....	3886

CHARTER—ABANDON DE:—

Jean Dupuis, Ltée.....	3886
La Cie de Construction de Nicolet, Ltée.....	3886
Le Crédit Municipal, Ltée.....	3886

CHARTER—SURRENDER OF:—

Jean Dupuis, Ltée.....	3886
La Cie de Construction de Nicolet, Ltée.....	3886
Le Crédit Municipal, Ltée.....	3886

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:

Farley-Myers, Limited.....	3886
United American Lines, Inc.....	3915

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:—

Farley-Myers, Limited.....	3886
United American Lines, Inc.....	3915

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Barré, C.-S.-V.....	3875
Canadian International Paper Company.....	3873
Cité de Montréal.....	3912

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Barré, C.-S.-V.....	3875
Canadian International Paper Company.....	3873
City of Montreal.....	3911

Cité de Saint-Hyacinthe.....	3912	City of Saint Hyacinthe.....	3912
Cité des Trois-Rivières.....	3872	City of Three Rivers.....	3872
Cité de Verdun.....	3913	City of Verdun.....	3913
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.....	3872	Montreal Catholic School Commission...	3872
Commissaires d'écoles Catholiques Romains de la cité de Québec.....	3874	Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec.....	3874
Congregation Tifereth Israel.....	3875	Congregation Tifereth Israel.....	3875
Couturier, Alphonse.....	3871	Couturier, Alphonse.....	3871
Galipeault, L.-E.-Langis.....	3913	Galipeault, L.-E.-Langis.....	3913
Lapierre, Alphonse.....	3876	Lapierre, Alphonse.....	3876
Lattoni, Mario Emile.....	3875	Lattoni, Mario Emile.....	3875
Le Crédit Général du Canada.....	3871	Le Crédit Général du Canada.....	3871
Le Séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières.....	3876	The Seminary Saint Joseph of Three Rivers.....	3876
Les Sœurs de la Charité de Québec.....	3871	Les Sœurs de la Charité de Québec.....	3871
L'Hôpital Saint-Luc.....	3871	L'Hôpital Saint-Luc.....	3871
L'Institut des Prêtres de Sainte-Marie... ..	3876	L'Institut des Prêtres de Sainte-Marie... ..	3876
Murray Bay Paper Co., Ltd.....	3875	Murray Bay Paper Co., Ltd.....	3875
Nadeau, J.-Alfred <i>et al.</i>	3876	Nadeau, J.-Alfred <i>et al.</i>	3876
Parties des cantons Tremblay et Jonquièrre en municipalité distincte.....	3874	Parts of townships Tremblay and Jonquièrre in a separate municipality.....	3874
Quinn, John Gladstone.....	3874	Quinn, John Gladstone.....	3874
St-Lawrence Paper Mills, Ltd.....	3914	St-Lawrence Paper Mills, Ltd.....	3914
Shawinigan Water & Power Co.....	3871	Shawinigan Water & Power Co.....	3871
Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Co.....	3873	Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Co.....	3873
Silverstone, Henry Leo.....	3870	Silverstone, Henry Leo.....	3870
Succession Hon. C.-S. Rodier.....	3873	Estate of Hon. C. S. Rodier.....	3873
Syndicat Lacombe.....	3913	Syndicat Lacombe.....	3913
The Engineers' Club of Montreal.....	3870	The Engineers' Club of Montreal.....	3870
Ukranian Greek Orthodox Church of Canada.....	3871	Ukranian Greek Orthodox Church of Canada.....	3871
Ville de Lasalle.....	3913	Town of Lasalle.....	3913
Ville de Thurso.....	3872	Town of Thurso.....	3872
Ville d'Iberville.....	3873	Town of Iberville.....	3873

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Canton de Marchand.....	3884	Township of Marchand.....	3884
-------------------------	------	---------------------------	------

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:— DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Affermages de concessions forestières... ..	3877	Lease of timber limits	3877
---	------	------------------------------	------

EXAMEN DU BARREAU:— BAR EXAMINATION:—

Montréal: étude du droit.....	3916	Montreal: study of the law.....	3916
Ottawa: étude du droit.....	3882	Ottawa: study of the law.....	3887
Québec: étude du droit.....	3915	Québec: study of the law.....	3915
Trois-Rivières: pratique du droit.....	3887	Three Rivers: practice of the law.....	3887

LETTRES PATENTES:— LETTERS PATENT:—

Adanac Mines Exploration, Ltd.....	3847	Adanac Mines Exploration, Ltd.....	3847
Garage Montplaisir, Limitée.....	3849	Garage Montplaisir, Limitée.....	3849
Horn's Cafeteria, Limited.....	3851	Norn's Cafeteria, Limited.....	3851
La Corporation d'Aqueduc et d'Electricité de Ferme-Neuve.....	3853	La Corporation d'Aqueduc et d'Electricité de Ferme-Neuve.....	3853
L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.....	3854	L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.....	3854
M. E. Thomas, Ltd.....	3855	M. E. Thomas, Ltd.....	3855
Old Heidelberg Café, Limited.....	3855	Old Heidelberg Café, Limited.....	3855
Paul Capra, Inc.....	3856	Paul Capra, Inc.....	3856
Quebec Fur Farm, Ltd—La Ferme de Fourrures de Québec, Ltée.....	3857	Quebec Fur Farm, Ltd—La Ferme de Fourrures de Québec, Ltée.....	3857
The Blue Bird Dress Co., Ltd.....	3858	The Blue Bird Dress Co., Ltd.....	3858
The Pauline Garment Company.....	3859	The Pauline Garment Company.....	3859
Victoria Investment Corporation.....	3860	Victoria Investment Corporation.....	3860

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:— SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Quebec Pulp & Paper Mills, Ltd—Fabriques de Pâtes et Papiers du Québec, Ltée.....	3864	Quebec Pulp & Paper Mills, Ltd—Fabriques de Pâtes et Papiers du Québec, Ltée.....	3864
Quebec Realty Corporation, Ltd.....	3867	Quebec Realty Corporation, Ltd.....	3867

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Le Crédit Municipal, Ltée..... 3888

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

La Société des Horticulteurs de l'Île-aux-Coudres..... 3885
L'Association des Fabricants de Conserves de la Province de Québec..... 3885

MINUTES DE NOTAIRE:—

Prud'homme, A.-E..... 3915

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles..... 3847

PROCLAMATIONS:—

Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires..... 3846
Division d'enregistrement de Témiscamingue..... 3908
Jours non juridiques..... 3910
Prison à Ville-Marie..... 3910

SOUMISSIONS:—

Municipalité scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice..... 3888

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bourcier, Joseph..... 3889
Bousquet, Henri..... 3893
Demontigny, Léo..... 3890
Gendron, Arsène..... 3892
H. Desgagné & Cie..... 3893
Plamondon, J.-Daniel..... 3889
Succession de Virginia Gibouleau..... 3891

VENTE PAR LICITATION:—

Armstrong *et vir* vs McCarthy *et al.*..... 3895
Murray vs Murray *et al.*..... 3893

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Commissaires d'écoles village d'Arthabaskaville vs Côté..... 3897

BEAUCE:—

Bertrand vs Landry..... 3898

BEAUHARNOIS:—

Durocher vs Sénécal..... 3899

BEDFORD:—

Sherbrooke Trust Co. vs Bowker *et al.*..... 3899

JOLIETTE:—

Provost vs Provost..... 3900

KAMOURASKA:—

Riou *et al* vs Frenette..... 3900

WINDING UP NOTICE:—

Le Crédit Municipal, Ltée..... 3888

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

La Société des Horticulteurs de l'Île-aux-Coudres..... 3885
L'Association des Fabricants de Conserves de la Province de Québec..... 3885

NOTARIAL MINUTES:—

Prud'homme, A.-E..... 3915

APPOINTMENTS:—

School Commissioner..... 3847

PROCLAMATIONS:—

Legislature convoked for dispatch of business..... 3846
Registration division of Temiscamingue..... 3908
Non Juridical days..... 3910
Jail at Ville-Marie..... 3910

TENDERS:—

School Municipality of Notre Dame Auxiliatrice..... 3888

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bourcier, Joseph..... 3889
Bousquet, Henri..... 3893
Demontigny, Léo..... 3890
Gendron, Arsène..... 3892
H. Desgagné & Cie..... 3893
Plamondon, J.-Daniel..... 3889
Estate of Virginia Gibouleau..... 3891

SALE BY LICITATION:—

Armstrong *et vir* vs McCarthy *et al.*..... 3895
Murray vs Murray *et al.*..... 3893

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

School Commissioners village of Arthabaskaville vs Côté..... 3897

BEAUCE:—

Bertrand vs Landry..... 3898

BEAUHARNOIS:—

Durocher vs Sénécal..... 3899

BEDFORD:—

Sherbrooke Trust Co. vs Bowker *et al.*..... 3899

JOLIETTE:—

Provost vs Provost..... 3900

KAMOURASKA:—

Riou *et al* vs Frenette..... 3900

MONTCALM:—

Sibley vs Labelle..... 3901

MONTMAGNY:—

Bou langer vs Boulet..... 3901

MONTREAL:—

Demers vs Blondin..... 3905
 Duhamel vs Martel *et al*..... 3903
 Franke *et al* vs Pigeon..... 3902
 Guilbault vs Goyer..... 3902
 Phaneuf vs Germain..... 3906
 The Prudential Ins. Co. of America vs
 Exchange Securities, Ltd..... 3903
 The Prudential Ins. Co. of America vs
 Exchange Securities, Ltd..... 3904
 The Prudential Ins. Co. of America vs
 Hoerner *et vir*..... 3904

QUÉBEC:—

Pouliot *et al* vs Plamondon..... 3906

SAINT-FRANÇOIS:—

Pelletier vs Deslauriers..... 3906

TROI S-RIVIÈRES:—

Champagne vs Commissaires d'écoles de
 la paroisse de Saint-Narcisse..... 3907
 Grenier vs Gendron..... 3908

MONTCALM:—

Sibly vs Labelle..... 3901

MONTMAGNY:—

Bou langer vs Boulet..... 3901

MONTREAL:—

Demers vs Blondin..... 3905
 Duhamel vs Martel *et al*..... 3903
 Franke *et al* vs Pigeon..... 3902
 Guilbault vs Goyer..... 3902
 Phaneuf vs Germain..... 3906
 The Prudential Ins. Co. of America vs
 Exchange Securities, Ltd..... 3903
 The Prudential Ins. Co. of America vs
 Exchange Securities, Ltd..... 3904
 The Prudential Ins. Co. of America vs
 Hoerner *et vir*..... 3904

QUEBEC:—

Pouliot *et al* vs Plamondon..... 3906

SAINT FRANCIS:—

Pelletier vs Deslauriers..... 3906

THREE RIVERS:—

Champagne vs School Commissioners of
 the parish of Saint Narcisse..... 3907
 Grenier vs Gendron..... 3908

